

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
SOLIDARITÉ DES AMENDES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE SAMEDI 29 AVRIL 1911 A 3 HEURES

PAR

ROBERT MAZOYER

*Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Avocat à la Cour d'Appel de Paris*

Président : M. LE POITTEVIN

Suffragants : { MM. GARÇON, professeur
 { PERCERON, agrégé

FONTENAY-AUX-ROSES
IMPRIMERIE LOUIS BELLENAND
14 ET 16, ROUTE DE BIÈVRES

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

SOLIDARITÉ DES AMENDES

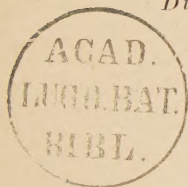
THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE SAMEDI 29 AVRIL 1911 A 3 HEURES

PAR

ROBERT MAZOYER

*Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Avocat à la Cour d'Appel de Paris*



Président : M. LE POITTEVIN

*Suffragants : { MM. GARÇON, professeur {
PERCERON, agrégé }*

FONTENAY-AUX-ROSES
IMPRIMERIE LOUIS BELLENAND

14 ET 16, ROUTE DE BIÈVRES

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA SOLIDARITÉ DES AMENDES

INTRODUCTION

SECTION I

L'Amende. — Généralités

L'amende. Son importance pratique. L'amende est une peine ; conséquences. — Les amendes fiscales ; en quoi elles se distinguent des amendes répressives. Caractères communs aux deux catégories. — Recouvrement des amendes ; garanties qui l'accompagnent.

L'ordre suivi par le Code pénal (Art. 7, 8 et 9) dans l'énumération des peines, est celui de leur gravité, mais non de leur importance sociale. Les deux peines courantes, si l'on peut ainsi parler, sont l'emprisonnement et l'amende. Elles ont toutes deux leurs partisans et leurs adversaires. L'une atteint le condamné dans sa liberté, l'autre dans sa fortune. Elles paraissent comporter actuellement, l'une et l'autre, des perfectionnements nombreux.

Si les avis sont partagés sur leur valeur pénale respective, si des préférences pour l'une ou pour

l'autre s'accusent en doctrine, il n'en faudrait point conclure qu'il y ait entre elles antagonisme nécessaire. Elles se complètent fort bien, par l'aide mutuelle qu'elles se prêtent. Infligée en même temps qu'une peine privative de liberté, l'amende est dite *complémentaire*. Encourue seule, elle est *principale*.

Les amendes sont donc des peines. Prononcées par le juge à raison d'une infraction à une loi ou à un règlement (encore, dans ce dernier cas, par suite d'une délégation expresse du législateur) les amendes répressives se distinguent des clauses pénales, qui tirent leur force, non de la loi, mais du contrat; des amendes civiles et de procédure qui, trouvant leur origine dans la loi, ne supposent pas une infraction à un texte pénal.

Comme toutes les peines, l'amende est personnelle au coupable. Elle ne peut donc être encourue par les héritiers, à raison d'un fait imputable au *de cuius*. Elle est régie, quant à la prescription, par les articles 637, 638 et 639 C. Inst. Cr., avec les distinctions qu'ils imposent. Elle peut faire l'objet d'une amnistie ou d'une grâce.

Tout cela n'est rigoureusement exact qu'à l'égard des seules amendes répressives. Dès à présent, à côté d'elles, il faut signaler une autre catégorie d'amendes, en lesquelles s'amalgame intimement le caractère de

peine et celui de réparation civile : les amendes fiscales. Prononcées à la requête des administrations des douanes, des contributions indirectes, des eaux et forêts et de l'octroi, elles ont bien pour but de réprimer un acte coupable, de prévenir le renouvellement de faits de même nature ; mais elles tendent aussi à accorder à l'Etat lésé une réparation pécuniaire.

L'exercice de l'action publique, au lieu d'être, comme pour les délits ordinaires, réservé au ministère public, appartient en matière fiscale, aux administrations dont les intérêts sont frustrés. Des raisons de haute moralité interdisent à la Société de transiger, par l'organe de son représentant, le ministère public, sur la répression des crimes, délits et contraventions. L'administration des contributions indirectes, celle des douanes, celle des eaux et forêts, ont le droit de transiger avant la condamnation ; après même, pour les douanes et pour les contributions indirectes.

Les amendes fiscales s'opposent aux amendes répressives par d'autres particularités. Voici les principales :

Sont tenues du paiement de ces amendes toutes personnes qui répondent civilement du fait d'autrui (Loi des 6-22 août 1791 art. 22 — Décret du 4 germinal an II art. 8. — Décret du 1^{er} germinal an XIII art. 35). La règle du non-cumul ne leur est pas applicable, non plus que le bénéfice du sursis à l'exécution créé par la loi du 16 mars 1891. Selon la jurisprudence,

elles peuvent être encourues par des mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement. En cas de pluralité de délinquants, une seule amende est prononcée.

Sous ces exceptions, les règles qui régissent les amendes répressives s'imposeront aussi aux amendes fiscales. Ainsi en est-il pour les dispositions relatives à la prescription. De même, suivant l'opinion la plus accréditée (1) pour les unes comme pour les autres, le décès du prévenu oppose un obstacle absolu aux poursuites. Pour toutes, la compétence reste celle des tribunaux correctionnels. (2) Enfin, l'amende fiscale est le plus souvent fixe, et cela même est l'effet de son caractère de peine, puisque le montant en est déterminé sans considération du dommage réel.

Depuis le 1^{er} janvier 1874, le recouvrement des amendes répressives est effectué par les soins de l'administration des contributions directes (3) Les administrations intéressées ont la charge de recouvrer les amendes fiscales prononcées à leurs requête et profit. Les modes de recouvrement restent les mêmes.

L'Etat, comme tout créancier qui produit un jugement rendu en sa faveur, peut inscrire sur les biens du

(1) Blanche, *Etudes pratiques sur le Code pénal*, I, n° 299. — Sourdat, *Traité général de la Responsabilité*, I, 79. — Garraud, *Précis* n° 254 — Cass, 16 février 1898, S. 99, 1.529.

(2) Voyez pourtant loi du 4 germinal an II, titre VI, art. 12 et 5, et loi du 14 fructidor an III, art. 3.

(3) Loi de finances du 29 décembre 1873, art. 25. Auparavant, les receveurs de l'enregistrement en étaient chargés.

débiteur de l'amende une hypothèque générale (Art. 2123 C. Civ.).

Toutefois « en cas de concurrence de l'amende avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisants du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence » (Art. 54 C. P.).

En outre de cette hypothèque et des moyens d'exécution du droit commun, l'Etat peut user, pour le recouvrement de sa créance, de la contrainte par corps, qui est un mode de contrainte sur la personne du débiteur (Art. 52 C. P. — Loi du 22 juillet 1867). Elle consiste en l'incarcération du débiteur dans un quartier spécial de la maison d'arrêt, pendant un temps qui varie selon la quotité de la condamnation et suivant l'âge du débiteur et sa solvabilité (art. 9, 10, 13 et 14, loi de 1867).

Elle n'est pas un mode de libération : la contrainte une fois exercée, l'amende qui en a fait l'objet reste due. Pourtant, quand il a obtenu son élargissement (Art. 12, loi de 1867), le débiteur ne peut plus être arrêté pour condamnations pécuniaires antérieures, à moins qu'elles n'entraînent une contrainte plus longue que celle déjà subie. Donc pour la même dette, le débiteur ne peut plus une seconde fois être contraint.

Le Trésor possède enfin une autre garantie: la solidarité des amendes. Nous connaissons l'amende, qu'est la solidarité ?

SECTION II

**Rappel des notions essentielles
sur la Solidarité**

Solidarité active et passive. Caractère exceptionnel de la solidarité.
— Solidarité passive : Rapports du créancier et des débiteurs.
Effet principal de la solidarité. Effets secondaires. — Rapports
des débiteurs entre eux. Exercice du recours par le débiteur qui
a acquitté la dette. — Causes de la solidarité : La convention ;
La loi.

« La solidarité est une manière d'être spéciale des obligations qui s'oppose tantôt à la division de la créance et tantôt à la division de la dette ; au premier cas, on l'appelle solidarité active, parce qu'elle existe entre créanciers, et au second, solidarité passive, parce qu'elle existe entre débiteurs. Dans un cas comme dans l'autre, elle constitue toujours une faveur pour un créancier, puisqu'elle lui permet de toucher le total de sa somme due » (1).

Dire que la solidarité est une manière d'être spéciale des obligations, c'est lui reconnaître un caractère exceptionnel. De droit commun, en effet, une créance ou une dette se divisent également entre tous les créanciers et entre tous les débiteurs. Le code civil ne

(1) Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, II, n° 722.

le dit pas expressément. Peu importe ! Aucun doute n'existe sur le principe (1).

La conséquence de ce caractère exceptionnel est que la solidarité ne se présume point. Il faut qu'elle soit expressément stipulée, ou qu'elle ait lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi (Art. 1202 C. Civ.).

Seule la solidarité entre débiteurs présente un intérêt pratique, et retiendra notre intérêt. Ses effets doivent être étudiés à l'égard du créancier, et à l'égard des débiteurs.

Les débiteurs sont, envers le créancier, obligés à une même chose. Il en résulte que le paiement fait par un seul les libère tous. De plus le créancier peut, à son choix, contraindre l'un ou l'autre pour la totalité (Art. 1200 C. Civ.). Il a le droit de les poursuivre simultanément ou successivement jusqu'à paiement complet (Art. 1204).

Cependant cette obligation à une même chose n'en laisse pas moins subsister des liens obligatoires distincts. Le sort des diverses obligations que la solidarité réunit n'est pas, de ce fait, indissolublement lié. L'une d'entre elles peut être annulable, sans que la validité des autres en soit affectée. L'une peut faire l'objet d'un terme ou d'une condition, et les autres demeurer pures et simples. L'une peut s'éteindre, et

(1) Voyez d'ailleurs les termes des articles 1217 et 1220.

les autres subsister; il en sera ainsi notamment si le créancier fait à l'un des débiteurs remise de sa part dans la dette (Art. 1210 C. Civ.). Les articles 1211 et 1212 énumèrent certains faits qui constituent des présomptions que cette remise a été accordée.

Le codébiteur poursuivi peut opposer au créancier les moyens de défense communs à tous ou qui sont personnels à lui ou à ses codébiteurs, sauf cependant ceux qui sont « purement personnels » à ses coobligés (Art. 1208).

« La solidarité stipulée ne donne point à l'obligation le caractère d'indivisibilité » (Art. 1219). Par suite, les héritiers de l'un des codébiteurs ne sont pas solidaires entre eux, et chacun n'est tenu de la dette que pour la quote-part correspondante à ce qu'il prend dans la succession.

En outre du droit d'exiger de chacun l'acquittement de toute la dette, la solidarité produit certains effets, dit secondaires, qu'on explique généralement en doctrine par une idée de représentation mutuelle des coobligés.

Les poursuites intentées contre l'un des codébiteurs interrompent la prescription envers tous (Art. 1206).

La sommation faite à l'un d'eux les met tous en demeure. Si donc la chose vient à périr par cas fortuit ou force majeure, tous solidairement seront responsa-

bles de sa valeur. Quant aux dommages-intérêts, le débiteur en demeure en sera seul tenu. La solution est la même pour le cas de faute (Art. 1205).

Enfin « la demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs fait courir les intérêts à l'égard de tous » (Art. 1207).

Pour les rapports qu'ils ont entre eux, les débiteurs sont placés dans une situation sensiblement analogue à celle d'associés. La dette se divise de plein droit entre tous, et en parts égales, sauf clause contraire, ou sauf s'il est établi que les coobligés ont dans l'affaire un intérêt inégal.

Le codébiteur qui a payé la dette possède contre les autres, d'abord une action en répétition fondée sur l'idée de mandat ou de gestion d'affaires et ensuite l'action même du créancier, aux droits de qui il est légalement subrogé : étant tenu avec d'autres, il avait intérêt à acquitter la dette (Art. 1251 3^o). Mais il ne pourra agir contre ses codébiteurs que pour les part et portion de chacun d'eux (Art. 1214).

C'est là, qu'on le remarque bien, une restriction grave aux droits que le débiteur tire de la subrogation ; il n'exerce pas, dans toute leur étendue, les actions du créancier qu'il a désintéressé. Edictée dans le but d'éviter des recours successifs entre codébiteurs, d'échapper à ce que Bigot-Préameneu appelait, dans l'exposé des motifs « un circuit d'actions réciproques »,

cette disposition empruntée à l'ancien droit peut paraître unique. Elle crée entre les coobligés une inégalité qui, le cas échéant, deviendra très préjudiciable à l'un d'eux, et à celui-là même qui de tous est le plus digne d'intérêt, puisqu'il a payé la dette des autres. On le contraint, non seulement à faire l'avance de la dette, ce qui est l'effet principal de la solidarité, mais encore à ne rentrer dans son avance qu'en exerçant autant de recours qu'il a de codébiteurs. C'est mettre éventuellement à son compte la charge et les frais d'instances qui peuvent être nombreuses et fort onéreuses : punition qu'on lui inflige à raison de sa solvabilité !

L'équité exigerait donc que le débiteur qui a payé pût exercer contre ses coobligés une action solidaire à concurrence du montant de la dette, diminuée de la part que personnellement il doit y prendre. Pour cette part, en effet, sa créance s'éteint par compensation. Le nombre des actions possibles ne serait pas accru, et un peu plus d'égalité serait établie entre les coobligés.

Si l'un ou plusieurs des codébiteurs se trouvent insolvable, la perte qui en résulte se répartit contributivement entre tous. N'en sont affranchis ni celui qui a fait le paiement, ni ceux précédemment déchargés de la solidarité (Art. 1214 et 1215).

Quant à la question de savoir s'il existe deux sortes de solidarité, la solidarité parfaite et la solidarité

imparfaite, nous en repoussons l'étude à un chapitre ultérieur (1).

La solidarité résulte d'une convention ou de la loi. Les cas sont nombreux où les codébiteurs sont, du fait de la loi, solidaires entre eux. Mentionnons, à titre d'exemple :

En matière civile :

Les exécuteurs testamentaires, s'il y en a plusieurs, excepté pourtant si le testateur les a spécialisés chacun dans un ordre de fonctions (Art. 1033 C. Civ.) ;

Les co-mandants, lorsque le mandataire a été constitué tel par plusieurs personnes en vue d'une affaire qui leur est commune (Art. 2002 C. Civ.).

En matière commerciale :

Les associés en nom collectif (Art. 22 C. Comm.).

Tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change (Art. 140 C. Comm.) ou un billet à ordre (Art. 187 C. Comm.).

Le code pénal enfin déclare solidairement tenus des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais, tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit. Très intéressante par les principes qu'elle heurte, par les appréciations qui en furent données, par les applications qu'en a faites la jurisprudence, cette hypothèse de solidarité légale sera l'objet de notre étude.

(1) Voir *infra*, page 48 et s.

CHAPITRE PREMIER

Historique de la Solidarité des Amendes

Les compositions pécuniaires. Leur importance et leur rôle. Elles constituent, non une réparation du préjudice, mais le dédommagement du non-exercice de la vengeance. Conséquences au cas de pluralité de délinquants. Les Germain ; le *fredum*.

La solidarité entre membres d'une même famille, d'une même centène, d'une même commune. Son principe. Ce qu'il en subsiste. A l'époque féodale, l'amende devient une peine. De quelles sources elle découle ; qui l'inflige. Les amendes sont solidairement dues. C'est qu'elles indemnisent le roi ou le seigneur des frais de justice criminelle.

Selon Thibault l'origine de la solidarité des amendes est dans une sûreté accordée à l'Etat. Réfutation.

Loi des 19-22 juillet et des 20-27 septembre 1790. Loi du 19 germinal an VII. Loi du 1^{er} germinal an XIII. Le Code pénal.

Pour comprendre la raison d'être de la solidarité des amendes, il est nécessaire d'étudier l'histoire de l'amende dans les principes qui ont présidé à ses destinées.

Nous ignorons s'il existe des lois naturelles, dérivant de la nature des choses, auxquelles les rapports humains sont nécessairement soumis. On est tenté de croire à leur existence, à voir l'analogie frappante qui rapproche les peuples et les races les plus différents, quant aux diverses phases de leur développement social.

C'est ainsi que partout la forme embryonnaire de la justice est la vengeance privée, la guerre d'homme à homme ou de famille à famille.

Puis, l'autorité publique intervenant, à la loi de vengeance est substituée celle du talion. L'offenseur doit subir un châtiment de même nature et de même gravité que la faute par lui commise.

Dans l'Exode — le second livre de Moïse — il est écrit (ch. XXI versets 23, 24 et 25) : « Tu donneras vie pour vie, œil pour œil, dent pour dent, main pour main, pied pour pied, brûlure pour brûlure, plaie pour plaie, meurtrissure pour meurtrissure (1) ».

Et dans le Coran (Sourate II, verset 173) : « O croyants, la peine du talion vous est prescrite pour le meurtre. Un homme libre pour un homme libre ; l'esclave pour l'esclave ; une femme pour une femme ».

La vengeance privée, qui demeure à la base de la répression des crimes, subit bientôt une autre modification. Avec les progrès de l'esprit de négoce, et aussi avec la nécessité, dans l'intérêt de tous, de limiter les luttes entre individus, entre familles ou entre tribus, les compositions pécuniaires s'établissent. Dès le début, le pouvoir social les favorise ; quand son autorité aura suffisamment grandi, il les imposera. Voici en quoi elles consistent :

L'offenseur possède un moyen d'écarter les repré-

(1) Voyez encore : Deutéronome, ch. XIX, verset 21. — Lévitique ch. XXIV, verset 19.

sailles à son égard, c'est de faire à la victime ou à ses représentants des présents dont les parties déterminent l'importance. Le plus souvent ils s'effectuent sous la monnaie de l'époque.

Ces compositions, on les voit apparaître chez les Hébreux, chez les Grecs, chez les Romains (1).

« Si, dit l'Exode (ch. 21, verset 30), on impose (à un homme) un prix pour se racheter, il donnera en rançon de sa vie tout ce qui lui sera imposé ».

Dans l'Iliade, (chant IX, vers 116 et s.), Agamemnon déclare : « J'ai commis une offense, et je ne le nie point... Mais, puisque j'ai failli en obéissant à de funestes pensées, je veux maintenant apaiser Akhilleus et lui offrir des présents infinis. Et je vous dirai quels sont ces dons illustres » (2).

Et plus loin (même chant, vers 632 et s.) : « O inexorable ! n'accepte-t-on point le prix du meurtre d'un frère ou d'un fils ? Et celui qui a tué reste au milieu de son peuple, dès qu'il a expié son crime, et son ennemi, satisfait, s'apaise » (3).

Voici ce que Vulcain forge sur le bouclier d'Achille (chant XVIII, vers 497 et s.) : « Et les peuples étaient assemblés dans l'agora, une querelle s'étant élevée. Deux hommes se disputaient pour l'amende d'un

(1) Voyez encore pour les compositions chez les Peaux-Rouges, chez les nègres d'Afrique, dans l'Inde, etc... Letourneau, *L'Évolution juridique*, pages 35, 36, 66, 67, 71, 72, 296, etc...

(2) Traduction de Leconte de Lisle, Edition Lemerre, page 153.

(3) Ibid. page 167.

meurtre. L'un affirmait au peuple qu'il avait payé cette amende, et l'autre niait l'avoir reçue. Et tous deux voulaient qu'un arbitre finit leur querelle, et les citoyens les applaudissaient l'un et l'autre » (1).

Le droit pénal romain se complique, devient plus savant. Mais comme le dit Esmein (2) « il conserve, sur certains points, la trace des conceptions primitives de l'humanité en fait de répression ».

La loi des XII Tables interdit aux hommes la vengeance. *Vetant XII Tabulae privis hominibus irrogari* (3). De plus, comme dit Cuq (4), « on voit apparaître l'idée que l'Etat souffre dans certains cas du tort causé à l'un de ses membres et qu'il lui appartient de châtier le coupable. Le délit prend ici le caractère d'un délit public ; c'est un crime ».

De fait, pour les *delicta publica*, une véritable répression pénale est organisée, et souvent la peine s'accompagne de symbolisme et de barbarie. Voyez aux *Institutes* de Justinien, livre IV, tit. XVIII, 56, comment était puni le parricide.

Mais dans l'institution des *delicta privata* le système des compositions a marqué son empreinte.

Par exemple un délit de vol pouvait donner ouverture à deux catégories d'actions :

(1) Ibid. p. 349.

(2) *Cours Élémentaire d'histoire du droit*, p. 32.

(3) Cicéron, *pro domo sua*.

(4) Ed. Cuq, *Les institutions juridiques des Romains*, t. 1, p. 334.

1^o Des actions en restitution de l'objet volé ou en paiement de sa valeur : *rei vindicatio*, *actio ad exhibendum*, *condictio furtiva*. La victime du vol devait choisir entre ces actions *rei persecuendae causa* celle qu'elle voulait exercer ; la *condictio furtiva* apparaissait d'ailleurs comme généralement plus avantageuse (1).

2^o Une action pénale, l'action *furti*. Par son effet, la victime du vol recevait du voleur une somme double ou quadruple de l'intérêt qu'elle avait à n'être pas volée. La somme était quadruple au cas de vol *manifeste* (2) — nous dirions de nos jours au cas de délit flagrant — double quand le vol était *non manifeste*.

Quel était le caractère de ces compositions ? Elles ne constituaient pas la représentation du préjudice pécuniaire causé par le délit. Sinon, comment s'expliquerait qu'à Rome l'action *furti* — qui se cumulait avec l'une quelconque des actions reipersécutoires — entraînaît le paiement d'une amende toujours supérieure au dommage réel ? Comment encore se justifieraient les différences de cette amende, suivant que le vol était manifeste ou non ?

(1) En ce qu'elle était accordée contre les héritiers du voleur, et qu'elle entraînait condamnation à la plus haute valeur de l'objet, depuis le vol (Ulpien, L. 8 § 1, D., *de condictione furti*. XIII, 1).

(2) C'est le préteur qui institua l'amende du quadruple. Auparavant, le voleur manifeste était adjugé comme esclave à la victime du vol après avoir été battu de verges.

Ce que représente la composition pécuniaire, c'est le rachat de la vengeance. Elle est le prix moyennant lequel l'offensé ou ses proches renonceront à tirer vengeance de l'offenseur. Par là s'expliquent les différences signalées dans le taux de l'amende de l'action *furti*. L'indignation est plus violente de saisir un voleur sur le fait, que de constater un vol entièrement consommé.

Il faut donc analyser ainsi le phénomène juridique de la composition :

Un meurtre, un vol — dans le sens large, un délit — ouvrent, au profit de la victime ou de ses représentants, droit à une vengeance.

Ce droit peut s'éteindre — et même aux époques avancées, doit s'éteindre — si le coupable en rachète l'exercice moyennant un prix suffisant.

La composition est donc un *dédommagement*, non du préjudice en lui-même, mais de l'offense, ou plus exactement du non-exercice des représailles.

Elle est un dédommagement, et cela autorise Garraud à déclarer dans son *Introduction au traité de droit pénal*: « C'est en partant de l'idée de dédommagement particulier que les sociétés humaines aboutirent progressivement au principe de la justice sociale, telle qu'elle est exercée aujourd'hui. » C'est encore ce qui permet à Esmein (p. 23) de donner à la composition le nom d'*indemnité* (1).

(1) Ne dit-on pas encore, de nos jours, que le duel constitue une *réparation* par les armes ? Les compositions pécuniaires, par l'effet

Quelles seront, au cas de pluralité de délinquants, les conséquences de ce caractère d'indemnité que nous venons d'affirmer ?

Ici apparaît une notion juridique nouvelle, à l'explication de laquelle le chapitre suivant sera plus particulièrement consacré. Brièvement, en voici la structure :

Quand un fait indû et dommageable a plusieurs auteurs, et qu'on ne peut individualiser la participation de chacun dans l'exécution de l'ensemble, chacun est personnellement tenu de réparer le tout.

Mais comme, en équité, il n'est dû qu'une réparation du dommage, cette obligation qui pèse sur chacun des coobligés se partage par têtes, dans les rapports qu'ils ont entre eux.

Telle est l'obligation *in solidum*. Elle demeure bien distincte de l'obligation solidaire qui est plus complexe et plus féconde de conséquences. Toutes deux ont pourtant ce point de ressemblance : la vocation de chacun des débiteurs à acquitter toute la dette, et l'existence d'un recours possible au profit de celui qui a payé plus que sa part.

A la clarté de ces principes, il apparaîtra très logique qu'une obligation *in solidum* ait pesé, en droit romain, sur les coauteurs et complices d'un vol.

desquelles l'offensé renonçait à toute vengeance, jouaient, dans l'ancienne justice, à peu près le même rôle que les excuses de l'offenseur dans les affaires d'honneur de nos contemporains.

Il en était ainsi pour la *condictio furtiva* (L. 1, C., *de cond. furt.* IV, 8) et pour l'action *furti* (Pomponius L. 76, § 1, D., XLVII, 2). Toutefois une différence est à noter. Le paiement effectué par l'un des débiteurs obligés par l'effet de la *condictio furtiva* les libérait tous. Au contraire, pour l'action *furti*, et à raison du caractère pénal de cette action, aucune libération ne résultait pour les coupables de l'acquittement de l'amende par l'un d'eux (1). Par suite, autant d'amendes étaient dues qu'il y avait de délinquants, excepté pourtant au cas de délit contre le fisc (Hermogénien L. 46, § 9, *de juri fisci* D., XLIX, 14).

Tel devint le premier droit de la France. Seulement, à l'influence romaine est venue s'ajouter l'influence germaine.

Les Germains apportaient, sur le droit criminel, des notions coutumières sensiblement analogues aux règles romaines. Le principe était, sans doute, le droit à la vengeance privée, mais dans de nombreux cas il était tempéré par le système des compositions (2). Le paiement, au lieu de se faire en argent, s'effectuait

(1) Cum ex delicto convenientur, exemplo furti, nullus eorum liberetur, etsi unus conventus praestiterit » (L. I § 19 *Si is qui testam* D., XLVII, 4.) Voyez encore Typhonien, L. 55, § 1, *De admin. et peric. tut.* D., XXVI, 7.)

(2) Tacite, *De situ, moribus et populis Germaniæ* 21. Luitur etiam homicidium certo armentorum ac pecorum numero, recipitque satisfactionem universa domus. »

en têtes de bétail : peu importe ! C'est que les Germains moins civilisés que les Romains, en étaient encore restés à cette monnaie toute primitive.

Appelée *wehrgeld* (1), la composition *pécuniaire* (en donnant au mot son sens le plus large ou son sens étymologique) avait donc, chez les Germains comme à Rome, le caractère d'une indemnité. Dès lors en cas de pluralité d'auteurs pour un crime ou un délit, l'équité et la logique exigeaient qu'ils fussent tenus *in solidum*.

On voit cependant s'amorcer une idée nouvelle. Lorsque, pour assurer le paiement de la composition, l'autorité publique avait à intervenir, elle prélevait une certaine part, à titre de récompense de son intervention.

Le droit, pas plus que la nature, ne procède par bonds. Sous la monarchie franque, en raison du principe de la personnalité des lois, règles romaines et règles germanes s'appliquent encore. Mais les capitulaires n'admettent plus, comme les premières coutumes germanes, le droit de refuser la composition ; la victime ne peut pas lui préférer la vengeance. Le tarif ne s'adoucit pas, mais il se perfectionne. La monarchie conserve ses droits sur une partie de la composition. Appelée *fredum*, cette part n'est pas

(1) Ce qui signifie : *argent de la défense*.

encore une peine, mais constitue déjà un revenu fiscal.

Alors apparaît une véritable solidarité tout à fait inattendue : car elle ne porte point sur les coauteurs ou complices d'un même délit ou d'un même crime, mais sur toute une famille, à raison du délit commis par un de ses membres. Cette solidarité familiale se perpétue jusqu'à un décret de Childebert II, an 596 (1).

Il est intéressant de constater que le même décret institue une solidarité du même ordre. Seulement, au lieu de peser sur la famille, elle porte sur la centurie ou centène, et c'est celle-ci qui aura à répondre de tout vol commis dans son ressort (2). Comparez le décret rendu, vers la même époque, par Clotaire II (3).

Par la suite, le groupement social responsable s'aggrandit. Il était la famille, la centène ; il devient la commune. Et la loi du 10 vendémiaire au IV ne fait que consacrer un état de choses existant avant la Révolution lorsqu'elle dispose (Titre I et titre IV) que « chaque commune est responsable des délits

(1) « Et si forsitan convenerit ut ad solutionem quisque descendat, nullus de parentibus aut amicis ei quicquam adjuvet. » « Baluze *Capitularia regum francorum*, I, p. 17.

(2) « ...Convenit ut si furtum factum fuerit, capitale de presenti centena restituat, et causator centenarium cum centena requirat.

(3) *Decretio Chlotharii II, regis* « ...In qua centena si quis aliquid deperierat, capitale qui perdiderat recipiat, et latro insequatur. Vel si in alterius centena appareat, et adhuc admoniti si neglexerint, quin is solid. condemnentur » C. Baluze, I, p. 19.)

commis à force ouverte ou par violence sur son territoire... ainsi que des dommages-intérêts auxquels ils donneront lieu ».

Seulement, à mesure que le groupement devient plus important, les cas de responsabilité collective se précisent et se restreignent. La famille était garante de ses membres, quelque délit qu'ils eussent commis ; la centène ne répond plus que des vols ; la commune, que des attentats qu'elle aurait pu prévenir (1).

Depuis l'an IV, d'importantes restrictions ont été apportées à cette responsabilité des habitants d'une même commune. Elle était, dans certaines hypothèses, pénale. Une amende pouvait être due par la commune à la République (Loi de l'an IV, Titre IV, art. 2). Elle est exclusivement civile, de nos jours (2). Encore subit-elle d'assez graves exceptions (3).

En Angleterre, les mêmes phénomènes juridiques se sont produits, avec les mêmes phases évolutives (Voyez Ed. Tishel, *La constitution d'Angleterre*, traduction de Ch. Vogel, t. II, liv. VI, sect. 1, ch. I).

Cette solidarité familiale qui pesait sur tous pour la faute d'un seul est moins étrange qu'il ne peut sembler à première vue. L'Etat, qu'on le veuille ou non, a dans sa mission de libérer l'individu des groupements qui successivement l'accaparent : famille, tribu, cor-

(1) Voyez Loi de vendémiaire, an IV, titre IV, art. 5.

(2) Loi du 5 avril 1884, art. 106.

(3) Loi du 5 avril 1884, art. 108.

poration, association, religion même (1). Mais dans une législation primitive, alors que l'Etat n'a pas encore parfait cette œuvre de libération, quand il n'a pas desserré les liens qui unissent étroitement les représentants d'une même famille — nous parlons des liens politiques et juridiques, les liens d'affection sont hors de cause — il est tout naturel qu'une véritable solidarité rassemble ceux qui se réclament d'un auteur commun. Tant que l'individu n'a pas nettement caractérisé sa personnalité et son indépendance, il n'est pas irrationnel de le rattacher, pour la responsabilité de ses actes, au groupe dont il fait partie et de demander à tous raison des faits et gestes de chacun (2).

A l'heure actuelle, dans les pays d'Islam, on trouverait encore des exemples de liens de solidarité pénale réunissant les membres, non pas peut-être d'une même famille, mais d'une même tribu. C'est en déclarant les tribus kabyles et kroumires responsables de tout désordre, que la France a pu assurer la police de l'Algérie et de la Tunisie. C'est ainsi notamment qu'elle a

(1) Nous envisageons ces groupements à raison seulement de leur rôle politique, et sans considération du but plus particulier que chacun d'eux se propose. Par exemple, il n'entre aucunement dans notre pensée que l'Etat doive combattre les sentiments religieux de ses sujets.

(2) « Dans les sociétés qui n'ont pas encore dépassé les stades premiers de l'évolution sociale, dit Létourneau (p. 228), la solidarité est toujours grande et par suite le droit pénal admet volontiers les responsabilités collectives » Voyez les faits que cite l'auteur l'appui de son assertion, p. 97, 228, 400, 407, 413, etc...

sauvé de l'incendie les forêts de chênes-liège de la Kroumyrie.

Dans la société féodale, l'autorité de l'Etat se désagrège, et par contre, la vie particulière de chaque région, de chaque coin de terre, de chaque groupe, s'épanouit en pleine liberté. La justice n'est même plus l'unité d'un principe, comme celui de la vengeance privée, ou celui des compositions. Elle est aussi variée qu'il se peut ; justices royales, municipales, ecclésiastiques et seigneuriales, fleurissent dans une dangereuse rivalité. L'arbitraire domine. Pourtant, de ce chaos de juridictions et de législations, perce un principe nouveau : l'amende est une peine, dans le sens moderne du mot, de châtement édicté par le pouvoir social dans l'intérêt public.

A vrai dire, le chiffre des amendes ne dépendait pas toujours de l'appréciation du juge. La coutume souvent en fixait le montant. Puis une gradation s'établit, selon la qualité des justiciables. Le noble et le roturier n'étaient pas traités de même façon. Seulement, dans le droit romain du Bas-Empire les peines les plus sévères étaient réservées aux *humiliores*. Les *honestiores* étaient traités avec plus d'égards, partant avec plus de clémence. Dans la société féodale il en va différemment. L'inégalité des peines est entièrement à l'avantage des roturiers. Peut-être est-ce d'une bonne législation pénale que de mesurer

l'amende, non pas seulement sur le délit commis, mais aussi sur la solvabilité présumée du coupable. C'est revenir à l'inégalité des peines en voulant l'éviter, que de condamner indistinctement tous les délinquants à un même chiffre d'amende. Qu'importe au riche, et comment le pauvre s'acquittera-t-il ?

Quoi qu'il en soit, l'amende est une peine (1), et restera telle sous tous les régimes qui se succéderont. Elle continue à sanctionner les ordres seigneuriaux, mais elle résulte aussi, dans de nombreux cas, de la volonté légale. L'Ancien Régime, qui avait un code d'instruction criminelle (2), un code de commerce (3), un code de procédure civile (4) un code forestier (5), n'a jamais eu de code pénal. Les textes législatifs qui prononcent la peine d'amende sont donc disséminés un peu partout. Ils sont nombreux. Il s'en faut que la coutume en soit la source la plus abondante, et pourtant, de toutes les coutumes de l'ancienne France, il n'en est pas une qui ne prononce la peine d'amende (6).

(1) L'amende, dit Jousse, *Traité de la Justice Criminelle*, I, n° 69, est une peine pécuniaire au profit du fisc. »

(2) Ordonnance criminelle de 1670.

(3) Ordonnance de mars 1673.

(4) Ordonnance d'avril 1667.

(5) Ordonnance de 1669.

(6) A titre documentaire, citons, au hasard : pour ventes recélées les coutumes de Paris (1580), art. 77 ; de Calais, art. 21 ; de Clermont, art. 115 ; d'Orléans, art. 107 ; de Dunois, art. 37 ; de Péronne, art. 99 — pour saisie brisée, les coutumes de Sens, art. 184 ; de Poitou, art. 83 ; d'Amiens, art. 214 ; de Melun, art. 43, etc...

Une particularité est à noter : les amendes étaient infligées tant par les tribunaux civils que par les tribunaux criminels. « Les amendes arbitraires, dit Guyot (1), sont celles que le juge prononce, tant en matière civile que criminelle, et dont la quotité n'est point déterminée par les ordonnances ». Il faut n'y voir qu'un effet de la non-spécialisation des juridictions.

Mais si l'obligation *in solidum*, qui reliait d'une commune responsabilité les coauteurs ou les complices, s'expliquait tout naturellement, quand l'amende ne constituait qu'une indemnité, logiquement, semble-t-il, la solidarité ou cette ébauche de solidarité qu'est l'obligation *in solidum* a dû cesser d'exister, le jour où l'amende est devenue une peine.

Il n'en est rien. Sous l'Ancien Régime, les amendes sont dues solidairement. Les preuves en abondent. « Les amendes pour crimes et délits sont solidaires », écrit Bruneau (2). Bacquet dispose (3) : « En amendes pour crimes et délits, chacun des délinquants (est) tenu par corps pour le tout ». Serpillon énonce, dans son Code Criminel : (4) « Lorsque plusieurs accusés sont condamnés aux dépens envers la partie civile,

(1) Guyot, *Répertoire de Jurisprudence*, v^o Amende, p. 347.

(2) Bruneau, *Observations et Maximes*, 1^{re} partie, titre XXVII, max. 20.

(3) Bacquet, *Traité des droits de Justice*, I, ch. XVII, nombre 25.

(4) Serpillon, *Code Criminel*, 1^{re} partie, Tit. XVII, art. 29, n^o 7.

il n'y a point de solidité, si elle n'est pas prononcée, à la différence des amendes, aumônes ou réparations civiles qui sont de droit solidaire (sic) ».

Ailleurs on lit encore (1) : « Bacquet... et Brodeau, sur M. Louet, lettre C. Ch. 35, sur la fin, disent que les amendes civiles ne sont pas solidaires... mais ils ajoutent avec raison que les amendes pour crimes et délits le sont contre chacun des condamnés qui peut être poursuivi pour le tout, suivant la loi *si duobus* 3 D., *si mensor falsum modum dixerit*, et la Loi *in magistratus* 7 D., *de magistratibus conveniendis* ». Enfin Pothier (2) s'exprime ainsi : « Le troisième cas d'obligation solidaire est à l'égard de ceux qui ont concouru à un délit ; ils sont tous obligés solidairement à la réparation ».

La solidarité s'appliquant aux amendes-peines comme l'obligation *in solidum* s'étendait aux amendes-réparations, peut dès à présent sembler une erreur de l'Ancien Régime. Elle maintient, mieux : elle aggrave une institution dont la cause a disparu.

Il y a bien une part de vérité dans cette appréciation (3). Il faut toutefois se garder des conclusions

(1) *Code Criminel*, 2^e partie, Tit. XXV, art. 7, n^o 12.

(2) *Traité des obligations*, 2^e partie, ch. III, art. VIII, n^o 268.

(3) Il convient de noter que, dans la doctrine de l'époque, et surtout en jurisprudence, se manifestèrent au début bien des hésitations et bien des résistances. Voyez Papon, *Recueil d'Arrêts*, Livre VII, titre III, n^o 3. Le Parlement de Dijon, en 1611 et en 1634, à une époque où le principe nouveau était fermement établi, s'élevait encore contre lui (arrêts du 13 mai 1611 et du 13 février 1634, rapportés par le Président Bouhier, t. 2, ch. 56, n^o 23). Serpillon en

trop rapidement formulées. La solidarité des amendes était, dans l'ancien droit, moins illogique qu'il n'apparaît. Si l'amende, à partir de la société féodale, revêt enfin le caractère de peine, c'est surtout exact par comparaison avec l'état antérieur. Dans les faits, l'amende servait encore d'indemnité, non plus envers la victime du délit ou ses proches, mais envers l'Etat. Voici comment :

Le principe que les dépens doivent demeurer à la charge de l'accusé ou du prévenu qui succombent (Art. 194 et 368 C. Inst. Cr.) est moderne, ce qui ne fait pas précisément honneur à notre époque. Toutes les fois au moins qu'il n'y avait pas de partie civile, les frais nécessités par la poursuite et le jugement des délinquants restaient au compte du roi ou des seigneurs. La justice n'est-elle pas une fonction d'ordre public, dont, par suite, les frais devraient rester publics? Le délinquant n'a pas, comme le demandeur civil, la direction de la procédure; il subit l'instruction, menée exclusivement dans l'intérêt public; plus encore, il la combat. Il devra pourtant tous les frais qu'elle aura occasionnés. De sorte que le crime ou le délit par lui commis entraînent à son égard une responsabilité pécuniaire dont l'importance est extrêmement

donne la raison (titre XXV, art. VII) : « Effectivement, les peines ne sont pas solidaires, comme les réparations civiles, prononcées au profit des parties. » Toute l'argumentation moderne contre la solidarité des amendes est en germe dans ces quelques mots.

variable, qui résulte du fait d'autrui et qu'il ne dépend pas de lui d'alléger !

Les frais de procédure criminelle restant, sous l'Ancien Régime, à la charge de la justice, on eut tout naturellement la pensée d'affecter les produits de l'amende au dédommagement de ces frais.

Les textes et les auteurs sont légion qui en font foi. Muyard de Vouglans (1) dispose : « Cette peine (l'amende) a été principalement établie pour *indemniser* en quelque sorte le Roi et les Seigneurs des frais qu'ils sont obligés de faire pour la poursuite des criminels, et elle est à leur égard ce que sont les intérêts civils vis-à-vis des Parties privées. » Pothier (2) écrit : « Lorsqu'il n'y a point de partie civile... en cas de condamnation, l'accusé n'est point condamné aux dépens envers le roi ou le seigneur, mais le juge le doit condamner en une amende qui *dédommage* le roi, ou le seigneur, des dépens du procès ».

Un arrêt rapporté par Bruneau (3) fait l'application de ces idées. « La Cour... fait deffenses audit Prevôt de plus condamner les accusez aux frais des procès, lorsqu'il n'y aura autre partie que le Procureur Général. Fait en Parlement le 12 juillet 1702 ».

Qu'il nous soit encore permis de rapporter ce que

(1) *Lois Criminelles*, livre II, tit. IV, n° 8, p. 84.

(2) *Traité de la Procédure Criminelle*, Sect. 1, art. 1, § 2, n° 3.

(3) 2^e partie, titre XXX, maxime 7, *in fine*.

dit Bacquet (1). Son expression, naïve et forte, ne manque pas d'une certaine grâce. « En cet endroit convient noter que les Juges des Seigneurs hauts-Justiciers ne peuvent condamner un criminel et délinquant auquel le procez aura esté fait et parfait à la requeste du procureur Fiscal, es dépens du procez envers le Seigneur haut-Justicier, ni le condamner ès frais de Justice, ni en amende envers Justice. Mais faut simplement condamner le délinquant en amende envers le Seigneur haut-Justicier, et sur ladite amende, prendre les frais du procez. Ainsi a été ordonné par Arrest de la Cour du 15 avril 1580...

« La raison de ce que dessus, ajoute Bacquet, est que le Roy ayant fait ce bien, cet honneur et cette grâce, d'octroyer aux Ducs, Marquis, Comtes et à autres Seigneuries, ils le doivent purgér de malfaiteurs, et gens mal vivants, et à leur dépens faire faire les recherches, poursuites et exécutions pour ce nécessaires » (2).

Mais dès l'instant où l'amende indemnise la Puissance Publique ou ses démembrements des frais de

(1) Tome 1, ch. VII, nombre 19.

(2) L'amende-indemnité réagissait, si l'on peut dire, sur l'amende-peine ; en ce sens, qu'il était tenu compte, dans une faible mesure, pour la fixation de l'amende, de la réparation à laquelle elle était affectée. Voyez *Encyclopédie de Jurisprudence* v^o Amende, p. 154. « Dans les procès criminels où il n'y a pas de partie civile, et qui se font à la requête du Procureur du Roi, l'amende tient lieu de dépend. Quand il n'y a pas lieu à la confiscation, l'amende doit en tenir lieu, et être proportionnée à la confiscation. »

poursuite et de jugement, elle conserve le caractère d'un dédommagement, d'une indemnité. Certes ce caractère est beaucoup moins prononcé ; il ne subsiste plus seul, il se juxtapose à celui de peine. Pourtant le maintien d'une obligation *in solidum* se comprend.

De fait, c'est bien d'obligation *in solidum* que parlent les arrêts les plus anciens. Voyez notamment l'arrêt de Paris du 15 juin 1546, que rapporte Papon, dans son *Recueil d'arrêts notables*, au livre XXIV, titre 10, n° 15. Le même auteur, au livre VII, titre 3, n° 3, en même temps qu'il nous apporte la preuve de l'influence prépondérante que prirent, en cette matière, les textes romains sur l'ancien droit français, nous révèle à quelles contestations donna lieu, avant de définitivement s'implanter, le principe qu'une obligation *in solidum* pèse sur tous les individus condamnés pour un même délit.

Le passage de l'obligation *in solidum* à la solidarité s'effectua de façon insensible.

Toute cette explication historique est contestée par Thibault, dans une discussion fort savante (1). L'amende, dit-il en substance, était, autrefois comme de nos jours, une peine : La meilleure preuve est qu'elle pouvait être commuée en une peine corp-

(1) Thibault, *De la Solidarité en matière d'amendes*, Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence, année 1898, p. 394 et s.

relle. Or, une peine ne saurait constituer une réparation civile. La véritable origine de la solidarité des amendes est donc ailleurs : elle réside, comme pour la contrainte par corps et pour l'hypothèque judiciaire dans « une facilité accordée pour le recouvrement des amendes ».

Ces arguments ne nous convainquent pas. Les auteurs anciens que nous avons cités apportent des témoignages irrécusables, et ils étaient placés mieux que quiconque pour expliquer une institution qui leur était contemporaine.

« La solidarité, dit encore Thibault, était admise sans discussion en matière criminelle, tandis que la presque unanimité des auteurs se refusait à l'appliquer aux amendes prononcées à la suite des procédures civiles, et dont le type était l'amende de fol appel ». Et il cite Bernard de la Roche-Flavin (*Parlements de France* II 20 § 19, p. 189) ; Papon (*Recueil d'arrêts* VIII, 3, 2) ; Brillou (Amende § 27) ; Bacquet (*Traité des Droits de Justice* XVII, 24) etc. C'est bien la preuve, pense Thibault, qu'il y avait là un privilège, analogue à l'hypothèque judiciaire.

Mais non ! Son argumentation ne fait qu'infirmar sa thèse. Les frais criminels ne sont pas dus par les condamnés, et l'amende a pour affectation d'indemniser de ces frais : la solidarité est donc explicable. En matière civile au contraire, les dépens sont mis par le juge à la charge de qui succombe. L'ordonnance

de 1667 est, à cet égard, d'une précision et d'une énergie remarquable (1). Dès lors, la solidarité perd sa raison d'être. Cela explique encore pourquoi, dans les procès où il y avait constitution de partie civile, la solidarité des amendes ne s'appliquait pas. A quoi bon ? La partie civile était là pour répondre des frais (2).

Pas plus que Thibault, nous ne contestons que, dans l'ancien droit, l'amende était une peine. Toutefois le mot *peine*, il est bon de l'observer, n'avait pas alors la signification précise et étroite qu'il a maintenant. Il en était fait un étrange abus. On lit, dans Muyart de Vouglans (3) : « Les peines infamantes sont... l'amende..., les peines pécuniaires la confiscation, les intérêts civils, les dommages et intérêts et les dépens. » Que de confusions en trois lignes ! Et, pour notre époque, que d'hérésies !

Il y a pourtant, des observations de Thibault, une indication à retenir. C'est que la solidarité des amendes n'était pas, comme le disent à tort tous les auteurs.

(1) Titre XXXI, des dépens, art. 1^{er} : « Toute partie soit principale ou intervenante, qui succombera... sera condamnée aux dépens indéfiniment... sans que, sous prétexte d'équité, partage d'avis, ou pour quelque cause que ce soit, elle en puisse être déchargée. Défendons à nos Cours de Parlement, Grand Conseil, Cours des Aydes et autres nos Cours... et à tous autres juges de prononcer par hors de Cour sans dépens... »

(2) Argument *a contrario*, tiré de l'art. V, titre III, de l'ordonnance criminelle de 1670. 

(3) *Lois Criminelles*, p. 819.

une institution parfaitement logique dans l'ancien droit. Elle ne se déduisait pas tout naturellement du fait que l'amende indemnisait des frais criminels. D'abord, autrefois comme actuellement, les codébiteurs solidaires étaient censés se représenter mutuellement. Les articles 1205 et 1206 C. Civ. sont des dispositions visiblement empruntées à l'ancien droit (1). Or, la charge de réparer le préjudice causé en commun ne peut engendrer qu'une obligation *in solidum*, et non la solidarité. Cette présomption de représentation réciproque des coobligés porte à faux.

Puis l'amende, restant une peine, n'était pas déterminée d'après les débours occasionnés par la poursuite. Et cependant une indemnité doit être, avant tout, la représentation pécuniaire du dommage aussi exacte qu'il se peut.

Enfin il n'était pas d'une bonne législation criminelle de donner à l'amende ce caractère ambigu d'une peine qui constitue en même temps une réparation civile. Il y avait là, dans une foule de circonstances, matière à équivoque et à difficultés.

Pour toutes ces raisons le devoir du législateur révolutionnaire était nettement tracé. Il devait, sans hésiter, débarrasser la France d'une institution dont

(1) Voyez Pothier, *Traité des obligations*, n° 272. et 273.

la seule raison d'être était dans les confusions de l'Ancien Régime.

La tourmente révolutionnaire balaie les institutions politiques, plus qu'elle ne modifie les institutions juridiques. A démolir trop vite, on s'expose, quand il faut reconstruire, à ne pouvoir employer d'autres matériaux que les anciens.

La loi des 19-22 juillet 1791, titre II, art. 42, dispose : « Les amendes de la police correctionnelle et municipale seront solidaires entre les complices » (1). C'était une confirmation formelle de l'ancien droit, avec pourtant une différence : auparavant, la solidarité des amendes était une création jurisprudentielle. L'Assemblée Constituante lui donne la consécration légale.

Il est bon cependant de noter que cette institution n'est pas, en 1791, plus critiquable qu'auparavant. Peu logique, à notre avis, sous l'ancien droit, elle continue à pouvoir s'expliquer par son but de dédommagement envers la Puissance Publique.

Le droit révolutionnaire, en effet, maintient à la

(1) Voyez encore l'art. 3, titre II de la loi, loi du 28 septembre-6 octobre 1791, concernant la police rurale : « L'indemnité et l'amende sont dus solidairement par les délinquants. »

charge du Trésor les frais de justice criminelle (Loi des 20-27 septembre 1790, art. 1^{er}). Là encore le droit nouveau n'est que la confirmation du droit ancien.

Le Directoire se débat au milieu des difficultés financières les plus inextricables. Il ne recule devant aucun moyen de se procurer de l'argent, ou d'arrêter l'action de ses créanciers. Les émissions d'assignats se multiplient, les emprunts se suivent de très près, des dispositions sont prises, qui restreignent gravement les droits des particuliers quant au mode de paiement. (Voyez les lois du 16 pluviôse an V, 24 frimaire an VI et l'arrêté du 17 prairial an XI). L'Assemblée Constituante avait placé les créanciers de l'Etat « sous la garde de l'honneur et de la loyauté de la nation française » (Loi des 17-20 mars 1791). La loi du 9 vendémiaire au VI, art. 98 et s., qui *consolide* le tiers de la Dette Publique, consacre, en réalité, une véritable banqueroute nationale.

Comme un incident très secondaire de cette chasse à l'argent, intervient une loi du 18 germinal an VII, relative au remboursement des frais de justice en matière criminelle. Dorénavant (Art. 1^{er}) « tout jugement d'un tribunal criminel, correctionnel ou de police portant condamnation à une peine quelconque, prononcera en même temps, au profit de la République, le remboursement des frais auxquels la poursuite et punition des crimes et délits aura

donné lieu ». Cette disposition, qu'on aurait pu croire provisoire, a été reproduite par le Code d'instruction criminelle (art. 162, 176, 194, 211 et 368), et maintenue depuis.

La loi de l'an VII n'abrogeait celle de 1791 qui déclare les amendes solidairement dues. On comprend très bien cet oubli (1), la solidarité des amendes n'en devenait pas moins rationnellement inexplicable.

Passée à l'état de pure anomalie, elle semblait destinée à disparaître, le jour où serait entreprise une œuvre de codification des règles du droit pénal.

Un texte survient pourtant encore qui édicte la solidarité pour condamnations pécuniaires; c'est l'article 37 de la loi du 1^{er} germinal an XIII, concernant les droits réunis. Mais ici nous sommes en matière fiscale; l'amende a, pour partie, le caractère de réparation civile, et par suite la solidarité peut se défendre en législation.

Le projet de Code pénal portait une disposition suivant laquelle « tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit seraient tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais ». Elle fut votée au Conseil d'Etat, sans avoir soulevé la moindre

(1) La loi de germinal an VII parle bien de la solidarité (art. 2), mais simplement pour l'appliquer aux frais « lorsqu'il y a plusieurs accusés, auteurs ou complices du même fait. »

observation (1). Elle est devenue l'article 55 du Code pénal. Elle a résisté aux révisions de 1824, de 1832 et de 1863. C'est qu'elle jouit du rare privilège d'être une disposition que la politique ignore, que le Fisc met à profit, et que le justiciable ne comprend pas, se bornant à l'englober dans sa franche aversion pour « les frais de justice » et tout ce qui les concerne.

(1) *Procès-verbaux du Conseil d'Etat*, séance du 25 juillet 1809. Voyez Locré, *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, tome 29, p. 90. Il faut se rappeler que la communication au Tribunal n'eut pas lieu pour le Code pénal, et la raison en est que le sénatus-consulte du 19 août 1807 avait supprimé le Tribunal.

CHAPITRE II

Caractère de la Solidarité des Amendes

L'obligation de réparer le dommage indûment causé. Comment elle peut conduire à l'idée d'obligation *in solidum*. Principe et effets de l'obligation *in solidum*. Réponse aux critiques qui lui furent adressées. Sa distinction d'avec la solidarité.

La théorie suivant laquelle la solidarité des amendes est une solidarité imparfaite. Arguments invoqués. — La solidarité est unique. Conséquences. — Tableau résumé des systèmes en présence.

Il nous a déjà fallu, au chapitre précédent, parler d'obligation *in solidum*. Cette notion, il est nécessaire que nous la précisions et que nous la complétions.

Aux termes de l'article 1382 du Code Civil, « tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »

Avant d'être une règle de droit positif, c'est là un principe d'équité. L'ordre public est tellement intéressé à son maintien que, selon la jurisprudence dominante, est atteinte d'une nullité absolue toute convention qui, de façon directe ou indirecte, décharge quelqu'un de la responsabilité de sa propre faute (Montpellier, 5 décembre 1892, D. 94-2. 451 — Riom,

27 mars 1895, D. 96. 1.407. — Cass. 31 décembre 1900, S. 1901-1.401) (1).

Si nous supposons un fait dommageable, tombant sous le coup de l'art 1382, et commis par plusieurs auteurs, deux hypothèses seront à distinguer.

Il se peut tout d'abord que la part de chacun dans l'accomplissement du dommage soit aisée à déterminer et à singulariser. Il y a alors pluralité de responsabilités individuelles connues et distinctes, dont le total forme le préjudice entier.

Chacun des coauteurs devra personnellement réparation de la part du dommage qui lui est imputable, et, en pure équité, ne devra que cela.

Mais — c'est la seconde hypothèse — dans un plus grand nombre de circonstances, il ne sera pas possible d'individualiser la participation de chacun au préjudice. A raison des conditions d'exécution de la faute

(1) Voyez, sous ce dernier arrêt, la note de Perreau, et les nombreuses décisions qu'il cite.

La controverse persiste en doctrine, sur la validité qu'il faut reconnaître à la stipulation d'immunité des fautes délictuelles et quasi-délictuelles. Une opinion très répandue, sans la considérer, ainsi que le fait la jurisprudence, comme absolument inopérante ne lui attribue qu'un effet : le renversement du fardeau de la preuve. En ce sens, Aucoc, *Conférence sur le droit administratif*, 2^e éd., t. 5, n^o 1539 ; — Boistel, *Principes de droit comm.*, 3^e éd., n^o 562 et 1249 ; — Troplong, *Du louage*, t. 2, n^o 942 ; — Laurent, *Princ. de droit civil*, t. 5, n^{os} 532 et 549. Mais il nous paraît incontestable qu'un mouvement très net se dessine en faveur de la validité complète des clauses de non-garantie (Larombière, *Traité des obligations*, art. 1237, n^{os} 12 et 13 ; — Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du louage*, 2^e éd., t. 2, n^o 2618. — Sarrut, note au Dalloz, 1890. 1. 209, Lyon-Caen et Renault, *Droit comm.*, 3^e éd., t. 3, n^{os} 623 et s., etc. :

ou encore de la nature même du fait dommageable, celui-ci apparaîtra comme constituant, de tous, l'œuvre collective, et, si l'on peut dire, synthétique. Comment, par exemple, apprécier la contribution au dommage causé, du malfaiteur qui fait le guet pendant que ses complices mettent la maison au pillage? Les responsabilités individuelles, au lieu de s'additionner comme dans la première hypothèse, se fondent intimement en une responsabilité commune.

Mais si l'on ne peut indiquer quelle est la quote-part de la responsabilité de chacun dans la réalisation de l'ensemble, la conséquence en sera qu'on ne pourra pas davantage limiter à une quote-part quelconque la réparation due par chacun. On sera donc en droit d'exiger de l'un des responsables les dommages-intérêts qui représentent le préjudice entier. Tous ont une même vocation à acquitter personnellement l'intégralité de la dette.

En vertu de cette vocation, celui qui a désintéressé le créancier possède envers ses codébiteurs une action de gestion d'affaires. Il n'est dû, en effet, qu'une réparation du dommage, et plusieurs personnes la doivent au même titre. Par l'effet de ce recours, les contributions des différents coobligés tendront à se rapprocher de l'égalité entre elles, comme, dans des vases qui communiquent, l'eau s'établit à un même niveau. Les parts des insolubles viendront accroître celles des autres. C'est là l'obligation *in solidum*.

Laurent (t. XVII, n° 313 et s.) et quelques auteurs dont LABBE (*Amende pénale et amende fiscale* p. 24), Toullier (t. XI, n°s 129 et s.), Duranton (t. XI n° 194) repoussent absolument toute idée d'obligation *in solidum*. Leurs raisons sont que le Code est muet à ce sujet, et que les obligations qui ne sont ni solidaires ni indivisibles se divisent de plein droit entre les débiteurs, par l'effet d'un principe contenu en substance dans les articles 1217 et 1220 C. Civ.

Nous ne contestons pas ce principe ; nous avons même exprimé le regret que le législateur ne l'ait pas plus nettement formulé. Mais il est évident que cette division de la dette entre ceux qui en sont tenus ne devra avoir lieu qu'à défaut d'une raison acceptable qui s'y oppose. Pourquoi la solidarité et l'indivisibilité auraient-elles seules ce pouvoir (1) ? L'obligation *in solidum* puise, elle aussi, sa cause dans la loi ; elle découle de l'interprétation toute naturelle donnée à l'article 1382 C. Civ.

De sorte que le principe invoqué par Laurent ne s'appliquera qu'aux rapports des débiteurs entre eux, et non dans leurs relations avec le créancier.

Le fondement rationnel de l'obligation *in solidum*

(1) Comme le dit fort bien Lafay, *Etude sur la responsabilité des coauteurs de délits ou quasi-délits civils* (p. 119) : « Laurent part d'une idée inexacte. Il n'y a pas ici de dérogation au principe de la divisibilité des dettes, car il n'y a pas en réalité une seule dette à partager entre tous les coauteurs, mais bien une dette personnelle à la charge de chacun d'eux. »

est, pour notre matière, une idée essentielle. Nous excusant de notre insistance, nous nous efforcerons encore de justifier cette manière d'être possible des obligations par d'autres modes d'argumentation. Ils ne vont pas, comme on pourra voir, sans de certaines analogies avec les raisonnements déductifs employés dans les sciences mathématiques.

Nous nous appuierons uniquement sur ces deux vérités juridiques :

1° La règle d'ordre public qui autorise la victime d'un fait illicite à en exiger réparation ;

2° L'adage fondamental : « *Actori incumbit probatio ; reus in excipiendo fit actor* (1) ».

Dans toutes les circonstances de fait qui peuvent donner lieu à obligation *in solidum* pèse, sur chacun des coauteurs du dommage, la charge d'une réparation. L'importance en est indéterminée, mais la limite maxima en est inférieure à la réparation due pour le préjudice entier. Chacun a participé au dommage mais n'en est pas seul l'auteur.

Le créancier apporte la preuve d'un préjudice à son égard, résultant de la faute commune de plusieurs individus. Il actionne l'un d'eux en dommages-intérêts. Quelle réparation le défendeur devra-t-il ?

Cette réparation, bien évidemment, ne peut pas demeurer au-dessous du chiffre obtenu en divisant

(1) Comparez l'article 1315 C. civ.

le montant de préjudice pas le nombre de ses auteurs. Doit-elle être fixée à ce chiffre ?

Non, car le défendeur n'apporte pas la preuve que sa responsabilité se limite là. Le demandeur a établi qu'il existait, entre le défendeur et le fait illicite, relation de cause à effet. Pour que le défendeur pût justifier du droit à une limitation quelconque de sa responsabilité, il faudrait qu'il déterminât la part prise par lui au dommage: ce ne serait plus alors une hypothèse donnant lieu à obligation *in solidum*. Le moyen de défense qu'en tout autre cas le débiteur opposerait et qui serait basé sur la division de la dette en autant de parts qu'il y a d'obligés contreviendrait arbitrairement au droit du créancier à la réparation du préjudice subi.

Arbitrairement: car même en supposant que, par des moyens d'investigation et d'appréciation hors de la portée de l'esprit humain, on puisse, dans toutes les espèces, déterminer avec précision la quote-part de responsabilité incombant à chacun, presque jamais cette quote-part ne coïncidera avec celle obtenue au moyen du partage égal.

Toutefois une limitation paraît s'imposer à l'action du créancier: le débiteur n'a pas provoqué tout le dommage et peut donc revendiquer le droit de ne pas en supporter à lui seul tout le poids de sa réparation.

En théorie, peut-être. Mais, en fait, dans quelle

mesure le débiteur pourra-t-il arrêter l'action du créancier en paiement du total ? A quelque chiffre qu'il prétende circonscrire sa responsabilité, le créancier sera en droit de lui objecter : « Etablissez qu'elle n'est pas supérieure à l'évaluation que vous en donnez ! » C'est qu'entre deux chiffres, si voisins soient-ils, on peut toujours en intercaler un troisième. Ces intercalations pouvant s'effectuer un nombre de fois infini et porter sur les chiffres infiniment petits, la seule limite de fait de la responsabilité d'un des coauteurs du dommage, est sa réparation intégrale.

Fondée en droit, l'obligation *in solidum* présente, en équité, une supériorité sur le système préconisé par Laurent. Les parts d'insolvables, au lieu de demeurer à la charge de la victime, seront supportées par les agents co-responsables du fait illicite, et solvables.

Il faut bien se garder de confondre l'obligation *in solidum* et la solidarité (1). Celle-ci a sa cause dans la convention, ou dans une disposition expresse de la loi. Celle-là résulte des faits, de l'impossibilité de fractionner la responsabilité d'un dommage causé par plusieurs en commun.

Toutes deux ont ce point de ressemblance que le créancier peut réclamer la dette entière à l'un des

(1) La même différence existait, en droit romain, entre les *correi promittendi* et les débiteurs *in solidum*.

débiteurs, à son choix, sauf recours entre coobligés. Mais les effets secondaires de la solidarité, prévus par les articles 1205, 1206 et 1207 C. Civ. ne s'étendent pas à l'obligation *in solidum* : Il n'y aurait à cela aucune raison.

Celle-ci est donc moins complexe que l'obligation solidaire. Elle est, si l'on préfère, un état intermédiaire entre la solidarité et les obligations simplement conjointes.

Suivant une théorie, la solidarité des amendes ne produirait que les effets d'une obligation *in solidum* et ainsi ne constituerait qu'une solidarité imparfaite (1).

Cette théorie compte de nombreux partisans (2). Examinons les arguments qu'ils invoquent.

« Ce qui distingue, dit Blanche, la dette solidaire de l'obligation *in solidum*, c'est que, dans la première, il y a unité de cause et de lien, en un mot, unité d'obligation, quel que soit le nombre des obligés, tandis que, dans la seconde, il y a pluralité de causes et de liens, en d'autres termes, il y a autant

(1) La solidarité imparfaite serait donc toute obligation *in solidum*, prévue par le législateur et baptisée par lui du nom de solidarité.

(2) Blanche, *Etudes pratiques sur le Code pénal* I, 409 ; — Aubry et Rau *Droit civ.* IV, p. 21 ; — Rodière, *De la Solidarité et de l'Indivisibilité*, n° 312 ; — Molinier, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1853, n° 18, p. 158 ; — Mourlon, *Répét.*, II, 564 et s.

d'obligations que de débiteurs ». Dalloz dit pareillement que ce qui caractérise l'obligation *in solidum*, c'est la multiplicité de liens.

Or, pour le délit, la cause réside dans les actes individuels dont l'ensemble a provoqué le dommage ; pas d'unité, par conséquent. L'unité de lien n'existe pas davantage, et pour la même raison. « Le lien qui unit l'un, dit Blanche, n'est pas celui qui unit l'autre ».

Dès lors, il ne peut y avoir, en matière d'amendes, une solidarité véritable, mais simplement droit pour le créancier de contraindre l'un quelconque des débiteurs au paiement de toute la dette.

Traduisons toute cette argumentation en un syllogisme résumé : une dette solidaire suppose unité de cause et unité de lien. Or, dans la dette née d'un délit, on ne trouve ni unité de cause, ni unité de lien. Donc l'article 55 C. P. établit, non une véritable solidarité, mais autre chose. Cette autre chose, c'est l'obligation *in solidum*.

Un peu plus savamment, Rodière énonce à peu près la même idée. « La solidarité parfaite étant basée sur la présomption d'un mandat réciproque donné par chacun des débiteurs à ses codébiteurs, il semble difficile de l'admettre entre codélinquants qui n'ont certainement jamais songé à se donner un pareil mandat

Lorsqu'un raisonnement s'enchaîne avec autant

de justesse et de précision, il convient, avant de l'accepter pour une vérité incontestable, de regarder de près, une seconde fois, les prémisses. Examinons bien le critérium que Blanche et Rodière nous imposent, et qu'ils ne prennent même pas soin de discuter : « La solidarité parfaite suppose l'unité de cause et de lien » ; ou encore « les coobligés solidaires sont présumés s'être donné réciproquement mandat les uns pour les autres ».

Pourquoi cela ? Sur quel texte impératif, sur quelle autorité inattaquable Blanche et Rodière s'appuient-ils pour assujettir ainsi notre matière à cette distinction ? Où trouve-t-on dans le code cette idée exprimée que la solidarité suppose unité de cause ou de lien, ou cette présomption établie que les codébiteurs se sont réciproquement donné mandat ?

Que l'on comprenne bien notre pensée : il est permis d'imaginer des hypothèses pour expliquer et justifier les décisions de la loi ; même de les ériger en systèmes. On est également en droit, quand s'élabore l'œuvre législative, de construire des théories et d'essayer de les faire prédominer. Il serait peut-être souhaitable que les seuls cas de solidarité légale fussent ceux dans lesquels on peut relever unité de cause ou de lien, ou, ce qui revient, encore une fois, à peu près au même, présomption de mandat réciproque (1). Mais il ne faut

(1) Comparez Thibault, p. 401 : « Nous ne contestons pas que l'idée de mandat soit celle qui explique le mieux les effets de la solidarité ;

pas prendre pour des réalités les hypothèses ou les projets de théoriciens. Il ne faut pas confondre ce qui pourrait être ou devrait être, et ce qui est.

Or, voici ce qui est : Le Code Civil consacre une section de vingt articles à la solidarité. Il la définit, l'analyse, en précise les effets. Il serait fort à désirer que toutes les matières de nos Codes fussent traitées avec la même netteté et le même souci d'éviter les lacunes. Un de ces articles indique de la solidarité deux causes possible : la volonté de l'homme et la loi (art. 1202).

Puis le Code pénal — il est, ne l'oublions pas, postérieur au Code civil — déclare *solidairement* tenus des amendes, des réparations pécuniaires et des frais, les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit. Y a-t-il place à quelque doute ? Peut-on penser que la solidarité prévue par le Code pénal soit différente de celle prévue et réglementée par le Code civil ? En vérité, il faut vouloir ignorer la loi pour accepter une autre interprétation.

Chose étrange ! Rodière s'en rend parfaitement compte et, loyalement, il l'avoue. Seulement, dit-il en substance, à l'époque de la discussion du Code civil, on ne distinguait pas. Bigot-Prémameneu et Malle-

mais ni les termes de la loi, ni les discussions qui l'ont précédée ne nous autorisent à considérer cette idée comme une condition essentielle de l'existence de la solidarité ». Huc, *Commentaire th. et pratique du Code civil* (t. VII, n° 318) repousse toute idée de mandat dans l'explication de la solidarité et de ses effets.

ville ne traitent que d'une solidarité. A présent que la science du droit a progressé, nous sommes fondés à établir des distinctions plus complexes.

Pour une étude purement spéculative, oui ; mais nous ne sommes pas autorisés, au hasard de nos caprices ou même de raisons que nous estimons supérieures, à n'appliquer la loi que dans ce qu'elle présente de conforme à nos conceptions. Chaque fois donc que le législateur parlera de solidarité, il faudra nous reporter aux articles 1197 et suivants du Code civil, et les appliquer (1) sans faire entre eux de choix arbitraire.

Par suite, contrairement à ce que pensaient Blanche et Rodière, les effets secondaires de la solidarité, relatifs à la demeure, à la faute, à l'interruption de prescription et au cours des intérêts, se produiront en matière d'amendes.

C'est l'opinion que professait Ortolan (2). « Nous ne croyons pas possible de recourir sur ce point à quelque échappatoire. L'assimilation que fait l'article 55 C. P. entre la solidarité pour le paiement des amendes et la solidarité pour les restitutions est complète ; or celle-ci est bien une vraie solidarité ; donc il en est de même de l'autre. » La doctrine contemporaine est, à peu près unanimement, hostile

(1) A moins pourtant qu'un texte formel ne vienne limiter les effets de la solidarité. C'est le cas pour les articles 165 et s., C. comm. combinés avec l'art. 189 même Code.

(2) Ortolan, *Eléments de droit pénal*, II, n° 1584.

à l'idée de la solidarité imparfaite (1). La jurisprudence la repousse (à propos de la solidarité pénale : Cass. 5 mars 1894, D. 95. 2. 329 et 14 nov. 1898, 1^{er} arrêt D. 99-1-65).

Nous pourrions encore faire valoir, pour ce qui regarde plus spécialement la solidarité des amendes, un argument historique : dans l'ancien droit, nous l'avons vu, et surtout à la fin de l'Ancien Régime, elle était bien une solidarité véritable, produisant ses pleins effets. Or rien ne permet de penser qu'elle ait changé de caractère en se glissant par l'inadvertance du législateur dans le droit nouveau.

Mais ce fait que la solidarité est unique ne peut créer d'obstacle à l'existence possible d'obligations *in solidum*, puisant ailleurs leur cause et s'en distinguant par leurs effets. De nombreux auteurs partagent cette manière de voir (2).

Si l'on veut bien compter, l'on trouvera, dès maintenant, trois théories en présence.

1^o L'obligation *in solidum* n'est pas fondée en droit français. Les obligations sont conjointes ou elles sont

(1) Colmet de Santerre, *Code napoléon.*, V, p. 215 ; — Laborde, *Cours de droit criminel*, n^o 410 ; — Thibault, p. 400 et 401, — Planiol, II, n^{os} 777 et 778.

(2) Ortolan, II, n^o 1584. Demolombe, *Traité des Contrats*, III, n^o 287 ; — Laborde, n^{os} 410 et 411 ; — Garraud, *Traité de droit pénal français*, II, n^o 508, p. 345.

solidaires ; elles ne peuvent revêtir une forme intermédiaire.

2^o La solidarité est double, parfaite et imparfaite. Sous le nom de la solidarité imparfaite, la solidarité des amendes n'engendre que les effets d'une obligation *in solidum*.

3^o La solidarité est unique, qu'elle soit légale ou conventionnelle, et les articles 1197 à 1217 du Code civil s'appliquent à la solidarité des amendes. Mais il peut se présenter telle hypothèse de fait où il y aura lieu à obligation *in solidum*. C'est l'opinion que nous avons défendue.

Et bien ! il existe une quatrième théorie, celle de la jurisprudence, approuvée par une partie de la doctrine (1). Voici comment on peut la résumer : La solidarité est unique, et de plus elle s'étend à toutes les hypothèses où, en conformité des règles précédemment exposées, on pourrait conclure à une obligation *in solidum*.

Nous rencontrerons, au cours de cette étude, maintes occasions d'examiner et d'apprécier cette conception.

(1) Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, III, art. 1202. n^o 22 ; — Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, IV, p. 33 ; — Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, I, n^o 143 ; — Massé et Vergé, *Le droit civ. fr. de Zacharie*, annoté, III, § 526. note 5.

CHAPITRE III

Objet de la Solidarité pénale

Les amendes. Amendes répressives. Amendes fiscales. Décimes. Amendes civiles. — Les réparations civiles : Restitutions et dommages-intérêts. — Les frais.

Les amendes ne sont pas seules à être dues solidai-
rement. En même temps qu'elles, l'article 55 C. P.
énumère les restitutions, les dommages-intérêts et
les frais.

Or la solidarité des amendes ne saurait être bien
comprise si l'on fait entièrement abstraction de la
solidarité des restitutions, des dommages-intérêts
et des frais. A les juxtaposer, les reliefs s'accusent,
les contrastes se heurtent, les points communs se
fondent intimement. Nous passerons en revue rapi-
dement chacune de ces catégories.

Les amendes sont, comme on sait, pénales ou civiles.
Les amendes pénales, à leur tour, comprennent les
amendes répressives et les amendes fiscales.

Pour les amendes répressives, aucun doute n'est
permis. Ce sont elles que vise plus spécialement l'ar-

tielle 55. La solidarité leur sera toujours applicable. C'est à tort qu'on a voulu quelquefois faire exception pour les amendes que prononcent des textes étrangers au Code pénal. La question sera d'ailleurs examinée plus loin (1).

Aucune difficulté non plus n'existe pour reconnaître que la solidarité s'étend aux amendes fiscales. Cela, peut-on dire, à deux titres qui, à première vue, sembleraient contradictoires. Elles sont des peines, et toutes les peines d'amendes sont dues solidairement ; elles constituent, envers l'Etat, une réparation civile (2) et par conséquent, en l'absence même de textes, elles pourraient être l'objet d'une obligation *in solidum*. C'est, on s'en souvient, à cette confusion primitive, pour les amendes répressives même, du caractère de peine et de celui de réparation, que la solidarité des amendes doit son origine.

Au surplus de nombreux textes déclarent les amendes fiscales solidairement dues.

En matière de douanes, la solidarité, en France, a toujours été de droit. La loi des 6-22 août 1791 « pour l'exécution du Tarif des Droits d'entrée et de sortie dans les relations avec l'Etranger » la prévoit à deux endroits, au titre V, art. 1^{er} et au titre XII, art. 3.

(1) *Infra*, page 102.

(2) Elles étaient, dans l'ancien droit, poursuivies civilement (Ord. 1687, t. XII, art. 18).

Il est dit à cette dernière place : « Les condamnations contre plusieurs personnes pour un même fait de fraude seront solidaires, tant pour la restitution du prix des marchandises confisquées, dont la remise provisoire aurait été faite, que pour l'amende et les dépens ». La loi du 4 germinal an II, relative au commerce maritime et aux douanes, dispose (titre VI, art. 22) : « Tous les condamnés sur une saisie sont solidaires pour la confiscation et l'amende. » (1). Enfin la loi du 28 avril 1816, sur les finances, édicte (art. 41 et 53 du n° IV), dans les termes les plus énergiques, la solidarité contre tous ceux qui seraient jugés coupables, « d'avoir participé, comme assureurs, comme ayant fait assurer ou comme intéressés d'une manière quelconque, à un fait de contrebande ».

Nous avons mentionné déjà (2) la loi du 1^{er} germinal an XIII, qui étend la solidarité aux faits de fraude commis en matière de contributions indirectes, sous le nom qu'elles portaient alors de « droits réunis ».

Aucune disposition spéciale, en ce qui concerne les octrois, ne vise la solidarité. L'article 55 C. P. s'applique dans les conditions ordinaires. Il en est de même pour les délits forestiers (3). Au surplus l'article 208

(1) Sous l'empire de cette loi, toute personne avait le droit de saisir pour contravention aux lois sur la navigation et le commerce. A titre de récompense, le saisissant recevait la moitié du produit des amendes et confiscations (tit. VI, art. 6).

(2) *Supra*, page 38.

(3) Metz, 5 juin 1883, Dalloz, *Rép.*, v. Forêts, n° 332.

du Code forestier porte, pour tous les cas non spécifiés, une référence expresse au Code pénal.

Le soumissionnaire d'un acquit à caution est assujéti à d'assez nombreuses formalités : production, dans un délai déterminé, d'un certificat constatant l'arrivée des marchandises ; pour la délivrance de ce certificat, représentation des marchandises expédiées, sans excédents ni manquants etc. Ces formalités sont sanctionnées par le paiement de doubles, quadruples ou sextuples droits.

La solidarité s'applique-t-elle aux sommes ainsi dues ? (en cas, par exemple, de pluralité d'expéditeurs, car la caution qui garantit l'engagement du soumissionnaire est tenue des droits à ce titre) (1). Non ; comme le dit Thibault (p. 510) ces sommes n'ont à aucun degré le caractère de peines ; elles constituent simplement la clause pénale d'un engagement. « Le soumissionnaire est un redevable du Trésor (2) et non un coupable ». Aussi la dette est-elle recouvrée par voie de contrainte administrative (Loi des 6-22 août 1791, titre 3, art. 12. Loi du 28 avril 1816, art. 230) et non suivant les modes habituels de recouvrement des amendes.

La condamnation à l'amende répressive ou fiscale

(1) Encore que sa situation ne soit pas identiquement celle d'une caution ordinaire (Cass. 4 janvier 1888, D. 88. 1.55).

(2) C'est l'expression dont se servait déjà Merlin, *Répertoire de Jurisprudence*, v^o Contrainte, n^o 1.

s'augmente d'un certain nombre de décimes. Leur origine remonte à la loi du 6 prairial an VII qui établissait un décime sur les amendes et condamnations pécuniaires, en même temps que sur les droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque, etc. « à titre de subvention extraordinaire de guerre ». C'était, nous l'avons dit, l'époque des budgets difficiles, et, comme après la guerre franco-allemande, tout devenait matière imposable ou surimposable.

Le législateur aggravait le caractère de revenu fiscal de l'amende au détriment de celui de peine. Or un impôt, même provisoire, possède, une fois créé, toutes les chances de durer longtemps. Par suite des lois du 18 avril 1816, art. 17, — 14 juillet 1855, art. 5, — 2 juillet 1862 art. 14, — 23 avril 1871 art. 1^{er} et 30 décembre 1873 art. 2, les décimes ont été maintenus et leur nombre porté à deux et demi.

La solidarité devrait-elle leur être étendue ? Oui, s'ils sont une sorte d'amende complémentaire s'ajoutant *ipso facto* à l'amende principale (1); non, s'ils constituent un impôt.

Ce n'est pas à propos de la solidarité, mais à l'occasion de la contrainte par corps que la question a été soulevée. La Cour de Cassation, par de nombreux arrêts (voyez 27 août 1868, Bull. n° 195, D. 69-1. 161.

(1) En matière de douanes, de contributions indirectes et d'octroi, le tribunal condamne expressément aux décimes et demi-décimes. (Loi du 30 mars 1902, art. 33, al. 4).

— Ch. réun. 16 janv. 1872, S. 72. 1. 13 ; D. 72. 1. 329. — 13 août 1894, Pand. franc. 94. 1. 157) autorisait le recouvrement des décimes par voie de contrainte sur la personne. Mais les Cours d'Appel ne la suivaient pas toujours (Douai 17 juin 1868, D. 69. 1. 163. — Lyon, 14 mars 1870, D. 70. 1. 287). Même un arrêt de Cassation du 5 décembre 1896 (Bull. n° 355 semblait ne voir dans les décimes qu'un impôt, et rien de plus.

Mais la loi des finances du 30 mars 1902 est venue déclarer (art. 33 al. 3) que « les décimes et demi-décimes seraient recouvrés en vertu des mêmes titres et dans les mêmes formes et conditions que le principal de l'amende ». La controverse doit prendre fin ; contrairement à l'avis que professait Thibault en 1898, il faut aujourd'hui reconnaître que les décimes sont solidairement dus, au même titre que l'amende, avec laquelle ils font corps (1).

Les amendes civiles ont pour but d'assurer la régularité des procédures. Les textes qui les établissent sont nombreux (2). Bien qu'encourues en vertu d'une disposition expresse de la loi, elles n'ont à aucun degré le caractère de peines. Ce sont les tribunaux civils qui les prononcent ; les théories de la complicité,

(1) Comp. Cass. 4 août 1906 S. 1910. 1-107.

(2) Voyez Code proc. civ., art. 56, 213, 246, 263, 264, 276, 374, 390, 471, 500, 513, 516, 1030, 1039, et aussi loi du 25 mai 1838, art. 18.

de la tentative, du non-cumul, de la récidive, ne leur sont pas applicables. Elles ne sont pas davantage visées par l'expression d'amendes qu'emploie l'art. 55 C. P. Si, dans certaines espèces, elles font l'objet d'une solidarité, c'est non comme amendes, mais en tant que frais.

Nous englobons sous la commune dénomination de *réparations civiles* les restitutions et les dommages-intérêts. Tandis que ceux-ci forment du dommage la réparation indirecte, celles-là en constituent la réparation directe et naturelle.

Les restitutions consistent dans la remise des choses en la possession du véritable propriétaire qui, par suite du délit, en a été dépouillé. Les dommages-intérêts sont la réparation pécuniaire des suites immédiates et directes du délit, calculée selon la perte subie et le gain manqué.

Comment apprécier la solidarité portant sur les réparations civiles? Si nous faisons abstraction de ses effets secondaires, nous pouvons répondre que très généralement elle est fondée en droit et en équité. Car le plus souvent on est bien, en ce qui concerne les réparations civiles, dans un des cas d'application de l'obligation *in solidum*.

Nous avons fait observer (1) que, depuis la loi du 18 germinal an VII, les condamnés ont la charge de rembourser à l'Etat les sommes par lui avancées pour leur poursuite et leur jugement. Complétée par la loi du 5 pluviôse an XIII en ce qui touche aux obligations de la partie civile, la règle nouvelle a reçu sa consécration dans le Code d'Instruction Criminelle, aux articles 162, 176, 194, 211 et 368.

L'art. 55 C. P. étend la solidarité aux frais dont sont passibles les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit. Un an plus tard — et n'est-ce pas la preuve indéniable que l'inattention persistait à l'égard de l'art. 55 C. P. ? — intervient un texte nouveau, le décret du 18 juin 1811 dont l'article 156 reproduit la même règle : « La condamnation aux frais sera prononcée, dans toutes les procédures, solidairement contre tous les auteurs et complices du même fait, et contre les personnes civilement responsables du délit ». Cependant le décret de 1811 est, à de certains points de vue, plus compréhensif dans ses dispositions que l'article 55 C. P. (2).

Les frais dont sont tenus les condamnés sont ceux qui, par leur nature, sont spéciaux à l'instance engagée ; ce qui exclut les frais généraux d'administration de la justice, tels que le traitement des magistrats

(1) *Supra*, page 37.

(2) Voyez *infra*, page 106.

ou l'entretien des locaux où siègent Cours et tribunaux.

Quant à l'étendue de cette obligation solidaire, la Cour de Cassation a jugé qu'on ne pouvait condamner solidairement à tous les frais des individus qui succombaient seulement à quelques uns des chefs de l'accusation (2 avril 1846, S. 1. 720).

En revanche — et cette jurisprudence nouvelle, très contestable, paraît bien contredire la précédente — elle décide aujourd'hui de façon constante que les coupables doivent être condamnés aux frais nécessités par la poursuite et le jugement de leurs coprévenus acquittés. Ces frais, dit-elle, ont été utiles à la manifestation de la vérité (Cass. 5 nov. 1891, S. 93. 1. 539. — 27 juillet 1894, D. 97. 1. 266. — 18 juillet 1894, Bull. n° 440. — 20 février 1902, Bull. n° 117). Si l'on entend par là qu'ils ont servi à mettre en lumière la culpabilité de certains des prévenus, nous approuverons cette jurisprudence, en tant qu'elle apportera la preuve de cette utilité. Mais nous ne pouvons admettre comme un principe général la responsabilité des coupables pour la poursuite des innocents. Elle froisse l'équité, et elle contrevient à cette règle de justice que les frais sont supportés par l'Etat en cas d'acquittalment du prévenu ou de l'accusé.

Le condamné ne peut pas échapper à une part de l'obligation qui pèse sur lui en démontrant l'inutilité

de certains frais. Il serait pourtant déchargé des frais frustratoires.

Nous n'acceptons pas sans réserves sur sa légitimité le principe que les frais sont dus par les condamnés (1). Mais ce principe une fois admis et légalement consacré, la solidarité des frais nous paraît rationnelle, sous les mêmes restrictions et pour les mêmes raisons que celles énoncées à l'égard de la solidarité des réparations civiles. Si les frais constituent une indemnité due par le condamné à l'Etat, cette indemnité présente tous les caractères requis pour qu'il y ait, entre ceux qui en sont tenus, obligation *in solidum*.

(1) Voyez *Supra*, page 29.

CHAPITRE IV

Première Condition de la Solidarité des Amendes : une Condamnation

A quelles conditions il y a solidarité des amendes : 1^o une condamnation ; 2^o pour crime ou délit ; 3^o pour un même crime ou un même délit.

Une condamnation. Pourquoi elle est nécessaire. Peut-elle émaner d'une juridiction civile ? Peu importe que le jugement prononce expressément la solidarité. Le juge ne peut pas en exempter les condamnés. Faut-il qu'il y ait un seul et même jugement ?

La solidarité s'applique même si les peines sont différentes quant à leur taux ou, selon la jurisprudence, quant à leur nature. Le maximum de la peine peut être dépassé. Aggravation résultant de la récidive. L'article 365 du Code d'Instruction Criminelle ; difficultés auxquelles il donne lieu. Sursis à l'exécution de la peine.

« Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais ».

De la seule lecture de l'article 55 C. P., il ressort que la solidarité des amendes, pour s'appliquer, exige : 1^o une condamnation ; 2^o pour un même crime ou pour un même délit.

A l'analyse on a tôt fait de s'apercevoir que cette deuxième exigence doit se dédoubler ainsi : 1^o un crime ou un délit ; 2^o commis de telle sorte qu'ils forment un même crime ou un même délit. Ce qui

finalement ramène à trois les conditions requises par notre texte.

Nous consacrerons un chapitre à chacune d'elles.

Qu'il y ait nécessité d'une condamnation, cela va de soi ; l'amende elle-même ne peut être infligée qu'à cette condition. Cette condamnation, il faut encore qu'elle ait acquis le caractère définitif.

Il n'y a là qu'une conséquence de ce principe fondamental : nulle peine ne peut être subie, si ce n'est en vertu d'une décision judiciaire ayant acquis l'autorité de la chose jugée (C. P. art. 23 et 28 ; C. Inst. Cr. Art. 173, 203 et 373).

Si donc l'un des condamnés meurt pendant les délais d'appel, la condamnation à l'amende prononcée contre lui est sans effet envers ses héritiers ; aucune solidarité ne les relie aux coauteurs et complices du *de cuius*. Si encore, en appel, le prévenu est acquitté, ou bien condamné pour un délit qui lui est exclusivement personnel et acquitté sur les autres chefs de la poursuite, il est déchargé de toute solidarité (Cass. 17 janvier 1873, D. 74. 1. 501). Car ses coprévenus n'ont jamais eu droit à ce qu'un individu non coupable, vînt participer au paiement de leurs amendes.

Est-il nécessaire que la condamnation émane d'une

juridiction répressive ? La jurisprudence paraît ne pas l'exiger (Cass. 6 sept. 1813, S. 1814. 1. 57. — 1^{er} déc. 1868, D. 69. 1. 131) (1).

Cependant un arrêt de la Cour de Bordeaux du 16 février 1829. (Dalloz *Rép.* v^o Prescription n^o 261), avait décidé le contraire. « Attendu que, si les voies de fait qui ont donné lieu à l'instance actuelle avaient été poursuivies par la voie correctionnelle, elles auraient pu entraîner la solidarité, mais que T*** ayant préféré prendre la voie civile, sa demande en dommages et intérêts est rentrée dès lors dans les termes du droit civil, suivant lequel sa solidarité ne se présume pas, et chacun ne répond que du dommage qu'il peut avoir causé personnellement ».

Si la jurisprudence a tendance à accorder au juge civil le droit d'appliquer l'article 55 Code pénal, la doctrine, en sa presque unanimité, non seulement l'approuve, mais encore exprime la même solution avec une toute autre netteté et une toute autre énergie (1). Le Graverend (2) (I p. 646 note 4) et Sourdat (I n^o 162 et 163) sont, à notre connaissance, les seuls auteurs qui formulent des réserves.

Il y a pourtant bien lieu d'en faire.

(1) Comp. Cass. 15 janvier 1878, S. 78. 1.293 ; D. 78. 1.152. — 1^{er} mars 1893, S. 94. 1. 187 ; D. 93. 1. 381.

(1) Massé et Vergé, IV, p. 20, note 5. — Duranton, *Cours de droit français*, XI, n^o 192, note 2, et 194 ; — Blanche, I, n^o 424 et 425 ; — Garraud, II, n^o 509, p. 347.

(2) Le Graverend, *Traité de la législ. cr. en France*.

Si, après un jugement correctionnel de condamnation, l'action civile est portée, comme le permet l'article 3, al. 2, Code Inst. Crim., devant le tribunal civil, aucun doute ne peut s'élever; il y a bien délit, et les réparations civiles en résultant sont solidaiement dues.

Pour la même raison, nous approuvons un arrêt de Cassation du 15 juin 1844 (S. 45. 1. 73) que l'on a tort d'opposer, comme on le fait souvent (1), à l'arrêt de 1829 rendu par la Cour de Bordeaux. Dans l'espèce, le juge des appels correctionnels, saisi sur le seul recours de la partie civile, avait constaté l'existence d'un délit. Vu l'acquiescement du ministère public, la Cour n'avait pu condamner les coupables à une peine, mais elle avait prononcé contre eux condamnation solidaire aux dépens et aux dommages-intérêts envers la partie civile.

C'est qu'en matière correctionnelle les juges d'appel, alors même qu'ils ne statuent que sur les intérêts civils, ont qualité pour reconnaître l'existence d'un délit, et la Cour l'indique expressément dans ses motifs : « Attendu que dès qu'il a été établi plus haut que l'acquiescement du ministère public n'avait pas ôté à la cause son caractère d'affaire correctionnelle et n'avait pas dessaisi la juridiction correctionnelle, il en résulte que les règles du

(1) Voyez Garraud, page et n° précités.

droit civil étaient sans application à l'espèce. » (1).

Dans tous les autres cas, nous dénions au juge civil le droit de condamner solidairement, en vertu de l'article 55 C. P., aux restitutions, aux dommages-intérêts ou aux frais. De deux choses l'une, en effet :

Ou le tribunal constate l'existence d'une infraction pénale, et il outrepassé ses pouvoirs. La connaissance des crimes est réservée aux Cours d'Assises (art. 251 et s. C. Instr. Cr.), celle des délits, aux tribunaux correctionnels (art. 179 et 180, C. Instr. Cr.). Pour les délits, c'est le même tribunal, soit : Mais statuant dans des conditions différentes, avec des garanties spéciales et des formes particulières.

Ou le tribunal, se renfermant dans ses droits, juge l'action comme une simple action en dommage ; et alors, le crime ou le délit dégénère en un délit civil ou un quasi-délit. Ils sont hors de la portée de l'article 55.

Seulement, en pratique, la controverse ne soulève guère d'intérêt, à raison de la jurisprudence que nous exposerons au chapitre suivant (2), et qui étend la solidarité aux auteurs d'une même faute civile.

Est-il nécessaire que le jugement qui condamne

(1) En matière criminelle, la question ne se serait pas posée, car les arrêts des Cours d'assises sont rendus en dernier ressort, tant en ce qui concerne la peine que les intérêts civils.

(2) *Infra*, page 113 et s.

prononce expressément la solidarité ? Voici ce qui pourrait le faire croire : Venant aggraver la situation du condamné, la solidarité, peut-on dire, est une peine. Conformément au droit commun, cette peine ne peut résulter que d'un texte qui l'établisse (c'est, en l'espèce, l'art. 55 C. P.) et d'un jugement qui en fasse l'application.

Ce serait oublier que toute une catégorie de peines — celles dites accessoires — sont encourues par le seul effet de la loi, sans que le juge ait à les prononcer. Nous n'hésitons pas à classer parmi elles la solidarité des amendes (1), au même titre que l'interdiction légale (art. 29 et s. C. P.) ou l'incapacité d'être juré (Loi du 21 novembre 1872, sur le jury, art. 2).

Et en effet les termes qu'emploie l'art. 55 sont absolus. « Tous les individus... seront tenus », dit-il. « Ce n'est pas, comme le remarque Blanche, pour le juge une autorisation, mais un ordre ». Une jurisprudence constante (2) et l'unanimité de la doctrine (3) admettent que la solidarité des amendes s'exerce de plein droit, c'est-à-dire sans qu'il y ait nécessité d'un

(1) *Infra*, page 200.

(2) Cass. 18 octobre 1824, D. *Répertoire*, v^o Oblig., n^o 1475. — 25 septembre 1856, Bull. 322. — 10 octobre 1856, Bull. 332. — 1^{er} août 1866, S. 1. 396. — 19 février 1867, S. 67. 1. 172. — 25 mars 1875, Dalloz, *supplément au Répertoire*, v^o Frais et Dépens, n^o 642 ; — 26 février 1886, Bulletin n^o 88.

(3) Blanche, I, n^o 428 ; — Rodière, n^o 314 ; — Dalloz, *Répertoire*, v^o Peines, n^o 792 ; — Le Sellyer, *Traité de la criminalité*, II, n^o 429 ; — Sourdat, I, n^o 155 ; — Garraud, II, n^o 510, p. 350 ; — Thibault, n^o 401.

jugement la visant expressément. Il en va de même pour la solidarité des dommages-intérêts et des frais (Cass., 15 janv. 1878, S. 78. 1. 293 ; D. 78. 1. 152).

La solution qui sans discussion a prévalu était déjà celle de l'ancien droit. On lit dans Bruneau (1) : « Les condamnations de dépens ne sont point solidaires de droit, mais quant à la condamnation d'amende ou d'aumône et d'intérêts civils, elle est solidaire, quoique le jugement ne prononce point de solidité ».

De ce que la solidarité a lieu de plein droit il résulte que, saisie par les prévenus seulement, la Cour d'Appel peut les condamner solidairement aux frais, réparant en cela l'omission des juges de première instance (Cass. 3 décembre 1892, D. 93. 1. 238).

Autre conséquence du caractère absolu des termes qu'emploie le législateur : le juge n'est pas autorisé à exempter délibérément l'un des condamnés de toute solidarité quant à l'acquittement des amendes. On doit, pensons-nous, le regretter. Si la solution est certaine (Cass. 2 mars 1814, S. 14. 1. 124. — 7 juillet 1827, D. 1. 298. — 3 avril 1890, Bull. n° 87. — 3 décembre 1892, D. 93. 1. 238) il est possible cependant de lui indiquer une exception historique. Dans le Procès Teste, de 1838, la Chambre des Pairs a expressément déchargé les condamnés de toute obligation solidaire. Venant d'une Assemblée politique qui exceptionnelle-

(1) Bruneau, *Traité des matières criminelles*, ch. XXIV, n° 27.

ment exerçait un pouvoir de juridiction, cette dérogation au texte formel de la loi ne doit ni étonner ni faire jurisprudence.

On a parfois prétendu qu'en ce qui concerne les dommages-intérêts le juge avait le droit d'écarter la solidarité, et l'on a même cité, à l'appui de cette assertion, un arrêt de Cassation du 19 novembre 1869 (Bull. n° 234).

C'était le mal comprendre. Dans l'espèce il était démontré que l'un des coupables (un recéleur) n'avait en rien participé au dommage résultant du délit. Ses coauteurs et complices seuls avaient été condamnés à des dommages-intérêts. Or, pour être codébiteur solidaire, il faut, comme condition première, être débiteur. La solidarité ne va pas jusqu'à obliger à la réparation d'un préjudice quelqu'un qui manifestement n'y a pris aucune part. La Cour de Cassation a donc eu raison de déclarer l'un des délinquants non passible des dommages-intérêts, et par suite non tenu solidairement de leur paiement.

Si, au contraire, dans une mesure quelconque, connue ou non, ce délinquant avait contribué au préjudice, la solidarité eût porté sur lui tout entière, sans qu'il appartint au juge d'en diminuer le poids.

Le plus généralement, tous les coupables auront

été simultanément poursuivis et condamnés. Mais il n'en sera pas nécessairement ainsi. La solidarité s'étendra-t-elle aux condamnations prononcées à des dates différentes et, par conséquent, par des jugements distincts, contre les auteurs du même crime ou du même délit ?

Non, répond la très grande majorité des auteurs. Il est même curieux de rapprocher les expressions dont ils se servent. Chez tous on sent comme une révolte de la raison à la pensée qu'une opinion différente ait pu être soutenue. Voici quelques appréciations :

« Il y aurait, non seulement bizarrerie, mais encore iniquité, à ce que l'on décidât autrement » (Paringault, *Rev. hist.* 1857, la sol. des am., n° 17).

« L'article 55 suppose une poursuite simultanée, et l'on comprend du reste combien il serait choquant que la condition d'un condamné pût être aggravée par la condamnation postérieure de ses complices » (Dalloz, *Rép.* v° Peines n° 791).

« Il nous paraîtrait impossible d'admettre une solidarité parfaite entre personnes condamnées par des jugements différents, qui pourraient à la rigueur ignorer les condamnations prononcées avant ou depuis celle qui les a frappées contre d'autres auteurs ou complices du même crime ou délit (Rodière, n° 312, 2°).

Nous pourrions citer encore Chauveau et Hélie I 236 p. 263 — Molinier, n° 28, p. 167, — Le Sellyer II,

n° 432 ; — Larombière III, art 1202, n° 20 ; — Sourdat I, n° 156 ; — Babuel-Peyrissac p. 154 ; — Labbe, p. 21. — Thibault p. 406.

La jurisprudence est en sens contraire (1) (Lyon, 5 janvier 1821, S. 25. 2. 45. — Cass. 25 mars 1875 Bull. n° 102 et Dalloz, *suppl. au Rép.* v° Frais et dépens n° 642).

Quelques auteurs l'approuvent (Villey, note dans Chauveau p. 263. — Blanche I n°s 430 et 431. — Garraud II, n° 509, — Vidal. *Cours de droit criminel* n° 776).

Les raisons ? Que l'article 55 est formel et n'autorise aucune distinction ; qu'on ne peut ajouter au texte une condition non écrite.

L'article 55, il est vrai, n'exige pas expressément que les condamnations aient été prononcées par le même jugement. Mais il n'y a là, selon nous, que l'oubli de l'hypothèse inverse. Très généralement en effet un seul jugement sera rendu. Lorsqu'on sait au milieu de quelle indifférence a été voté l'article 55, peut-on tirer argument de ce que le législateur a manqué de précision quant à l'étendue à donner à ce texte ? (3)

(1) Voyez pourtant Cass. 26 août 1813, *Journal du Palais*, à sa date.

(2) Signalons cependant que dans son *Précis de droit criminel*, 9^e éd., page 990, note 1, Garraud paraît professer l'opinion opposée.

(3) Il y a plus : Aucune discussion n'éclairait les intentions du législateur, on peut supposer qu'il entendait donner à la solidarité

D'ailleurs les tribunaux n'ont-ils pas dans leur rôle de résoudre les difficultés d'application ? L'argument que la loi ne distingue pas n'est point ici concluant. *Quod contra rationem juris introductum est, non est producendum ad consequentias.*

Et alors, bien des raisons affluent de décider qu'aucune solidarité ne reliera les individus condamnés à la suite de procédures distinctes et de jugements séparés. Raisons d'équité d'abord ; ce sont celles que font valoir en première ligne Paringault, Dalloz et Rodière. Raisons de droit aussi :

La solidarité étant une peine (1), ne peut être encourue si le coupable n'a été entendu ou tout au moins appelé.

A raison de son caractère exceptionnel, la solidarité doit être limitée aux hypothèses où son application n'est guère contestable.

Enfin le condamné a droit à ce que son état ne soit pas rendu pire par une décision postérieure à la condamnation. Une fois le jugement définitif, il ne peut, pour la même infraction, être contraint à une peine nouvelle, venant s'ajouter à la première. C'est, tout simplement, l'application au droit pénal des principes sur l'autorité de la chose jugée (art.

des amendes la même portée que dans l'ancien droit. Or, sous l'ancien régime, la solidarité ne s'appliquait qu'aux condamnations prononcées dans un seul et même jugement (Faber, *Codex*, lib. VII, tit. XXI, def. 1, note 1 ; — Muyard de Vauglans, p. 86).

(1) *Infra*, page 199 et 200.

1351 C. Civ. — Art. 246 et 360 C. Inst. Cr.). La règle « *non bis in idem* » et la règle « *res inter alios judicata aliis neque nocet neque prodest* » sont des vérités fondamentales qui rayonnent sur toutes les parties de notre droit.

Avec la solution admise en jurisprudence, non seulement, après sa condamnation, le coupable sera dans une situation instable, en ce sens qu'il ignorera le chiffre réel de l'amende dont finalement il sera passible ; mais encore, en aucune façon, il ne lui sera donné d'échapper aux conséquences de cette seconde condamnation encourue par un autre, ni d'en atténuer les effets. Voilà à quelles monstruosité juridiques on aboutit, lorsqu'on laisse complaisamment un principe néfaste s'accroître et se ramifier !

Contrairement à l'avis de Sourdat (I n° 156) nous estimons que les mêmes raisons s'opposent à ce que l'individu condamné en second lieu soit déclaré solidaire de ses complices antérieurement jugés. Si, pour un même délit, Primus est condamné le 15 janvier, et Secundus le 1^{er} juin, on ne peut déclarer Secundus tenu de la condamnation de Primus, et Primus affranchi de toute participation à l'amende de Secundus.

Ce serait en effet aggraver singulièrement la situation de ce dernier que de mettre à sa charge tous les risques de la solidarité qui peuvent lui être défavorables, et eux seuls. Il n'y aurait même plus solidarité,

mais cautionnement. Et cette transformation, outre qu'elle manquerait de base légale, contreviendrait gravement au principe de l'effet relatif des jugements. Cela de façon double : Primus profiterait de la condamnation de Secundus, et Secundus pâtirait de la condamnation de Primus.

Pourtant en matière fiscale il se peut que le délinquant condamné le premier bénéficie de la condamnation prononcée postérieurement contre son complice (1). Il en sera ainsi dans toutes les hypothèses où le tribunal devra condamner à une amende unique. Cette amende se partagera entre tous les coupables — quant aux rapports qu'ils auront entre eux — qu'il y ait eu unité ou pluralité de jugements. [Seulement ceci est l'effet non de la solidarité, mais d'un autre phénomène juridique. Voici lequel :

Les délits fiscaux sont, le plus souvent, sanctionnés par des peines-réparations ayant, si l'on peut dire, le caractère *réel* ; en ce sens que le juge en fixe le montant, non pas selon la personnalité ou la culpabilité de chacun des délinquants, mais suivant des règles invariables, établies d'après la nature et les conditions d'exécution du délit. Etant une de ces conditions d'exécution, la pluralité de coupables aura quelquefois pour effet d'augmenter la peine d'une certaine

(1) Comp. : Lyon, 5 janvier 1821, S. 25. 1. 45 ; — Thibault, p. 505 et le jugement qu'il cite du tribunal correctionnel de Saint-Dié, en date du 5 août 1897.

proportion, mais elle ne modifiera pas son caractère ; une amende unique sera prononcée, dont le chiffre s'imposera au juge.

Si donc Primus se voit infliger, pour un délit de douane, 3.000 francs d'amendes, son complice Secundus, condamné quelques mois plus tard, le sera également à une amende de 3.000 francs. Jusqu'à concurrence de cette somme, l'Administration des Douanes pourra poursuivre, à son choix, l'un ou l'autre. Mais comme il n'est dû qu'une fois 3.000 francs, celui qui aura payé pourra exercer contre l'autre une action, née de la gestion d'affaires, en remboursement de 1.500 francs.

De sorte que la condamnation de Secundus aura eu pour résultat de libérer Primus de la moitié de son amende.

Dans toutes les hypothèses de ce genre, il n'y a pas solidarité, et par conséquent les articles 1205, 1206 et 1207. C. Civ. ne s'appliquent pas ; il n'y a pas d'avantage obligation *in solidum*. et par suite, aucune subrogation ne s'opère au profit de celui qui a acquitté toute l'amende : il n'est pas tenu avec d'autres, car chacun doit bien personnellement et distinctement l'intégralité de la dette. Mais il y a simplement l'effet normal de deux condamnations différentes à la même prestation.

Peu importe, pour qu'il y ait solidarité, que les amendes soient ou non de même valeur. Aucune exigence de ce genre ne peut être trouvée ni dans le texte ni dans l'esprit du Code. La jurisprudence s'est, dès le début, affirmée en ce sens (Cass. 8 oct. 1813, Bull. n° 216. — 2 mars 1814, S. 14. 1. 224. — 3 novembre 1827, D. 28. 1. 8 et S. 28, 1. 104). Elle n'a plus, actuellement, à se prononcer là-dessus. Tous les auteurs l'approuvent (1).

Chose curieuse! Si de nos jours la question est tellement peu douteuse qu'elle est à peine indiquée par la doctrine, en droit ancien, au contraire, elle était fort controversée. Selon La Roche-Flavin (2) et Despeisses (3), il ne pouvait y avoir solidarité que dans deux hypothèses, qui sont :

- 1° Condamnation de tous à une seule amende ;
- 2° Condamnation à des amendes de même valeur.

Dans les autres cas en effet, le juge, présumait-on, avait pensé que les condamnés, à raison de leur participation différente à l'infraction, en devaient réparation pour une quotité différente.

Ce raisonnement pouvait peut-être se défendre en l'absence d'un texte formel édictant la solidarité.

(1) Blanche, I, n° 435 ; — Chauveau et Hélie, n° 262 ; — Le Sellyer, *Traité de la criminalité*, II, n° 430 ; — Babuel-Peyrissac, *De l'amende en matière pénale*, thèse de doctorat, Cahors, p. 155.

(2) La Roche-Flavin, *Arrêts notables du Parlement de Toulouse*, livre VI, t. VI, p. 431.

(3) Despeisses, *Des droits seigneuriaux*, III, tit. 5, art. 3, nos 14 et 15.

Mais de nos jours il est certain qu'il en va différemment (1).

La solidarité s'applique-t-elle si les peines ne sont pas de même nature ?

Formulons une hypothèse qui fasse bien saisir comment se pose le problème : Pour un vol qu'ils ont commis ensemble, Primus est condamné à 100 francs d'amendes, Secundus à 6 mois d'emprisonnement, tous deux à différentes réparations civiles et aux dépens. Y aura-t-il entre eux solidarité, et, si l'on répond oui, dans quelle mesure ?

Une constatation préliminaire s'impose qui délimitera la difficulté. Les restitutions, les dommages-intérêts et les frais sont hors de cause. Que la peine soit pécuniaire ou privative de liberté, la solidarité leur sera toujours applicable. Il n'y aurait aucune raison de décider le contraire. La question doit donc être circonscrite ainsi : l'individu condamné à une peine autre que l'amende est-il solidairement possible des amendes encourues par ses coauteurs ou complices ?

L'article 55 ne s'oppose pas, semble-t-il, à l'extension de la solidarité à tous les individus auxquels une peine est infligée. Bien mieux, cette extension, il paraît l'imposer. « Tous les individus condamnés pour

(1) Ajoutons que, dans l'ancien droit, l'opinion de La Roche-Flavin et de Despeisses était loin d'être unanimement acceptée (Muyart de Vouglans, *Lois criminelles*, p. 88).

un même crime ou pour un même délit, ordonne-t-il, seront tenus solidairement... » Il n'exige pas, peut-on dire, que les individus aient été condamnés à une amende chacun.

Cet argument a fixé la jurisprudence. Elle étend l'article 55 à tous les condamnés, sans distinctions suivant la nature de leurs peines. Ainsi en ont décidé la Cour d'Appel de la Guadeloupe, dans un arrêt du 28 avril 1848 (D. 52. 1. 24) et le tribunal civil de la Seine par un jugement bien connu et que plus loin nous analyserons tout au long (1) rendu à l'occasion de l'affaire Baihaut-Blondin-de Lesseps, le 13 janvier 1897 (*Gaz. de Trib.* 14 janvier 1897).

Une grande partie de la doctrine approuve la jurisprudence (2).

L'opinion adverse a pourtant ses défenseurs dont Molinier (n° 27), A. Le Poittevin et Lyon-Caen (consultation dans l'affaire Baihaut — de Lesseps), Laborde (n° 409), et Vidal (n° 576 bis). Des raisons d'équité et des raisons de droit ont été mises en avant.

Les raisons d'équité sont données par Molinier et par Laborde.

(1) *Infra*, page 157 et s.

(2) Chauveau et Hélie, n° 134, — Demolombe, *Traité des Contrats*, III, n° 267 ; — Garraud, *Précis*, n° 646 ; — Paringault, *De la solidarité des amendes dans la législation criminelle*, Revue historique de droit, 1857.

Molinier estime qu'il est injuste de soumettre le condamné à une seconde peine non portée contre lui par le jugement. Mais, comme l'observe Thibault avec raison « c'est le principe même de la solidarité qui est injuste, et ce principe a toujours pour effet de faire payer par le condamné solvable une seconde peine non portée contre lui par le jugement ».

Molinier dit encore : « Le but de la loi ne serait pas atteint si l'individu à qui le juge n'a pas infligé l'amende à cause de sa pauvreté, ou parce qu'il est chargé de nombreux enfants, devait à la fois et subir l'emprisonnement qui lui a été appliqué pour ne pas le grever d'une peine pécuniaire et payer les amendes des autres délinquants, qu'il ne pourrait acquitter qu'avec une extrême gêne ».

Tel paraît bien être encore le sentiment de Laborde, encore qu'il l'exprime avec quelque imprécision : « Ce résultat (de l'obligation solidaire quelle que soit la nature de la peine) est choquant. Il se produit sans doute entre plusieurs individus condamnés à l'amende, mais c'est une anomalie due à l'extension, non justifiée, de la solidarité aux amendes ».

Que signifie tout ceci ? Que la solidarité des amendes est critiquable en son essence ? Nous l'admettons volontiers ; encore existe-t-elle et convient-il de l'appliquer aux cas prévus¹ par la loi. Or la loi ne distingue pas.

Le résultat, dans notre hypothèse, en est particulièrement choquant ? Mais si la solution est commandée par la loi, il faut bien l'accepter, et le juge accomplit son devoir, qui obéit à une loi injuste et qui l'applique.

Puis la solidarité s'étendant à tous les condamnés indistinctement ne sera pas toujours aussi choquante que Laborde veut bien dire. Il n'y a là qu'une question d'espèces.

Dans toutes celles où un individu condamné à une peine d'emprisonnement très légère, et à elle seule, se verra réclamer des amendes énormes infligées à ses complices, la solidarité pourra paraître choquante ; d'autant plus que le juge n'a pas le pouvoir d'en décharger un ou plusieurs des condamnés. Mais imaginons une hypothèse d'un genre différent :

Pour un même délit, Primus est condamné à 2.000 francs d'amendes, avec ou sans peine privative de liberté, Secundus à six mois d'emprisonnement, Tertius à 16 francs d'amendes. Dans le système de Laborde — on verra plus loin que c'est le nôtre — Primus et Tertius seuls sont tenus solidairement des amendes. Tertius pourra donc avoir à débours, sans recours utile si Primus est insolvable, 2.016 francs et les décimes. Secundus est assuré d'être quitte avec ses six mois d'emprisonnement. Pourtant, de Secundus ou de Tertius, c'est bien ce dernier qui semble le moins coupable ou le plus digne d'in-

térêt ; 16 francs d'amendes sont une peine singulièrement plus légère que six mois d'emprisonnement ! Où est alors l'équité ? Quelle solution est la plus choquante, celle de Laborde — la nôtre — ou celle de la jurisprudence ?

Il nous faut encore aller plus loin. De deux peines, l'une d'amende, l'autre d'emprisonnement, c'est, quel que soit le taux de chacune d'elles, la dernière qui est la plus grave (1). Six jours d'emprisonnement sont légalement une peine plus élevée que 3.000 francs d'amendes, car la liberté est un bien plus précieux que la fortune.

Mais s'il est établi que la gravité des peines doit se déterminer uniquement d'après leur rang sur l'échelle pénale, n'est-on pas fondé à soutenir qu'il est choquant, en toutes circonstances, de ménager, de deux condamnés, celui dont la peine est la moindre ? C'est pourtant à quoi l'on aboutit si l'on exempte de la solidarité celui à qui le juge n'a infligé aucune amende.

(1) La jurisprudence a eu maintes occasions de faire l'application de cette idée. Supposons, par exemple, la chambre correctionnelle de la Cour saisie d'un appel émanant exclusivement du prévenu. La Cour, on le sait, ne pourra modifier le jugement que dans l'intérêt de l'appelant. Et pourtant, si, devant le tribunal correctionnel, le prévenu a été condamné à une peine d'emprisonnement, la Cour pourra substituer à cette peine une amende dont elle fixera librement le montant. Ou encore, si le jugement dont est appel porte à la fois condamnation à l'emprisonnement et à l'amende, la Cour aura le droit, en retranchant la peine d'emprisonnement, d'élever le chiffre de l'amende (Cass. 26 février 1869, S. 69. 1.481. — Tribunal civil Seine, 9 février 1893, D. 93. 2.248).

En équité donc — et ce sera la conclusion de cette première argumentation — il faut que la solidarité s'applique à tous les coupables qui, sans avoir encouru d'amende, ont été condamnés à une peine plus grave : emprisonnement, réclusion, travaux forcés. En équité, la jurisprudence a raison.

En droit, nous pensons qu'elle a tort. Laborde donne les motifs de cette opinion dans une exposition très juridique et très claire. Brièvement, en voici la substance :

La solidarité est une modalité de l'obligation : C'est pourquoi le Code civil en parle dans le chapitre où il est également question de la condition et du terme.

Elle suppose donc que l'obligation existe. Or, c'est du jugement de condamnation que l'obligation de payer l'amende prend naissance. On ne pourrait soutenir sérieusement que le coupable doit l'amende dès qu'il a commis le délit, le jugement à intervenir n'ayant d'autre but que de la rendre exigible.

Qu'on le remarque bien, pour les réparations civiles et les frais la cause de l'obligation est antérieure au jugement ; elle réside dans le préjudice causé, ou dans les actes de procédure accomplis. Pour eux, et pour eux seuls, on peut dire que le jugement ne fait que liquider la dette : « Le jugement qui condamne à payer les réparations civiles ou les frais constate

seulement l'existence de la dette et la liquide ; il est déclaratif d'une obligation que la loi rend solidaire ».

Au contraire « celui qui condamne à l'amende crée l'obligation ; il est attributif ».

Pour qu'il y ait solidarité, il faut, dit l'article 1200 C. Civ., que les débiteurs soient obligés à une même chose. Seuls, ceux des délinquants condamnés à l'amende satisfont à cette exigence. Jusqu'au jugement — encore une fois frais et réparations mis à part — rien n'était dû ; de son fait, la seule chose due, c'est l'amende, et par ceux-là seuls à qui elle a été infligée.

Pour les autres, l'obligation de payer l'amende n'existe pas et l'article 1200 C. Civ. s'oppose à ce qu'ils soient solidairement passibles des amendes de leurs codélinquants (1).

Le législateur, à notre époque, possède seul le droit d'établir des peines appropriées à chaque délit. Le juge n'a d'autre pouvoir que celui de les appliquer lorsque

(1) C'est l'argument que résume excellemment M^e. Barboux dans sa plaidoirie pour M. de Lesseps (affaire Baihaut—de Lesseps ; *Gazette des Tribunaux*, samedi 19 décembre 1896) : « Pour qu'il y ait solidarité, il faut qu'il y ait obligation antérieure. Or, ici, pas d'obligation, puisqu'il n'y a pas eu de condamnation ; donc, pas de solidarité au point de vue de l'art. 55. » Cet argument, M^e Barboux l'a pu puiser dans la consultation de MM. Le Poittevin et Lyon-Caen. Voyez *infra*, p. 157 et s. — C'est encore l'argument qui décide Vidal.

les espèces lui sont soumises. Sans doute, il doit encore faire œuvre d'appréciation ; une certaine latitude lui reste, qui lui permet de graduer la peine selon la culpabilité du délinquant. Mais sa liberté est restreinte. Il ne peut, pour chaque crime ou délit, ni descendre au-dessous d'un certain minimum, ni dépasser le maximum édicté par la loi. En cas de circonstances aggravantes ou atténuantes, le maximum est élevé ou le minimum abaissé ; mais les limites à l'arbitraire du juge subsistent : Sages barrières, qui préservent le coupable d'un excès de sévérité du juge, et le juge d'un excès d'indulgence envers le coupable !

La solidarité des amendes a pour conséquence de supprimer une de ces deux barrières, et la plus utile, celle qui maintient la condamnation au-dessous d'une certaine limite. Il se pourra en effet que la somme des amendes dont, par suite de la solidarité, l'un des condamnés sera tenu, soit plus élevée que le maximum édicté par la loi.

Ainsi l'escroquerie (art. 405 C. P.) est punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 50 francs au moins et de 3.000 francs au plus. Pour une même escroquerie, le tribunal correctionnel condamne Primus, Secundus et Tertius à diverses peines d'emprisonnement et à 1.500 francs d'amendes chacun. Aucun d'eux n'est en état de récidive. Si Primus et Secundus sont insolubles, Tertius, pour ce délit,

devra payer définitivement 4.500 francs d'amendes, soit 1.500 francs de plus que le maximum.

Est-ce légal ? Nul ne le conteste. Sans doute le maximum est dépassé, mais c'est par l'effet de la solidarité et elle est imposée par la loi dans les termes les plus absolus.

Est-ce regrettable ? Certes. Par suite de l'insolvabilité de Primus et de Secundus, Tertitus, devra subir une condamnation aussi lourde que s'il était récidiviste. Pourtant la faute est moindre, d'avoir des complices insolvable que d'avoir été antérieurement condamné !

La loi du 26 mars 1891 a considérablement modifié les conditions d'application et les effets de la récidive.

Particulièrement, l'aggravation portait, avant 1891, sur l'amende aussi bien que sur l'emprisonnement. Il en est autrement aujourd'hui. Mais dans quelle mesure ?

La question fait difficulté.

Certains auteurs, dont Laborde (n° 449), et Garraud, (*Précis* n° 313), soutiennent que pour toutes les hypothèses de crime à délit ou de délit à délit, la seule peine qui doit être augmentée, quand par ailleurs les conditions de la récidive sont remplies, est l'emprisonnement. Ils se basent principalement sur l'esprit de la réforme de 1891 et aussi sur une phrase du rap-

porteur, M. Barthou. « En matière correctionnelle, il n'y a qu'une peine, l'emprisonnement ».

D'autres, au contraire, et parmi eux Vidal (n° 296) et les Pandectes françaises (v° Récidive n° 234) distinguent :

Pour la petite récidive correctionnelle — celle dont le premier terme est une condamnation à moins d'une année d'emprisonnement — l'aggravation ne porte que sur l'emprisonnement. Cela résulte des termes de l'article 58, al. 2.

Dans les autres cas au contraire (récidive de crime à délit et grande récidive correctionnelle) l'amende peut être augmentée au même titre que l'emprisonnement et sous les mêmes conditions.

Et en effet la formule dont se sert le texte nouveau « sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, etc. » est identiquement celle du texte ancien; rien n'indique par conséquent, la volonté du législateur de consacrer une solution nouvelle. D'autre part, la phrase de M. Barthou, ci-dessus rapportée, n'est pas concluante; car il se peut fort bien qu'elle vise seulement le premier terme de la récidive, qui, de l'accord unanime, doit être une peine d'emprisonnement.

Cette seconde interprétation, qui s'écarte le moins du texte de la loi, nous paraît préférable. Mais admettrait-on la thèse de Laborde et de Garraud, qu'il serait quand même aisé de trouver certaines récidives prévues par des lois spéciales et qui entraînent une

aggravation de l'amende. Parmi ces lois, nous citerons celle du 23 janvier 1873 tendant à réprimer l'ivresse publique, article 2 § 2 ; celle du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, articles 18 et 19 ; celle du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes, article 7, al. 6.

Ces exceptions suffiraient à conserver un certain intérêt au problème qui se pose en ces termes :

Lorsque, pour une même infraction, certains délinquants sont des récidivistes, et d'autres des condamnés primaires, ces derniers doivent-ils éventuellement supporter, au titre de la solidarité, toute l'aggravation d'amende qui découle, pour leurs coauteurs et complices, de l'état de récidive ?

Certainement oui, alors même que le maximum serait ainsi dépassé. La Cour de Grenoble l'a décidé par arrêt du 12 juin 1834 (S. 35. 2. 300) et la Cour de Cassation par arrêt du 13 août 1853 (D. 53. 1. 338 ; S. 53. 1. 789).

Ces décisions sont fondées en droit (1). L'article 55 n'exige pas, comme autrefois La Roche-Flavin, que les coupables le soient au même degré. Il s'applique à tous, au complice qui a fait le guet comme au chef de bande qui a éventré le coffre-fort et égorgé l'habitant. Il s'étend donc indistinctement aux récidivistes

(1) Elles sont intervenues, il est vrai, avant la loi de 1891, mais le principe n'en subit aucune atteinte. La seule restriction possible depuis, porte sur les hypothèses qui donneront lieu à son application.

et aux condamnés primaires, car la récidive ne constitue qu'une cause de plus d'inégalité dans la culpabilité et dans la répression.

Si la solution est juridiquement certaine, elle n'en est pas moins déplorable, puisqu'elle a pour résultat de faire supporter par un individu la charge de l'aggravation de peine imputable à ses complices. Elle était particulièrement fâcheuse, en de certaines matières fiscales, sous l'empire de la loi du 26 décembre 1890 ; dans son article 12, cette loi refusait à tous les condamnés le bénéfice des circonstances atténuantes, quand l'un quelconque d'entre eux se trouvait en état de récidive par suite d'un délit commis dans l'année. Heureusement cette disposition a été abrogée par la loi du 29 mars 1897, article 19.

« En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, édicte l'article 365 C. Inst. Cr., la peine la plus forte sera seule prononcée ».

Deux ordres d'interprétation différents ont été donnés de cet article.

La jurisprudence s'attache à la lettre du texte. Si donc un individu est poursuivi à raison de deux délits, une seule peine, la plus forte, sera *prononcée* par le juge.

Voici où la difficulté commence : Lorsqu'il n'y

a pas eu unité de poursuite, le texte, littéralement interprété commanderait de n'infliger aucune condamnation pour le délit jugé le dernier ; sinon deux peines seront prononcées.

Mais cette solution, manifestement irrationnelle, ne pouvait prévaloir. Les tribunaux prononceront donc deux peines, mais ils en ordonneront le cumul, autrement dit, une seule sera *exécutée*.

Une partie de la doctrine, dont Vidal (n° 260), Garraud (Précis n° 301), A. Le Poittevin (note au Sirey 1910. 1. 161) (1) propose une interprétation qui supprimerait cette bizarrerie d'un texte dont le sens diffère selon que l'individu coupable de plusieurs délits est condamné par un ou par plusieurs jugements : « Le système de la jurisprudence varie, dit Poittevin, il oscille entre des idées contradictoires, selon que la poursuite a réuni ou séparé les délits ; ce ne sont pas cependant les modalités accidentelles de la procédure qui devraient changer au fond la nature de la répression. Au contraire, le système de la doctrine se caractérise par son unité ».

Il consiste simplement à lire ainsi l'article 365 : « Encas de conviction etc... la peine la plus forte sera seule *exécutée* (1) ».

(1) Sous les arrêts de la Cour de Cassation des 21 septembre 1905, 12 juillet et 23 novembre 1906, 5 juillet 1907 (deux arrêts) 1^{er} mars et 28 décembre 1907.

(1) Ce qui, d'ailleurs, paraît bien avoir été la pensée des auteurs du Code. Voyez Garraud et Le Poittevin.

En outre de l'anomalie déjà signalée il en est d'autres auxquelles conduit l'interprétation admise en jurisprudence. Elles sont relatives notamment, comme l'indiquent Vidal et Le Poittevin, aux cas d'amnistie, de récidive et de relégation.

A titre d'exemple, si un individu s'est rendu coupable de deux délits, l'un de droit commun, l'autre politique ou militaire, et que la peine la plus grave, seule prononcée, concerne ce dernier délit, elle ne comptera pas en vue de la relégation. De sorte que le délinquant aura trouvé intérêt, après avoir commis le délit de droit commun, à se rendre coupable de l'autre, plus grave pourtant, puisque plus sévèrement réprimé.

Aux difficultés et aux illogismes que suscite l'interprétation littérale de l'article 365 C. Inst. Cr., la solidarité des amendes apporte son tribut.

Il faut supposer un individu convaincu de plusieurs crimes ou délits et un complice, qui a coopéré à l'une des infractions, mais non aux autres. Ce complice sera-t-il, en toute hypothèse, solidairement tenu de l'intégralité des amendes ?

Ainsi Primus et Secundus ont commis un vol simple. Aux termes de l'article 401 C. P., en outre de la peine d'emprisonnement, l'amende qui peut leur être infligée est de 16 francs au moins et de 500 francs au plus.

Puis Primus, avant toute poursuite ou même simplement avant tout jugement définitif, se rend coupable d'une escroquerie. Le maximum de l'amende qu'il peut encourir de ce chef est de 3.000 francs.

Abstraction faite des peines d'emprisonnement, le tribunal condamne Primus, pour vol à 100 francs d'amendes et Secundus, pour vol et escroquerie, à une amende de 1.500 francs. Primus sera-t-il solidairement possible de cette dernière condamnation ?

Il ne suffit plus ici comme précédemment de répondre : à l'égard de l'un des coupables existe une cause d'aggravation, c'est pour l'autre tant pis. Ce qui fait la difficulté de notre hypothèse, c'est que la cause d'aggravation (en donnant à cette expression son sens le plus général et le plus lâche) qui pèse sur l'un des délinquants est extérieure au délit commun. Si Secundus est condamné à 1.500 francs d'amendes, c'est pour vol, en partie, mais c'est aussi pour escroquerie. Or Secundus n'est pas complice de l'escroquerie et l'article 55 ne s'applique qu'aux individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit.

Déchargera-t-on Secundus de toute solidarité ? Il faudrait, pour cela, oublier l'article 55. Le décider conduirait aussi à des conséquences d'une moralité singulière. Pour écarter, au profit de l'un des délinquants, la solidarité, il suffirait que son complice commit un crime ou un délit de plus !

La question s'est posée en jurisprudence, et la Cour de Cassation a répondu qu'il y avait lieu à solidarité (Cass. 5 juillet 1878, S. 78. 1. 485).

La solution nous paraît exacte, mais il faudrait se garder de l'appliquer à l'aveugle. Elle aboutirait, dans un grand nombre d'espèces, et notamment dans celle que nous avons imaginée, à mettre à la charge d'un condamné le poids d'une amende qui, avant tout, sanctionne un délit auquel il n'a pas pris part. Si Secundus a encouru une amende de 1.500 francs, c'est surtout parce qu'il a commis une escroquerie : le maximum de l'amende pour vol simple est de 500 francs. Or l'article 55 ne s'étend qu'aux condamnations prononcées pour une même infraction.

La difficulté, il faut l'observer, provient de ce qu'on ignore à quelle peine eût été condamné le coupable, s'il n'avait eu à se reprocher qu'un délit. Sans l'escroquerie, quelle aurait été l'amende de Secundus ? Nous n'en savons rien et le juge n'a pas à nous le dire, d'après la Cour de Cassation.

Toutefois il est une hypothèse où la réponse nous est donnée : c'est celle où il y a pluralité de poursuites envers le même délinquant.

Primus et Secundus ont été condamnés pour vol à 100 francs d'amendes chacun. La condamnation devenue définitive, à la charge de Primus seul a été relevée

une escroquerie, qui, par sa date, se place antérieurement au vol. Au juge saisi de la seconde prévention s'est imposée la règle du non-cumul. Si, en ce qui touche l'amende, il a condamné Secundus à 1.500 francs, il a dû ordonner que l'amende précédente de 100 francs et la peine nouvelle se confondraient. Ne sera-t-il pas juridique et équitable de déclarer Secundus solidaire de Primus jusqu'à concurrence de la première condamnation seulement, soit 100 francs et les décimes ?

Mais, le plus généralement, il ne sera pas possible de faire de l'amende plusieurs parts pour attribuer chacune à un délit distinct. Faudra-t-il alors appliquer la solidarité purement et simplement, à quelque chiffre que l'amende se monte ?

Nous ne le pensons pas. Il serait plus rationnel, à notre avis, de limiter la responsabilité solidaire des codélinquants au maximum de l'amende qui pouvait être encourue pour le délit commun. Ce maximum, en cas de vol, est de 500 francs ; Secundus, en outre de sa condamnation personnelle, pourra se voir réclamer 500 francs (1).

De toutes les solutions qu'il est permis d'imaginer, c'est celle qui s'harmonise le mieux avec les textes et par conséquent la moins arbitraire (2).

(1) Et les décimes. Nous ne le répéterons plus, puisqu'ils s'attachent invariablement à toute condamnation d'amende.

(2) En ce sens, Thibault, p. 405.

! Pourtant elle ne satisfait qu'à demi. Elle consiste à considérer fictivement l'un des délinquants comme puni du maximum de la peine la moins grave. Or le maximum est bien rarement infligé. Si Primus n'avait pas commis d'escroquerie, les juges auraient pu sans doute le condamner pour vol à 500 francs d'amendes, mais il apparaît comme à peu près certain qu'en fait la condamnation eût été moindre. Et c'est dans la mesure précise de cette différence que le délit d'escroquerie auquel Secundus est demeuré étranger aggra vera sa responsabilité solidaire.

Mais avec la théorie défendue par Vidal, par Garraud, par Le Poittevin, comme la solution devient claire, facile et logique ! Deux délits ont été commis : deux peines seront prononcées. Seules, les amendes encourues à l'occasion du même délit sont solidairement dues ; sur les autres l'article 55 n'exerce aucune action.

Soient Primus, coupable de vol et d'escroquerie condamné pour vol à 300 francs d'amendes, pour escroquerie à 2.000 francs avec confusion des deux peines ; Secundus, complice du vol et Tertius complice de l'escroquerie, condamnés chacun à diverses amendes.

Secundus est solidaire de Primus jusqu'à concurrence de 300 francs ; Tertius est solidaire de Primus jusqu'à concurrence de 2.000 francs ; Primus est soli-

daire de chacun des deux autres sans aucune limitation (1).

Ce qui accroît nos regrets que cette interprétation n'ait pas prévalu, c'est que pendant un temps on a pu croire que la Cour de Cassation la ferait sienne.

Un arrêt du 24 mars 1898 (S. 99. 1. 200) déclarait : « Le principe du non-cumul n'obligeait pas la Cour (d'Appel) à ne prononcer qu'une seule peine, mais lui interdisait seulement d'excéder dans le total des condamnations par elle prononcées, le maximum de la peine la plus forte ».

Cet arrêt fut salué comme l'aurore d'un droit meilleur : « Il y avait, dit Le Poittevin, chez les criminalistes quelque espoir de voir la Cour Suprême faire un pas de plus, et déclarer... que les tribunaux doivent prononcer autant de condamnations qu'il y a de délits, mais en ne franchissant pas au total le maximum (ou, le cas échéant, en réduisant au maximum un total qui serait trop considérable) ».

Un arrêt de Cassation du 21 septembre 1905 (S. 1910. 1. 161) s'inspirait encore de cette idée.

Mais bientôt l'espoir fut déçu. Comme l'a déclaré et

(1) Seulement, si Primus est insolvable, Secundus et Tertius, solvables, auront droit chacun à une réduction proportionnelle sur la part d'amendes dont ils sont solidairement passibles, et cette réduction s'effectuera de telle sorte que leur contribution effective soit ramenée à la proportion de 20 à 23. Sinon pour 2.000 francs qui lui sont dus, l'Etat percevrait 2.300 francs.

le déclare actuellement la Cour Suprême : « En prononçant deux peines distinctes à raison de deux délits compris dans la même poursuite, le tribunal a violé le texte » (Cass. 5 janvier 1907, S. 1910. 1. 161. — Voyez également 1^{er} février 1908, S. 1910. 1. 166 et 20 août 1908, S. 1910. 1. 166).

Quel sera sur la solidarité l'effet du sursis à l'exécution de la peine, si l'un des condamnés a bénéficié des dispositions de la loi du 26 mars 1891 ?

Là encore il faut mettre hors de cause les réparations civiles et les frais. Le bénéfice du sursis n'oppose aucun obstacle à leur recouvrement (Loi de 1891, art. 2).

Tant que l'amende ne sera pas exigible, la solidarité ne s'appliquera pas. Sans doute nous la considérons comme une peine accessoire, et généralement le bénéfice du sursis ne fait pas obstacle à l'exécution de ces sortes de peines. Mais cela tient à leur nature et non à une manifestation expresse de volonté émanant du législateur. Elles sont toutes attachées au seul fait d'une condamnation ; la solidarité implique une condition de plus : la condamnation à une amende. Son sort est, de par sa nature, étroitement lié à celui de la peine principale ; elle n'en est, en quelque sorte, qu'un satellite. Elle est une modalité de l'amende et la modalité ne peut pas naître avant l'obligation. Puis l'article 55 exige une condamnation ; or le sursis

a pour effet de placer la condamnation sous condition suspensive.

Il serait d'ailleurs incohérent de contraindre un individu à payer les amendes de ses codélinquants, alors que le jugement lui donne droit à ce que sa propre condamnation ne s'exécute pas (1).

Le bénéfice du sursis peut être révoqué par suite d'une condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, intervenue dans le délai de cinq ans, pour crime ou délit de droit commun. L'amende portée dans le premier jugement redevient exigible. La solidarité reparait de deux façons :

1° Les condamnés auxquels le bénéfice de la loi de 1891 n'a pas été accordé pourront être poursuivis en paiement de l'amende devenue exigible.

2° Le délinquant déchu de ce bénéfice sera passible de toutes les amendes encourues pour la première infraction par ses coauteurs et complices.

(1) Nous admettons, quant à la grâce, une solution qui peut de premier abord, sembler l'inverse de celle-ci (*Infra*, p. 135). C'est que la grâce est une faveur, tandis que le sursis constitue un droit.

CHAPITRE V

Deuxième Condition : un Crime ou un Délit

L'article 1^{er} C. P. Infractions prévues par des lois spéciales. Contraventions. Délits contraventionnels. Délits civils et quasi-délits ; comment la jurisprudence a été amenée à leur étendre, par analogie, l'article 55 C. P.

Délits amnistiés. Remise de l'amende ; remise de la solidarité. L'absolution. L'acquittement en vertu de l'article 66 C. P. Dans quelle mesure la solidarité s'applique aux civilement responsables ? L'accusé ou le prévenu acquittés peuvent-ils obtenir ou encourir une condamnation solidaire ?

Il faut, comme deuxième condition de la solidarité des amendes, un crime ou un délit. Qu'entendrons-nous par là ?

Ne nous embarrassons pas de théories subtiles et tourmentées. « L'infraction, porte le Code pénal, art. 1^{er}, que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit. L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante est un crime ».

Tout cela paraît simple. Quelques questions se posent pourtant, qui intéressent l'article 55 C. P. et qui sont embarrassantes.

Voici la plus facile à solutionner : On a quelquefois prétendu restreindre la portée de l'article 55 aux

seuls délits mentionnés dans le Code pénal. Pour cela, on invoquait la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, qui dispose dans son article 27 : « Ceux qui auront commis conjointement les délits de chasse seront condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais ».

C'est donc, disait-on, que, dans la pensée du législateur, l'article 55 ne s'étendait pas aux délits de chasse, réprimés en vertu d'un texte spécial, et qu'une disposition particulière était nécessaire pour rendre solidaires les délinquants.

Depuis une loi très importante, celle du 29 juillet 1881, sur la presse, a prévu formellement un cas de condamnation solidaire à l'amende. Son article 9. al. 2, porte :

« Le journal ou écrit périodique ne pourra continuer sa publication qu'après avoir rempli les formalités ci-dessus prescrites, à peine, si la publication irrégulière continue, d'une amende de 100 francs prononcée solidairement contre les mêmes personnes (le propriétaire, le gérant ou à défaut l'imprimeur) ».

Bien avant les lois de 1844 et de 1881 une circulaire des Finances, en date du 17 décembre 1814 (citée dans Delandre. *Traité pratique des Douanes*. n° 1061), avait paru adopter cette manière de voir (1), que

(1) Elle était relative à la loi du 17 décembre 1814, sur les douanes, dont l'article 30 édictait, en cas de fraude sur les sels commise par une réunion de trois individus et plus, une amende individuelle qui ne pourrait être moindre de 200 francs ni excéder 500 francs.

l'article 55 ne s'applique qu'aux crimes et délit du Code pénal.

Elle n'a pourtant prévalu ni en jurisprudence, ni en doctrine. Et en effet les règles contenues dans les deux premiers livres du Code pénal sont des dispositions générales s'étendant à tous les crimes et délits. Nul ne le conteste pour la récidive, pour la tentative, pour la complicité. Quelle raison y aurait-il de faire pour la solidarité une exception ? (1) L'article 27 de la loi du 3 mai 1844 et la disposition précitée de la loi de 1881 apparaissent donc comme de pures surérogations.

En cas de simple contravention, y aura-t-il solidarité ?

Dans l'ancien droit, il n'y avait pas lieu de distinguer. Le mot contravention était déjà employé, mais avec un sens très compréhensif. Il désignait toute infraction pénale. Pourtant, d'une façon particulière, il signifiait une « fraude commise au préjudice des droits du roi » (2). La division tripartite du droit actuel n'existait pas. La solidarité s'étendait à toutes les peines d'amendes indistinctement.

Avec la Révolution, les contraventions apparais-

(1) Cass. 5 déc. 1872, D. 72, 1. 432 ; 26 février 1886, Bulletin n° 88 ; 30 juillet 1887, D. 87. 1. 509 ; — Molinier, p. 163 ; — Paringault, n° 13 ; — Babuel-Peyrissac, p. 159 ; — Garraud, II, n° 509, p. 346.

(2) Denisart, *Collection de décisions*, I, p. 312.

sont en tant que catégorie générale d'infractions, et la loi du 19 juillet 1791, titre II, art. 42, leur étend expressément la solidarité : « Les amendes de la police correctionnelle et municipale seront solidaires entre les complices ».

Pourtant l'article 55 Code pénal ne mentionne que les crimes et les délits. A-t-il entendu par là diminuer le champ d'application de la solidarité des amendes, en exclure les contraventions ?

Nous le croyons. A le décider, il y a mille bonnes raisons. Le silence du Code, d'abord, à l'égard des contraventions. Le fait que le Code pénal donne aux contraventions un régime à part, qu'il relègue tout ce qui les concerne au livre IV, à elles entièrement consacré. On peut invoquer aussi le principe posé dans l'article 1202 C. Civ. que « la solidarité ne se présume point ».

Enfin les infractions punies de peines contraventionnelles le sont très généralement sans qu'il y ait lieu de rechercher l'intention de l'agent (1). Or si à la rigueur on conçoit une solidarité reliant des individus qu'animait une même volonté de mal faire,

(1) On peut cependant citer quelques exceptions, parmi lesquelles la contravention d'injure non publique (loi du 29 juillet 1881, art. 33, al. 3 et C. P., art. 471, § 11). Même pour ces contraventions exceptionnelles, l'article 55 n'autorise aucune solidarité des amendes.

En revanche, nous sommes obligés d'admettre la solidarité, à raison des termes formels du Code pénal, pour les délits qui, tel l'homicide par imprudence, n'impliquent pas l'intention de nuire (Besançon, 19 mai 1882. D. 82. 2. 245).

cette solidarité devient tout à fait injustifiable lorsque les infractions n'ont pas été commises intentionnellement.

La jurisprudence a commencé par être en sens contraire. Deux arrêts de cassation en font foi (1) ; ils datent du 7 juillet 1827 (Bull. n° 180) et du 7 janvier 1830 (Bull. n° 3 et D. 30. 1. 54). Dans son réquisitoire à l'occasion du dernier de ces arrêts, l'avocat général Mourre s'exprimait ainsi : « Le principe contenu dans l'article 55 du Code pénal est un principe de droit commun qui s'applique aux contraventions, ainsi que la Cour l'a plusieurs fois décidé » (Dalloz, n° précité).

D'abord hésitante (2), la Cour de Cassation est revenue sur cette interprétation. Solidement établie à présent, elle repousse les contraventions hors de la portée de l'article 55. Les décisions sont nombreuses (Cass., 12 mai 1849, D. 49. 1. 177. — 24 mars 1855, S. 55. 1. 608. — 26 décembre 1857, Bull. n° 405. — 3 avril 1869, S. 70. 1. 229 et Bull n° 82. — 20 novembre 1885, *Suppl.* Dalloz v° Contrav. n° 35. — 5 mars 1898, S. 99. 1. 300).

Une doctrine unanime, Blanche (I n° 438) et

(1) Voyez encore les termes d'un arrêt de la Cour de Dijon, du 9 juillet 1862 (S. 62. 2. 365).

(2) Deux arrêts (Cass. 26 déc. 1857, S. 58. 1. 136 et 24 mars 1855, S. 56. 1. 582) écartaient bien la solidarité, mais non pas en raison de ce qu'il y avait contravention ; simplement parce que les faits constituaient des contraventions distinctes.

Duranton (XI, n^o 194) exceptés, partage cette manière de voir (1).

Mais, qu'on ne l'oublie pas, nous parlons des amendes et d'elles seules. Car, pour les frais, la solution est différente. L'article 156 du décret du 18 juin 1811 dispose : « La condamnation aux frais sera prononcée *dans toutes les procédures* solidairement contre tous les auteurs et complices du même fait, et contre les personnes civilement responsables du délit ».

En établissant la solidarité, cet article ne mentionne aucune réserve pour les contraventions. Conserverait-on quelque incertitude que le titre seul du décret suffirait à la lever. Il est intitulé « décret contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle *et de simple police* et tarif général des frais ».

A vrai dire, certains doutes pourraient être exprimés sur sa légalité. Simple décret, il ajoute à la loi, qui limite la solidarité des frais aux crimes et aux délits.

Mais une jurisprudence constante lui reconnaît valeur légale (2). Nombreux sont les textes du Premier Empire sur la validité desquels la même objection

(1) Toullier, XI, n^o 151 ; — Marcadé, *explication du Code napoléon*, IV, n^o 604 — Ortolan, II, n^o 1584 ; — Rodière, n^o 318 ; — Chauveau, et Hélie I, n^o 134 ; — Molinier, p. 159 n^o 19, 5^o — Larombière, III, art. 1202, n^o 18 ; — Demolombe, III, n^o 265 ; — Sourdat, I, n^o 145 ; — Babuel-Peyrissac, p. 159 ; — Thibault, p. 402.

(2) Cass. 7 juillet 1827, *Journal du Palais* à sa date — 31 juillet et 12 novembre 1829, *Journal du Palais* à leur date. — 7 janvier

pourrait être formulée. Tels l'arrêté du 27 prairial an IX qui prévoit et sanctionne de peines correctionnelles les contraventions postales ; le décret du 17 mars 1808 portant organisation de l'Université ; celui du 15 octobre 1810 relatif aux manufactures ou ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode. Pourtant — au moins par certaines de leurs dispositions — ils sont, de nos jours encore, envigueur. Si l'on tient à donner de ce phénomène juridique une explication doctrinale, on peut dire que ces textes ont reçu, du fait que le Sénat Conservateur n'a pas opposé son veto, comme un brevet de légalité.

En ce qui concerne spécialement le décret du 18 juin 1811, Sourdat (I n° 147), pour lui refuser valeur légale, se fonde sur la nouvelle promulgation du Code pénal en 1832. De ce fait le décret de 1811 aurait été tacitement abrogé.

Selon nous, le législateur n'ayant pas, en 1832, formulé sa volonté à ce sujet, la nouvelle promulgation n'a pu avoir pour conséquence d'enlever au décret la valeur légale qu'on lui reconnaissait jusqu'alors. Les deux textes s'appliquaient tels quels avant 1832 ; pourquoi après, en irait-il autrement ?

Ainsi, pour les contraventions, la solution diffère suivant qu'on envisage les frais ou les amendes. La

solidarité s'étend-elle aux réparations civiles qui résultent d'infractions de simple police ?

Nous ne le pensons pas. C'est un texte spécial qui justifie l'extension de la solidarité aux frais. Pour les réparations civiles, aucun ne l'autorise.

La Cour de Cassation est en sens contraire (Cass. 24 juin 1894, S. 96. 1. 167). Cette jurisprudence se rattache à une conception plus générale, celle de la solidarité s'appliquant aux délits civils et aux quasi-délits. Nous aurons, quelques pages plus loin, l'occasion d'en faire l'examen et la critique (1).

Mais avec M. Laborde (p. 261), nous admettons très volontiers, à l'égard des réparations civiles prononcées pour contraventions, l'existence d'obligations *in solidum* résultant des faits de la cause et de l'appréciation indépendante du juge.

Il est une classe intermédiaire d'infractions qu'on a voulu situer entre les délits et les contraventions et que par suite on a appelée les délits contraventionnels. L'article 55, qui s'étend aux délits et laisse de côté les contraventions, leur serait-il applicable ?

Tout d'abord, à quelles infractions réservait-on le vocable nouveau ? A toutes celles qui, prévues

(1) *Infra*, page 113 et s. — Le préjudice causé par une contravention constitue en effet un délit civil s'il y a eu intention de nuire, et, au cas contraire, un quasi délit.

par des lois spéciales et punies de peines correctionnelles, rentrent plutôt, par leur nature, dans la classe des contraventions que dans celle des délits. Les délits contraventionnels désignent de simples fautes de négligence, d'inattention ou d'imprudence que l'intérêt social oblige à punir plus sévèrement que les contraventions ordinaires. Ce sont des contraventions, en ce qu'ils sont sanctionnés d'une condamnation sans égard à l'intention de l'agent; par la peine, ce sont des délits.

Certaines contraventions postales (1), indiquées dans l'arrêté du 27 prairial an IX, art. 1^{er} et les infractions prévues par les articles 9, 10, 38, 39 et 40 de la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse, réalisent ces caractères. Mais la législation des chemins de fer est la source la plus abondante des délits-contraventionnels. A supposer cette notion acceptée, il faudrait faire figurer dans la nouvelle catégorie pénale les faits prévus par les articles 11, 14, 19, 20 et 21 de la loi du 15 juillet 1845.

La question de l'existence de ces délits-contraventionnels a fait en jurisprudence difficulté. Pour en avoir la preuve, il suffit de se reporter à l'arrêt de Cassation du 5 décembre 1872 et à la note dans le Dalloz, sous cet arrêt (D. 72. 1. 452) (2).

Elle présentait de l'intérêt au point de vue de

(1) Voyez Cass. 11 septembre 1846, D. 46. 1. 361.

(2) Voyez également, pour le même arrêt, S. 73. 1. 238.

la complicité, de la prescription, du concours d'infractions et aussi de la solidarité des amendes.

Molinier (p. 164) estimait que la solidarité n'était pas applicable à ces infractions, constituées par la seule présence de l'élément matériel. Ou alors, disait-il, les amendes seraient plutôt réelles que personnelles. Et il renvoyait pour comparaison à un arrêt de la Chambre Criminelle du 19 août 1836 (S. 36. 1. 762). Chauveau et Helie et Blanche partageaient cette manière de voir.

Enfin un arrêt de Cassation du 3 avril 1869 (D. 69. 1. 529; S. 70. 1. 229) a, de façon expresse, écarté l'application de l'article 55 parce que, bien que punie de peines correctionnelles, l'infraction constituait une simple contravention. C'est à propos du décret du 17 février 1852, sur la presse, que fut rendue cette décision.

Mais, changeant d'avis, la jurisprudence, un peu plus tard, est venue déclarer l'article 55 applicable aux délits-contraventionnels. Puis, cette notion nouvelle qui semblait appelée à une grande vogue, cette catégorie pénale intermédiaire entre les contraventions et les délits, a été abandonnée (Cass. 14 avril 1883, S. 85. 1. 401. — 22 avril 1887, S. 88. 1. 338. — 21 mars 1890, S. 91. 1. 185).

Et l'on est revenu simplement à l'ancienne division tripartite en crimes, délits et contraventions. Puisque, d'après le Code pénal, art. 1^{er}, l'infraction est crime,

délit ou contravention suivant la peine dont elle est sanctionnée, tout fait, intentionnel ou non, puni par une loi d'une peine correctionnelle, constituera un délit ; par suite toutes les règles concernant les délits lui seront applicables. Un autre raisonnement, quelle que soit la base qu'on lui veuille donner, conduit à l'arbitraire et à la fantaisie.

En matière fiscale, certaines infractions punies de peines correctionnelles sont de la compétence du juge de paix. Ainsi en disposent, pour l'impôt du sel la loi du 17 décembre 1814, article 29, et, pour les douanes, les lois du 4 germinal an II, titre VI, article 12, du 9 floréal an VII, titre IV, article 6 ; du 17 décembre 1814, article 16 et du 27 mars 1817, articles 14 et 15. On peut, avec M. Pallain (1) poser en principe qu'en matière de douanes et d'impôt intérieur sur le sel « le juge de paix est le juge ordinaire de la répression ». Nous disons « impôt intérieur sur le sel », car lorsque la fraude a trait au régime de l'exploitation des mines de sel ou des sources ou puits d'eau salée, le tribunal correctionnel reprend sa compétence (Loi du 17 juin 1840, art. 14).

Les infractions sanctionnées de peines correctionnelles, mais déférées à la juridiction de simple police, peuvent-elles donner lieu à solidarité ?

(1) *Les douanes françaises*, II n° 2484.

Pour les douanes, la question ne se pose pas. Des textes nombreux, on l'a vu, édictent la solidarité de la façon la plus expresse. L'intérêt du problème se restreint donc à l'impôt intérieur du sel.

Malgré la compétence du juge de paix, nous pensons qu'il y a délit, et, par conséquent, obligation solidaire entre les condamnés. L'article 1^{er} du Code pénal, répétons-le, constitue une règle générale à laquelle il ne faut permettre aucune exception. La moindre brèche ouvrirait passage à une foule de théories, qui jetteraient, sur cette distinction fondamentale des infractions, le plus grave des troubles.

D'ailleurs ne serait-il pas absurde, alors que les peines sont sensiblement analogues, qu'il y ait ou non solidarité, selon que les infractions aux règles sur le sel concerneraient l'exploitation des mines et des sources ou l'impôt intérieur ?

Par délit civil, il faut entendre tout fait illicite et intentionnel causant un préjudice à autrui. Le délit civil n'est pas une pure notion doctrinale. L'expression même de délit figure dans le Code civil, aux articles 1310 et 1370. Son chapitre 2, livre III, titre IV est intitulé « des délits et des quasi-délits ».

Malgré un parallélisme indéniable entre délits civils et délits pénaux, il s'en faut qu'il y ait entre eux concordance. Toutes les infractions pénales des-

quelles il ne résulte aucun dommage aux particuliers, tous les crimes simplement tentés, ne sont pas des délits civils. A l'inverse, certains délits civils, n'étant sanctionnés d'aucune peine, demeurent entièrement étrangers au droit criminel. Tels le stellionat (art. 2059 C. Civ.), l'ingratitude du donataire (art. 955 C. Civ.), le fait de divertir ou de recéler les effets d'une succession (art. 792 C. Civ.).

L'article 55 C. P. s'étend-il aux délits civils ? Pour l'admettre, il faudrait jouer puérilement sur les mots. Dès l'instant où délits pénaux et délits civils sont choses différentes, il est clair que l'article 55 du Code pénal vise les premiers, et eux seuls. Décider le contraire serait aussi extravagant que d'appliquer aux dols dans les contrats et aux dommages causés indûment les règles de la complicité et de la recidive. La solution apparaît d'autant plus évidente qu'à côté des délits l'article 55 mentionne les crimes. Or il n'existe pas de crimes civils.

La réponse à donner est *a fortiori* la même pour les quasi-délits qui, s'ils se rapprochent sensiblement des délits civils, s'en écartent cependant par un point : l'absence de l'élément intentionnel (1).

Si, d'autre part, on veut bien se rappeler les termes catégoriques de l'article 1202 C. Civ. on a tôt fait de

(1) Ils sont donc des faits illicites, accomplis sans intention de nuire et qui occasionnent un préjudice à autrui.

se convaincre qu'en l'absence d'un texte, il est nettement impossible de déclarer solidaires les auteurs d'un même délit civil ou d'un même quasi-délit.

Résumons : Un seul texte édicte la solidarité en matière de délits, et il ne s'étend pas aux délits civils. Or la solidarité ne résulte que d'une stipulation expresse, ou d'une disposition de la loi. Les délits civils ne font donc jamais l'objet d'une obligation solidaire.

Seulement ces principes, un peu absolus dans leurs conséquences, sont corrigés de façon très heureuse par la notion que nous avons analysée et acceptée d'obligation *in solidum*. Le créancier sera donc en droit de contraindre chacun des auteurs du dommage à son entière réparation, chaque fois qu'il y aura responsabilité indistincte de tous dans son accomplissement. Car alors, comme le dit Marcadé (IV, n° 604 en une formule concise et vigoureuse « chacun a causé de fait et d'intention le dommage entier ».

La jurisprudence commença par rejeter la solidarité dans des hypothèses de délits civils ou de quasi-délits (Cass. 21 messidor an IV, Journal des Audiences de la Cour de Cassation, p. 82. — 15 mai 1811, même journal, année 1811, p. 282. — 3 décembre 1827, D. 1828. 1. 41. — Bordeaux, 16 février 1829, Dalloz, *Rép.* v° Prescription n° 261.

Ces arrêts donnent, des règles concernant la soli-

darité, une exacte interprétation. Nous ne pouvons pas cependant les approuver tous sans réserve; dans les cas en effet où il y aurait lieu à obligation *in solidum*, ils ordonnent simplement la division de la dette (1).

C'était appeler une réaction. Les conséquences de ces décisions paraissaient peu équitables. Le préjudice œuvre collective et indistincte de plusieurs délinquants n'est pas identifiable à l'ensemble des dommages que causeraient des individus agissant séparément. Et de cette différence de fait doit découler logiquement une différence de droit. La jurisprudence s'ingénia donc à mettre le droit en accord avec les faits.

Seulement, comme toujours, la réaction conduisit à un excès contraire. L'obligation *in solidum* devait réaliser la solution harmonieuse du problème. La jurisprudence ne s'y arrêta pas, ou peut-être aussi, ne la vit pas. Quitte à torturer les textes, quitte à remplacer une iniquité par une autre, elle conclut à la solidarité en matière de délits civils.

Un texte se dressait, qui barraît la route à cette extension : l'article 1202 C. Civ. « La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée. — Cette règle ne cesse que dans les cas où la

(1) Voyez notamment l'arrêt de Cassation de 1827.

solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi ».

Dès une première lecture, le sens apparaît très net, ne prêtant à aucune controverse. La solidarité à deux causes : la convention expresse, et la loi. On n'aperçoit pas quelle autre interprétation on en pourrait donner.

La jurisprudence en a cependant trouvé une : Attendu que l'article 1202 du Code civil qui statue que la solidarité ne se présume pas, qu'il faut qu'elle soit expressément stipulée, indique manifestement par cette dernière expression que la règle posée par l'article 1202 ne gouverne que la solidarité conventionnelle, qu'elle ne saurait donc s'appliquer aux cas de délits et des quasi-délits, lesquels constituent des engagements qui, suivant la définition du code lui-même, se forment sans convention ». (Cass. 29 nov. 1836, D. 36. 1. 131) (1). Ce raisonnement est reproduit dans une foule d'arrêts.

Ainsi, en opposant habilement l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, en exagérant l'importance du mot « stipulée » la jurisprudence se ménage, entre la solidarité contractuelle et la solidarité légale un espace où, librement, elle pourra se mouvoir.

A cela on pourrait répondre, avec Laurent : « Toute solidarité est une exception, donc toute solidarité

(1) Antérieurement, voyez Cass. 18 juin 1814, S. 141. 57.

doit être expresse et est par cela même de stricte interprétation ». Mais à des arguments de texte, il faut riposter par des arguments de texte. Or, la jurisprudence n'a pas remarqué quelques petits mots de l'article 1202, qui ont pourtant leur intérêt. « Cette règle, dit-il, ne cesse que dans les cas où... etc. ». N'est-ce pas exclusion de la façon la plus formelle toute catégorie intermédiaire contre la solidarité conventionnelle et la solidarité légale ? Que la jurisprudence le veuille ou non, la liaison est assurée entre les deux alinéas.

Dira-t-on que ces quelques mots régissent la première partie de l'alinéa. « La solidarité ne se présume pas » ? C'est, on le conviendra, faire exprimer au législateur une bien singulière idée « la solidarité se présume dans les cas où elle a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi » ! Et puis il reste à découvrir la disposition de la loi formellement exigée par le texte.

Mais il ne suffisait pas de supprimer une règle gênante. Après le côté négatif de l'œuvre, il fallait envisager son aspect positif. A la solidarité nouvelle il importait de donner un fondement juridique.

Quelques anciennes décisions éludaient la difficulté en n'indiquant que des semblants de motifs. « L'arrêt — dont pourvoi — s'est conformé aux vrais principes en prononçant une condamnation solidaire », dit la Cour de Cassation, le 12 février 1818 (D. 18. 1. 672). Elle se montre aussi imprécise dans ses arrêts

du 27 février 1827 (D. 27. 1. 156) et du 3 février 1829 (D. 29. 1. 129). Voici comment ce dernier s'exprime, à l'occasion de la restitution d'objets frauduleusement vendus par un failli : « Le fait de fraude étant reconnu constant, sa répression solidaire devait atteindre tous ceux qui y avaient concouru ».

Ce n'étaient là que des expédients. On peut citer de la jurisprudence trois modes d'argumentation différents dont elle s'est servie pour étendre la solidarité aux délits civils et aux quasi-délits (1). Elle n'a jamais pu fixer de façon nette et définitive son choix pour l'un ou pour l'autre. Continuellement elle abandonne, pour y revenir, les principes qu'elle s'est créés.

Dans un premier groupe de décisions, la jurisprudence se motive sur toutes les raisons qui logiquement conduiraient à l'obligation *in solidum*. Seulement elle conclut à la solidarité. Si l'on peut ainsi s'exprimer, elle saute à pieds joints sur la différence entre elles deux.

« Considérant, dit la Cour de Cassation par arrêt du 19 juillet 1826 (D. 26. 1. 424), qu'il y a eu nécessité pour la Cour Royale de prononcer une condamnation solidaire par l'impossibilité où elle a déclaré se trouver en fait de déterminer la proportion dans laquelle chaque établissement devait être tenu des dommages ».

(1) Rappelons ici (*Supra*, page 108), que le dommage résultant d'une contravention constitue un délit civil ou un quasi-délit.

L'arrêt de la Cour Suprême du 29 décembre 1852 (D. 53. 1. 49) n'est pas moins caractéristique : « Attendu que les auteurs d'un fait dommageable sont tenus de réparer le préjudice qu'ils ont causé par leur faute. — Qu'ils en sont solidairement tenus lorsque le fait est le résultat d'un concert entre eux, et qu'ils y ont simultanément concouru. — Que dans ce cas chacun des auteurs doit être considéré comme étant individuellement la cause du dommage, qui peut-être n'aurait pas eu lieu sans sa participation » (2).

Cette lacune évidente dans l'enchaînement des arguments se retrouve chez les auteurs qui accordent à la jurisprudence leur suffrage : « Comme, dit Larombière (III, art. 1202, n° 22), il est impossible de déterminer la part de chacun soit dans la perpétration du fait, soit dans ses conséquences dommageables, chacun doit être réputé avoir commis seul le fait tout entier. Il doit donc réparer personnellement tout le dommage, et de cette obligation même de réparer le dommage dans sa totalité, comme s'il en était seul auteur, il résulte qu'il en est tenu solidairement ».

En aucune façon ! Il résulte qu'il est tenu d'une obligation *in solidum*. La conclusion déborde les prémisses. Comme dit Laurent (XVII, n° 320) : « Il

(2) Voyez encore : Cass. 7 août 1837, Dalloz, *Répertoire*, v° mandat, n° 75 ; — 20 juillet 1852, D. 52, 1.247 ; — 12 janvier 1881, D. 81. 1. 248 ; — 14 mars 1882, D. 83. 1.403 ; — 26 avril 1894, D. 94. 11 496 et la note sous cet arrêt ; — 20 janvier 1896, D. 96. 1.572 ; S. 97. 4. 182 ; — 10 novembre 1897, D. 98. 1. 310.

suffit de lire cette argumentation pour se convaincre que la solidarité virtuelle est établie, non par le législateur, mais par l'interprète ».

Sourdat (I, n° 476) a tenté d'apporter une justification plus savante. De l'article 1382 C. Civ. naît le droit à réclamer le tout. Or, suivant l'article 1200 C. Civ. « il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier ». Donc, de l'article 1382, qui est « une disposition de la loi » découle la solidarité absolue. Car les dispositions de Code sur cette matière forment un ensemble qu'il n'est pas permis de modifier suivant les circonstances.

— Même en ne tenant pas compte de l'alinéa 1^{er} de l'article 1202, nous croyons que l'expression « disposition de la loi » contenue dans le 2^e alinéa implique une désignation de solidarité plus précise que les termes si généraux de l'article 1382. Il y a plus ; précisément parce que les règles du Code sur la solidarité forment un ensemble complet, il ne nous paraît pas possible, quand un seul de ses effets peut se réaliser, de conclure à l'application des autres. Bien évidemment l'article 1200 ne doit pas être isolé des articles 1205, 1206 et 1207.

Enfin Aubry et Rau (p. 30 et 31) et Sourdat, se refusant à admettre, entre les coauteurs d'une faute,

un pouvoir de représentation réciproque jusqu'au jour du jugement, décident que jusque-là il y aura entre eux simple obligation *in solidum*. Le jugement aura pour effet de la transformer en une solidarité véritable. Mais, comme le remarque Lafay (p. 169) c'est oublier que les jugements qui ordonnent réparation d'un préjudice ne sont que déclaratifs des droits préexistants.

La jurisprudence a cru pouvoir échapper à ces critiques en fondant ses décisions sur l'indivisibilité du délit ou du quasi-délit. Sa théorie, déjà ancienne, comprend deux degrés distincts :

1^o La jurisprudence constate l'indivisibilité tenant à la perpétration du fait, et quant aux conséquences, s'en réfère à celles de l'indivisibilité en général.

2^o De l'indivisibilité de la faute elle conclut à la solidarité de la dette.

Par ordre chronologique, voici le texte, de quelques arrêts de ces deux sortes :

« Attendu que la dette est indivisible, lorsqu'à raison des rapports entre les créanciers et les débiteurs, elle n'est point susceptible d'une répartition proportionnelle et d'une prestation particulière; que dans ces circonstances, les juges ont pu, sans violer aucune loi, regarder comme indivisible la dette des demandeurs en cassation et les condamner, en conséquence, solidairement envers M*** ». (Cass. 3 mai 1827, 1^{er} arrêt, D. 27. 1. 228).

« Attendu qu'en règle générale et en vertu du principe sur les engagements qui se forment sans convention, la réparation du préjudice causé par un fait dommageable indivisible peut être demandée pour le tout contre chacun des auteurs de ce fait (Cass. 20 juillet 1852, D. 52. 1. 247).

« Attendu que la solidarité ne peut résulter que de la convention ou d'une disposition de la loi. — Attendu que si, en raison de son indivisibilité, la faute commune peut rendre chacun de ceux qui l'ont commise responsable de la totalité du préjudice qui en est résulté, la loi n'en fait pas une règle absolue etc. » (Cass. 12 février 1879; D. 79. 1. 281).

« La solidarité peut être prononcée lorsque les fautes constituent un tout indivisible et ont entre elles un enchaînement tel que les conséquences des unes et des autres n'en peuvent être séparées ». (Cass. 31 déc. 1902; journal *La Loi*, 1903, p. 89) (1).

Cette jurisprudence s'est attirée la désapprobation unanime de la doctrine (2), Rodière (n° 269) et Larombière (art. 1202, n° 22) exceptés.

Elle est effectivement bien difficile à soutenir en

(1) Voyez encore Cass. 11 juin 1825, S. 25. 1.285; — 29 janvier 1840, S. 40. 1. 123; — 10 avril 1852, D. 52. 5. 483; — 4 mai 1859, D. 59, 1.314; — Aix, 19 septembre 1878, D. 79. 2.219; — Cass. 11 juillet 1892, S. 92. 1. 505 et 508; — 8 juillet 1895, D. 96. 1. 85; — 15 juillet 1895, S. 95. 1. 349; — 31 décembre 1902, D. 1903. 1. 126.

(2) Marcadé, art. 1225, n° 646; — Demolombe III, n° 339; — Aubry et Rau, p. 50; note 14, § 301; — A. Boistel; note dans le Dalloz sous l'arrêt de Cass. du 12 février 1879 (D. 79. 1. 281); — Lafay, p. 145 et 146.

droit. L'indivisibilité à laquelle se réfèrent tous ces arrêts est l'indivisibilité de la faute, c'est-à-dire, de *la cause* du délit civil ou du quasi-délit. L'indivisibilité prévue par le code est celle de l'*objet*. « L'obligation est divisible ou indivisible *selon qu'elle a pour objet* etc. ». (Art. 1217). « L'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait *qui en est l'objet* (1) etc. » (Art. 1218).

Or l'objet du délit civil, c'est une indemnité pécuniaire, essentiellement divisible.

D'ailleurs, en examinant les différentes indivisibilités classées d'après leur source, il serait bien embarrassant de faire rentrer l'indivisibilité admise par la jurisprudence dans l'une ou dans l'autre de ces catégories. Elle n'est pas une indivisibilité *natura*, puisqu'elle a pour objet une somme d'argent ; ni une indivisibilité *obligatione*, parce qu'une dette pécuniaire n'est indivisible que si les parties l'ont considérée comme telle dans la formation de l'obligation (Art. 1218), ni une indivisibilité *solutione*, qui suppose l'intention des parties (art. 1221, 5°).

Enfin, si l'on envisage les effets de l'indivisibilité appliquée aux délits civils, on aboutit à des conséquences inadmissibles.

Où l'on conclut à l'existence entre les délinquants d'une obligation solidaire, et c'est oublier que l'indi-

(1) C'est ce que Pothier appelait la « qualité de la chose due » (*Traité des Obligations*, n°s 288 et 323).

visibilité et la solidarité sont choses tout à fait différentes (art. 1219).

Ou les effets habituels de l'indivisibilité se produisent. Mais alors les héritiers de l'un des délinquants sont tenus chacun pour le tout (art. 1223). Ils sont donc moins bien traités qu'en cas de solidarité; ils auraient avantage à ce que le *de cujus*, au lieu d'un délit civil, ait commis un délit pénal !

Autre résultat non moins absurde : poursuivi seul, le délinquant pourra, conformément à l'article 1223, demander un délai pour mettre en cause ses codébiteurs, et comme l'obligation est, par sa nature, divisible, il les fera condamner conjointement à l'exécution de la prestation (1). C'est revenir, par un moyen détourné, à la division de la dette entre tous les coobligés.

L'article 1382 ne justifie pas la solidarité des délits civils et des quasi-délits. L'indivisibilité est une notion inapplicable à cette matière. Il fallait chercher un autre fondement. La jurisprudence l'a trouvé — conséquence bien inattendue — dans l'article 55 C. P.

Non pas, certes, qu'elle l'applique directement en matière civile; mais elle procède *par analogie*, comme elle dit elle-même implicitement dans l'arrêt de Cassa-

(1) C'est une conséquence de ce que, comme on disait autrefois, les codébiteurs d'une obligation indivisible sont tenus *in totum* et non *totaliter*.

tion du 15 janvier 1878 (D. 78. 1. 152; S. 78. 1. 293) et très explicitement dans l'arrêt de la Cour Suprême du 3 décembre 1836 (S. 38. 1. 82), et dans celui de la Cour de Caen du 5 mars 1894 (D. 95. 2. 329).

« Attendu, énonce cette dernière décision, qu'aux termes de l'article 55 C. P. tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit sont tenus solidairement des dommages-intérêts ; que par analogie la même règle doit être appliquée en matière de quasi-délits, pour la réparation du dommage causé » (1).

En note sous cet arrêt, on lit dans le Dalloz : « La jurisprudence est depuis longtemps fixée en ce sens que la solidarité édictée par l'article 55 C. P. en garantie des dommages-intérêts et des frais doit être étendue au cas où une semblable condamnation est prononcée à l'occasion d'un délit ou d'un quasi-délict civil. Lafay, écrit (p. 50) : « L'article 55 reste le fondement primordial de la solidarité en matière de délits civils ».

Ainsi la solidarité pénale apparaît comme la cause juridique de la solidarité des délits civils, et des quasi-délits. On comprend sans doute pourquoi nous avons

(1) L'arrêt de 1836 était s'il est possible, plus formel encore : « attendu qu'il faut reconnaître que cet article (l'art. 55. C. P.), n'est pas une disposition pénale qu'on ne puisse étendre par analogie à d'autres cas que ceux qu'il prévoit ; qu'il n'est que l'application du principe de droit et d'équité d'après lequel la volonté commune de causer un préjudice entraîne l'obligation de le réparer solidairement. »

accordé à la question des développements, qui jusqu'ici ont pu sembler faire un peu diversion à notre sujet.

Boistel (1) applaudit à une telle extension : « Sans doute par sa place l'article 55 ne s'applique directement que dans l'hypothèse de délits incriminés et punis par les lois pénales, mais n'impose-t-il pas logiquement la même solution pour les délits civils ? Est-il admissible que pour les conséquences purement civiles d'un acte coupable, pour les dommages-intérêts, il y ait une différence entre les délits civils et les délits criminels ? Parce qu'un délit manquera d'une légère circonstance de fait qui l'aurait soumis à la loi pénale, ses coauteurs échapperaient à la solidarité ? Et cela quelque importants que soient les intéressés lésés ! L'article 55 entraîne forcément la solidarité entre les codélinquants civils ».

Ce sont, comme on voit, des raisons d'équité que fait valoir Boistel. Elles ne sont guère probantes. D'abord l'auteur semble faire un peu trop bon marché de la différence entre les délits civils et les infractions pénales. La « légère circonstance de fait » dont il parle, c'est toute l'incrimination, ce sont les éléments constitutifs du vol, de l'escroquerie, du faux, de l'assassinat ! Cela méritait mieux que l'expression dédaigneuse de Boistel.

(1) Note sous l'arrêt de Cass. 12 février 1879 au Dalloz., 79. 1.281.
— Voyez anciennement Merlin, *Questions de droit*, v^o Solidarité, § XI.

Et puis, pour protester, au nom de l'équité, contre les résistances à l'extension de la solidarité pénale aux délits civils, il faudrait d'abord établir que la solidarité pénale est parfaitement fondée en équité. Nous l'avons jusqu'ici contesté, même en ce qui a trait spécialement aux réparations civiles. Ce que l'équité commanderait, c'est, sous certaines conditions, la reconnaissance d'une obligation *in solidum* ; mais rien au delà.

En droit du moins, sinon en équité, est-il permis d'appliquer l'article 55 aux délits civils et aux quasi-délits ? Nous étions plus à l'aise pour rejeter la théorie qui prétend déduire la solidarité de l'article 1382 C. Civ. L'article 55 est bien une disposition de la loi en vertu de laquelle la solidarité a lieu de plein droit.

Mais peut-on l'étendre par analogie ? Nous dénions ce pouvoir aux tribunaux.

Sans ergoter sur le sens de l'article 1202, le caractère exceptionnel de la solidarité ne nous paraît guère contestable. Or le raisonnement d'analogie n'est jamais admissible pour étendre une disposition d'exception. *Exceptio est strictissimae interpretationis*.

De plus, l'article 55 est une disposition pénale ; à ce titre aussi les tribunaux avaient le devoir de l'interpréter de façon étroite (1). Sans doute, ainsi qu'on

(1) Cette extension de l'article 55 a encore pour conséquence de rendre injustifiable une jurisprudence solidement établie, et d'après laquelle en matière civile, les dépens ne sont pas dus solidairement (Bordeaux, 12 août 1872, S. 72. 2. 277 ; — Cass. 22 octobre 1888,

verra plus loin, la jurisprudence considère la solidarité pénale comme un mode d'exécution, et non comme une peine. Mais les modes d'exécution du droit criminel ne peuvent pas davantage que les peines être transplantés dans le droit civil. En l'absence des lois spéciales qui la régissent, concevrait-on que la contrainte par corps, parce qu'elle est visée dans l'article 52 C. P., servit au recouvrement des créances civiles ?

Non seulement l'article 55 ne justifie pas cette extension de la solidarité aux délits civils et aux quasi-délits, mais encore, raisonnant *a contrario*, nous pensons qu'il s'y oppose de la façon la plus formelle (1).

Qu'on nous permette de signaler que, sur la question et depuis quelques années déjà, toute une révolution couve en jurisprudence. Les tribunaux et les Cours d'Appel ont entrevu que la solution équitable et juridique est commandée par la notion d'obligation *in solidum*. Cette notion, d'assez nombreux jugements et arrêts l'analysent avec beaucoup de netteté, et lui donnent son véritable nom d'obligation *in soli-*

S. 89. 1. 7 ; — 10 décembre 1895, D. 96. 1.387 ; — 8 juillet 1896, D. 97. 1. 361 ; S. 97. 1. 217), à moins qu'ils ne soient alloués à titre de dommages-intérêts (Cass. 13 janvier 1897, D. 97. 1. 151 ; — 3 janvier 1899, D. 99. 1. 48 ; S. 99. 1. 232) ou que la condamnation principale ne soit elle-même solidaire (Cass. 20 juillet 1896, S. 97. 1. 364 ; — 26 novembre 1907, D. 1908. 1. 139).

Le raisonnement par analogie qu'on invoque doit, pensons-nous, s'appliquer aux frais tout aussi bien qu'aux dommages-intérêts.

(1) Comparez Lafay, p. 103.

dum (1). On est donc en droit d'espérer que, revenant quelque jour sur une jurisprudence qui fut surtout remarquable par ses incessantes variations dans la détermination des motifs, la Cour de Cassation se ralliera à la théorie qu'après tant d'auteurs (2) nous avons, à notre tour, soutenue et défendue.

Lorsqu'un crime ou un délit sont amnistiés, il ne peut plus pour eux être sujet de solidarité des amendes. La dette elle-même s'éteignant, aucune modalité ne peut lui survivre.

Mais les conséquences civiles du fait amnistié subsistent : Sauf, ajoute-t-on, en cas de disposition contraire de la loi. C'est prévoir une circonstance qui, croyons-nous, ne s'est jamais présentée. Loin de là, les lois d'amnistie ont presque toujours soin d'affirmer clairement que les droits des tiers demeurent intacts.

Quant aux réparations civiles, les coauteurs du délit amnistié restent-ils solidaires ?

Nous ne le pensons pas. La solidarité est une conséquence du caractère délictueux des actes auxquels donnent lieu. Ce caractère effacé, elle manque de cause.

Mais, sans doute, tel ne serait pas l'avis de la juris-

(1) Alger, 15 mars 1890, D. 94. 1. 513 ; — Nîmes, 30 avril 1895, D. 95. 2. 315 ; — Douai, 31 juillet 1897, D. 99. 2. 211.

(2) Voyez notamment Toullier, XII, nos 150 et 151 ; — Duranton, XI, n° 194 ; — Marcadé, IV, n° 604 ; — Demolombe, III, n° 251.

prudence, puisque couramment elle déclare solidaires les coauteurs de délits civils. Or, dès l'instant où des intérêts particuliers sont lésés, le délit amnistié dégénère en un délit civil, ou même exceptionnellement en un quasi-délit, si — tel l'homicide par imprudence — l'infraction amnistiée n'impliquait aucun élément intentionnel.

Pour la solidarité des frais, la question se pose dans des termes identiques. Le plus souvent d'ailleurs ils ne seront pas exigibles, soit qu'ainsi en dispose la loi d'amnistie, soit même, plus simplement, par l'effet du silence qu'elle garde à leur endroit.

Il se peut qu'une mesure de grâce intervienne au profit d'un ou de plusieurs des condamnés à une peine d'amende. Leurs coprévenus indirectement en bénéficieront ; ils auront la certitude qu'on ne leur réclamera pas, au titre de la solidarité, les amendes dont est accordée remise.

Faut-il aller plus loin, et décider que la grâce accordée à l'un des condamnés a pour effet de les libérer tous, du même coup ?

En droit civil, ce serait la solution légale. Suivant l'article 1285. « La remise ou décharge conventionnelle au profit des codébiteurs solidaires, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ce dernier ».

Mais il faut bien comprendre que la solidarité, tout en restant une, revêt un caractère différent, selon qu'elle porte sur une dette civile ou sur des amendes.

Une dette civile solidaire est presque toujours une dette *unique*, à laquelle tous les codébiteurs se sont obligés. En faisant à l'un d'eux remise de cette dette, le créancier paraît renoncer à sa créance. C'est l'intention que la loi lui présume ; sauf à lui à en manifester une autre, et à réserver ainsi son action contre tous ses débiteurs, moins un.

Pour les amendes au contraire, il existe autant de dettes que de condamnations ; seulement le législateur relie toutes ces dettes d'un lien de solidarité. Elles n'en demeurent pas moins distinctes, et en faisant à l'un des condamnés remise de son amende, le créancier — l'Etat — ne manifeste en rien, ni expressément ni tacitement, l'intention de libérer tous les condamnés. Autrement dit, la présomption de remise de la dette entière, exacte en matière civile, perd, en droit pénal, sa raison d'être. *Cessante ratione legis, cessat ejus dispositio.*

La grâce ne s'applique donc directement qu'au bénéficiaire désigné dans le décret.

Quelle devient sa situation à l'égard de ses coobligés solidaires ? Voici le raisonnement tenu par Thibault :

La remise de l'amende équivaut-elle à la remise de la dette qui serait consentie en matière civile à l'un

des coobligés solidaires et seulement pour sa part ? Cela dépend des cas. Si l'amende du bénéficiaire de la remise est inférieure à la somme obtenue, d'abord en additionnant les différentes amendes, et ensuite en divisant ce total par le nombre des condamnés, ce même bénéficiaire reste solidairement passible avec tous ; il n'a pas obtenu remise de toute sa part. Au cas contraire, c'est-à-dire si son amende est supérieure à la moyenne des amendes prononcées contre ses codélinquants, alors seulement il est placé dans la situation du débiteur solidaire à qui le créancier accorde, pour sa part, remise de la dette.

— C'est se méprendre singulièrement sur le mot « *part* ». Thibault suppose que la part dont le créancier fait remise est la part *virile*. Mais pourquoi ne serait-elle pas aussi bien la part *réelle* ? L'article 1285, alinéa 2, ne distingue pas. « Dans ce dernier cas, dispose-t-il (le créancier) ne peut plus répéter la dette que déduction faite de la *part* de celui auquel il a fait remise ».

., C'est donc à la doctrine et à la jurisprudence à distinguer. Delvincourt autrefois professait une théorie suivant laquelle la remise nécessairement s'appliquait à la part réelle, chaque fois que le créancier avait connu la situation respective des coobligés. C'était exagéré. Comme le montrent Toullier (VII n° 329) et Marcadé (IV n° 802), dans certaines hypothèses, tout en sachant bien pour quelle part chacun des débi-

teurs était intéressé, le créancier a pu vouloir accorder à l'un d'eux remise de la part virile. Mais, il faut bien l'avouer, ce sera l'exception. C'est une pure question d'intention qui se pose.

Or, en matière de grâce, l'intention de l'Etat n'est pas douteuse. Elle est de consentir à l'un des condamnés remise de son amende, ou, autrement dit, de sa part réelle dans l'ensemble des condamnations pécuniaires.

On n'aperçoit même pas bien ce que signifierait une remise accordée à l'un des coupables pour sa part virile, c'est-à-dire pour une somme presque toujours inférieure ou supérieure à son amende. Et quand la part virile serait plus forte que la part réelle, il faudrait logiquement reconnaître aux condamnés non graciés le droit de bénéficier proportionnellement entre eux de la différence entre ces deux parts !

En outre, le système de Thibault serait inique. Il consisterait à ne décharger de toute obligation solidaire que les délinquants condamnés à une amende supérieure à la moyenne des amendes infligées. Il y aurait donc, pour les coupables bénéficiaires d'une grâce, gros intérêt à avoir subi une condamnation élevée !

Nous admettrons donc que l'individu grâcié est toujours et identiquement dans la situation du débiteur auquel, *pour sa part*, le créancier a accordé remise de la dette solidaire. En conséquence, l'Etat conser-

vera sa créance solidaire contre les coupables non graciés, mais déduction faite de l'amende ainsi remise.

Comment se répartiront les parts d'insolvables ?

On ne peut y faire participer l'individu dont le nom figure au décret de grâce. Affranchi de sa dette personnelle, il n'est pas admissible qu'on le déclare tenu de celle d'autrui. Outre que ce serait aller à l'encontre du but de la grâce, la solidarité suppose une obligation existante et l'obligation s'est éteinte.

Mais, d'un autre côté, il n'est pas permis, pour octroyer une faveur à l'un des coupables, d'aggraver la situation des autres. Leur coobligé aurait supporté une portion de cette insolvabilité (art. 1214) et l'éventualité de cette participation a pu les décider à demeurer inactifs pendant les délais de recours. Puis la grâce accordée est pour eux « *res inter alios acta* ». Elle ne peut donc rendre pire leur position.

C'est par conséquent l'Etat qui aura la charge de cette insolvabilité dans la proportion où le bénéficiaire de la remise y eût participé (1).

La solidarité des amendes étant une peine, peut être remise par mesure gracieuse. Ainsi en a décidé le Conseil d'Administration du Ministère de la Justice, le 9 novembre 1855.

(1) Telle est, du reste, la solution du droit civil (Marcadé, IV, n° 802).

Si la remise de la solidarité a été consentie au profit d'un seul, le Trésor conserve bien, envers les autres condamnés, son action solidaire, mais « sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité » (Art. 1210 C. Civ.).

Par qui seront définitivement supportées les parts d'insolvables qui, sans le décret, de grâce, seraient venues à la charge du délinquant ?

Il faut, tout d'abord, écarter ses cocondamnés. Comme précédemment, on doit déclarer en ce qui les concerne que, la grâce étant pour eux *res inter alios acta*, n'a pu avoir pour résultat d'aggraver leur situation.

Reste à choisir entre le condamné bénéficiaire de la remise et l'Etat.

Aucune raison juridique ne s'oppose *a priori* à ce que le débiteur gracié prenne sa charge des insolvabilités. Bien au contraire, c'est la solution qui paraît commandée par le Code civil. « Dans le cas, dit l'article 1215, où le créancier a renoncé à l'action solidaire envers l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolvables, la portion des insolvables sera contributoirement répartie entre tous les débiteurs, même entre ceux précédemment déchargés de la solidarité par le créancier ». L'exposé des motifs se révèle à cet égard de la plus remarquable précision. « La division de la dette n'a pu être consentie ni acceptée que sauf le droit d'autrui; ainsi le

codébiteur, déchargé de la solidarité envers le créancier a dû compter qu'il lui restait encore une obligation à l'égard de ses codébiteurs en cas d'insolvabilité de quelques-uns d'entre eux ».

Et pourtant dans la très grande majorité des cas, il faudra dire que les parts d'insolvables viennent au compte, non du condamné qui les aurait supportées sans la remise dont il bénéficie, mais bien de l'Etat. C'est qu'en effet, presque toujours, dans l'intention du Pouvoir Exécutif qui l'a consent, la remise de la solidarité comprend, au profit du bénéficiaire, non seulement renonciation au droit de le contraindre pour le tout, mais encore remise définitive en sa faveur des portions d'insolvabilités.

La preuve de cette intention réside en ce fait que, comme l'observe Thibault, la formule de notification de la remise réserve uniquement « les droits de la partie civile, s'il y a lieu » (1).

L'absolution empêche-t-elle la solidarité du prévenu ou de l'accusé absous avec ses coauteurs ou complices condamnés à une peine ? Non, dans la mesure où elle

(1) Par la méconnaissance des principes du droit civil qui servent de base à toutes ces notions, Paringault (n° 27), qui ne voit que l'article 1285, en arrive à professer une opinion évidemment erronée : qu'en cas de lettres de grâce faisant à l'un des condamnés remise de la solidarité, la remise s'étendrait à tous. Cette erreur repose sur une confusion ; l'article 1285 s'applique, non à la remise de la solidarité, mais à celle de la dette.

ne fait pas obstacle à la condamnation pour un crime ou pour un délit. Ceci nécessite quelques explications.

En ce qui concerne la peine, l'individu absous, s'il n'est pas acquitté, n'est pas davantage condamné. Au contraire, pour ce qui touche aux restitutions, aux dommages-intérêts, et même, d'après une jurisprudence constante, aux frais du procès, il peut encourir une véritable condamnation.

Il ne s'agira donc pas, en cas d'absolution, de solidarité des amendes, mais seulement de solidarité des réparations civiles et des frais.

D'autre part, l'absolution résulte de plusieurs causes : l'existence d'une excuse absolutoire, l'extinction de l'action publique par prescription (1), l'absence d'un texte de loi incriminant et punissant le fait. Dans les deux premiers cas, l'infraction subsiste ; il y a seulement, pour le juge, empêchement de prononcer une peine. Dans le deuxième, au contraire — le seul que prévoie le Code d'Instruction Criminelle, art. 364 — il n'y a jamais eu infraction.

Il est clair que la solution doit varier selon l'une

(1) Sans doute, à notre avis, l'effet normal de la prescription de l'action publique est de rendre celle-ci irrecevable, sans qu'il ait lieu à procéder à l'examen de la culpabilité du prévenu. Il peut néanmoins se présenter telle hypothèse où cette culpabilité aura été valablement examinée et constatée ; c'est alors qu'interviendra une sentence d'absolution. Voyez l'espèce soumise, le 10 août 1890, à la Cour d'assises de la Haute-Vienne (D. 91. 2. 71) Comp. Cass. 2 juin 1831, Dalloz, *Répertoire*, v^o Instruction criminelle n^o 3735. — Faustin Hélie, *Traité de l'Instruction Criminelle* (1860), t. IX, p. 264 ; — Garraud, *Précis*, n^{os} 409 et 563 texte et note.

ou l'autre de ces hypothèses. Quand il y a eu infraction pénale, l'absolution ne l'efface pas ; la condamnation aux réparations civiles et aux frais est donc prononcée contre l'absous à raison d'un crime ou d'un délit. Il est, par suite, solidaire avec ses codélinquants condamnés ou absous.

Au contraire, quand l'absolution est prononcée parce que le fait n'est prévu par aucune loi pénale, aucune solidarité ne devrait peser sur l'absous.

Seulement cette distinction sera pratiquement non avenue, par suite de la jurisprudence que nous avons examinée (1) et qui étend la solidarité aux délits civils et aux quasi-délits.

Pour les mineurs acquittés, conformément à l'article 66 C. P., comme ayant agi sans discernement, nous dirons, comme pour les coupables absous : La solidarité leur est applicable dans la mesure où ils peuvent encourir une condamnation à raison d'un crime ou d'un délit.

Mais quelle est cette mesure ? La réponse dépend du caractère que l'on attribue à l'acquittement pour défaut de discernement. Et là-dessus cesse tout accord. L'acquittement prononcé en vertu de l'article 66 est-il un acquittement véritable ou ne ressemble-t-il pas plutôt à une excuse absolutoire ?

(1) *Supra*, p. 128 et s.

Les deux opinions ont leurs partisans, et ce n'est point ici le lieu d'exposer les arguments invoqués. Quant à nous, nous inclinons à voir dans l'acquittement pour défaut de discernement un état qui se rapproche beaucoup de l'absolution. Les points de ressemblance sont nombreux. Ainsi la question de discernement devra, comme une question d'excuse, être posée distinctement de la question générale de culpabilité. De même, c'est un arrêt de la Cour, et non une ordonnance du président, qui absout. Le mineur acquitté pour défaut de discernement ne pourrait pas, comme un acquitté ordinaire, réclamer à ses dénonciateurs des dommages-intérêts pour faits de calomnie. La Cour ou le tribunal correctionnel auront le droit de le condamner aux frais, comme l'absous (1).

Ce qu'il importe surtout de retenir, c'est que l'acquittement pour défaut de discernement, comme en général l'absolution, n'exclut pas la culpabilité de l'agent. Par conséquent un véritable crime ou un véritable délit peuvent avoir été commis.

Or, en outre des frais, le mineur acquitté conformément à l'article 66 C. P. sera, le cas échéant, condamné aux restitutions et aux dommages-intérêts; l'acquittement pur et simple lui-même n'y ferait pas obstacle le plus souvent. Une jurisprudence très contestée, mais qui nous paraît fondée, autorise encore sa condamna-

(1) Cass. 10 février 1876, D. 76. 1. 415; — 18 juillet 1889, D. 89. 5. 244.

tion aux amendes purement [fiscales. Ne constituent-elles pas en effet la réparation pécuniaire due à l'Etat?

Dès lors, le mineur acquitté comme ayant agi sans discernement sera solidairement passible avec ses codélinquants des amendes fiscales, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais ou, bien entendu, de quelques-unes seulement de ces prestations, si personnellement il n'a pas été condamné à toutes.

Une personne, civilement responsable du fait d'autrui, est-elle solidaire avec les coauteurs ou complices du condamné dont elle répond, des amendes, des réparations civiles ou des frais ?

Une réponse générale n'est donnée par les textes qu'en ce qui concerne les frais. L'article 194 alinéa 1^{er} C. Inst. Cr., dispose : « Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit... les condamnera aux frais, même envers la partie publique ». De plus, l'article 156, déjà cité, du décret du 18 juin 1811, porte : « La condamnation aux frais sera prononcée dans toutes les procédures, solidairement contre tous les auteurs et complices du même fait, et contre les personnes civilement responsables du délit ».

Pour les amendes et les réparations civiles, il faut se référer aux principes généraux. Or, d'une part

les peines sont personnelles, et d'autre part le civilement responsable, comme son nom l'indique, ne répond que des conséquences civiles de l'infraction. Sa responsabilité s'analyse en cette présomption que par sa faute il a laissé le délit s'accomplir. Mais cette faute, toute de négligence, ne revêt aucun caractère délictueux.

Le civilement responsable n'est donc tenu d'amendes, ni du fait d'autrui, ni de son propre fait, et par suite, de ce chef aucune solidarité ne pèsera sur lui (1).

Seulement cela n'est exact qu'à l'égard des amendes purement répressives. Les amendes fiscales en effet constituent un dédommagement pécuniaire envers l'Etat. Or, pour tout ce qui est réparation civile, le civilement responsable est solidairement tenu, au même titre que le délinquant. La condamnation qu'il a encourue du fait d'autrui ne trouve-elle pas sa cause dans un crime ou dans un délit ? Selon l'expres-

(1) Il n'en sera autrement qu'au cas de disposition expresse. C'est ainsi qu'aux termes des décrets du 6 juillet 1810, art. 59, et 18 août 1810, art. 127, le greffier en chef de la Cour ou du tribunal est solidairement responsable « des amendes, restitutions, dépens, dommages-intérêts, résultant des contraventions, délits ou crimes dont ses commis se seraient rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions. »

Pour les contraventions postales, l'arrêté du 27 prairial an IX, art. 9, porte : « Les maîtres de poste, les entrepreneurs de voitures libres et messageries sont personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours. »

Et ces deux exceptions ne sont pas les seules.

sion de Laborde, saisissante sinon minutieusement vraie, il est « la caution solidaire du prévenu dont il répond ».

En ce qui touche spécialement aux amendes fiscales de nombreux textes viennent corroborer ces principes. Ainsi, en matière de douanes, la loi des 6-22 août 1791, titre 2, article 29, dispose : « En cas de contravention ou de fraude, la confiscation des marchandises sera prononcée contre les messagers et conducteurs de voitures publiques, ainsi que l'amende dont les propriétaires, fermiers ou régisseurs desdites voitures seront responsables ». Au titre XIII, article 20 de la même loi, on lit : « Les propriétaires des marchandises seront responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens ».

Le décret du 1^{er} germinal an XIII, sur les droits réunis, contient (art. 35) une disposition à peu près textuellement identique.

En matière forestière, le civilement responsable n'est pas en principe tenu des amendes (C. for. art. 206 § 2). Mais quelques articles du Code forestier lui-même y dérogent expressément (art. 46, 147).

L'accusé ou le prévenu acquittés peuvent (art. 358 C. Inst. Cr. et 373 C. P.) obtenir, pour délit de calom-

nie, des dommages-intérêts contre leurs dénonciateurs. Il y a infraction pénale relevée à la charge des dénonciateurs, donc solidarité.

Si, au contraire, les dommages-intérêts sont attribués à l'acquitté pour abus de citation directe ou pour plainte mal fondée, il n'y a plus délit ; l'article 55 devient inapplicable (1). Sans doute, ces dommages-intérêts, le juge de la répression est compétent pour les fixer et en prononcer condamnation ; mais cette compétence n'ôte pas à la demande son caractère civil. Seule, la solidarité pour délit civil, admise en jurisprudence, sera possible.

La question a été soulevée devant la Cour de Cassation de savoir si l'accusé ou le prévenu acquittés étaient solidairement passible des dommages-intérêts et des frais encourus par leurs coauteurs ou complices condamnés.

Voulant rester logique avec les principes qui dictent sa jurisprudence habituelle, la Cour Suprême distingue selon que l'acquittement laisse ou non subsister l'existence d'un délit civil, réunissant par ailleurs toutes conditions requises pour donner lieu à solidarité. Ainsi, selon les espèces, elle prononce ou ne prononce pas de condamnation solidaire. Voyez Cass. 22 janvier 1830, D. 30. 1. 90. — 3 décembre 1836,

(1) Sourdat, I, n° 164 ; — Le Sellyer, II, n° 460.

S. 38. 1. 82. — 29 décembre 1836, D. 37. 1. 486. —
26 avril 1894, D. 94. 1. 496.

Pour nous, il n'est pas de meilleure preuve du
désaccord entre la jurisprudence et la loi.

CHAPITRE VI

Troisième et dernière condition : UN MÊME crime ou UN MÊME délit

1^o Pluralité de délinquants : Coauteurs. Complices.

2^o Unité d'infraction. Éléments qui la constituent. — L'unité d'intention. Pourquoi elle est nécessaire. Comment il faut l'entendre. Faut-il qu'il y ait concert prémédité et réfléchi ? — La connexité : elle résulte de l'absence d'un ou de plusieurs des éléments qui constituent l'unité d'infraction. L'article 55 s'applique-t-il aux délits connexes ? La doctrine. Appréciation des arguments invoqués. Pourquoi les infractions connexes ne doivent pas donner lieu à solidarité. La jurisprudence. Etude de l'affaire Baihaut-Blondin-de Lesseps. Examen d'espèces isolées. — L'unité de poursuite n'est pas suffisante.

La dernière condition, pour qu'il y ait solidarité des amendes, est l'existence d'*un même* crime ou d'*un même* délit, ou encore, comme dit Garraud : « la coopération de tous les débiteurs prétendus solidaires à l'infraction. »

Elle s'analyse en deux éléments distincts : pluralité de délinquants, unité d'infraction.

La pluralité de délinquants peut résulter d'une participation au délit directe et immédiate, ou, à l'inverse, indirecte et médiate, de la part des différents coupables. Au premier cas, il y a, du crime ou du délit, plusieurs auteurs ; au second, et si les conditions des articles 60, 61 et 62. C. P. sont remplies, il y a, à côté d'un ou de plusieurs auteurs, un ou plusieurs complices.

Nous n'avons pas à indiquer par la réunion de quelles circonstances sera constituée cette participation médiate à l'infraction qui s'appelle la complicité. Bornons-nous à dire que sont complices ceux qui ont provoqué ou préparé l'infraction, ou ceux qui ont aidé à son accomplissement, dans les faits qui l'ont facilitée ou consommée.

La solidarité des amendes porte indistinctement sur ces deux catégories d'agents, le coauteurs et les complices. Certes, il importait que le Code pénal énumérât les cas de complicité ; sans les articles 60, 61 et 62 C. P., ils ne seraient répressibles d'aucune peine. Mais si le législateur établit, comme il convient, la différence entre les coauteurs et les complices, c'est pour les placer tous, au point de vue de la responsabilité et de la répression, sur un pied d'égalité théorique absolue. — Les uns comme les autres, ils sont « des individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit », punissables des mêmes

peines ; sur quoi pourrait-on fonder, en ce qui touche à la solidarité, la raison d'une différence quelconque ? (1).

Quand y aura-t-il unité d'infraction ? Prenons une hypothèse qui, indiscutablement satisfasse à cette condition : Primus, Secundus et Tertius, se conformant à un plan que de concert ils ont formé, ont été ensemble cambrioler une villa. — Il y a bien unité d'infraction. Pourquoi ?

C'est qu'on y trouve à la fois unité d'intention, unité de temps et de lieu dans l'exécution, unité d'incrimination à relever contre chacun. Dans quelle mesure ces divers éléments sont-ils nécessaires pour constituer l'unité de crime ou l'unité de délit ?

Tout d'abord, l'unité d'intention, c'est-à-dire la volonté commune et nécessairement préalable de commettre, de compagnie, un crime ou un délit déterminés, est-elle indispensable ? Cela paraît certain. Sinon, il y aura peut-être perpétration d'un délit par chacun des individus, mais il n'y aura pas *un même* délit. Les infractions, aussi nombreuses que les délinquants, resteront entre elles distinctes ; tout au plus seront-elles reliées d'un lien de connexité.

(1) Le Sellyer, II, n° 428. — Sourdat, I, n° 153. — Cass. 2 juin 1883, D. 84. 1. 427.

Si Primus, Secundus et Tertius, au lieu d'aller ensemble au pillage de la villa, s'y sont rendus chacun séparément, sans, antérieurement, aucune entente entre eux ; si, se rencontrant à la même heure sur le théâtre de leurs opérations, chacun, de son côté, a pris ce qu'il a trouvé ; s'ils ne se sont apportés mutuellement aucune aide, en rivaux qui se respectent, mais qui ne se sollicitent pas, alors il n'y a pas eu un même délit. Trois infractions ont été commises, distinctes, ou connexes comme ayant été perpétrées en même temps, par plusieurs personnes réunies.

Une exception doit pourtant être formulée. Il pourra y avoir solidarité, sans communauté d'intention, dans les délits qui existent même en l'absence de l'élément intentionnel. On ne peut exiger, pour l'application de la solidarité, une condition qui n'est pas nécessaire pour la constitution même du délit (1).

Primus, Secundus et Tertius, se rencontrant, sans se connaître, à la porte de la maison, ou même à l'intérieur, ont-ils immédiatement convenu, de façon plus ou moins expresse, qu'au lieu d'agir individuellement, ils combindraient leurs efforts, et partageraient ensuite le produit du larcin ? Il y a alors unité d'intention. La réflexion et la discussion préalables à l'accord ont été, par la force des circonstances, considérablement abrégées, mais qu'importe ? Dès

(1) Comp. Cass. 1^{er} décembre 1868, S. 69. 1. 354. — Blanche, I, n^o 345.

qu'il y a, pour un même fait délictueux, coopération, aide mutuelle, volonté de tirer parti de l'union pour le mal, il y a vraiment unité de délit, que l'union ait été plus ou moins passagère, ou plus ou moins rapide à se conclure.

Cette question, si simple à l'analyse, sur laquelle, semble-t-il, l'accord eût dû se faire aisément, est devenue, au contraire, l'occasion de discussions très vives et de dissentiments très accusés. C'est qu'en doctrine comme en jurisprudence, elle a toujours été mal posée.

Faut-il, dit-on généralement, qu'il y ait concert prémédité et réfléchi ? Oui, répondent les uns ; car le législateur n'a pu vouloir lier par une commune responsabilité des prévenus qui sont entre eux des étrangers (1). Non, rispostent les autres ; l'article 55 n'exige rien de tel ; il peut y avoir un même crime ou un même délit sans préméditation et réflexion concertées.

Tous invoquent des motifs exacts, et tous ont tort par la conclusion qu'ils en tirent.

C'est que la condition d'un concert prémédité et réfléchi est singulièrement plus étroite que celle d'une coopération consciente. Bien évidemment, elle l'implique ; mais elle y ajoute quelque chose, qui

(1) Chauveau et Hélie, I, Ch. VIII, n° 134.

(2) Dalloz, *Répertoire*, v. Peines, n° 790. — Pandectes, v° Amendes, n° 386. — Labbe, p. 20.

paraît être la nécessité d'une réunion antérieure à l'infraction et dans laquelle les malfaiteurs discutent et arrêtent les détails d'exécution du crime ou du délit.

Or, dans l'exemple que nous avons choisi, de trois cambrioleurs qui, se rencontrant dans une maison, conviennent, par quelques mots très brefs ou par quelques signes rapides, qu'ils associeront leurs efforts, il y a bien unité d'intention, coopération consciente au délit de vol, mais non, à notre avis, concert prémédité et réfléchi.

La jurisprudence n'exige pas pour l'application de l'article 55, l'existence d'un plan prémédité et concerté. C'est ce qui ressort des arrêts de cassation du 2 mars 1814 (S. 14. 1. 224) et du 28 août 1857 (S. 57. 1. 879; Bull. n° 325).

Malheureusement, elle ne semble pas non plus exiger l'unité d'intention; elle paraît vouloir étendre la solidarité à toutes les espèces où se rencontre une participation, volontaire ou simplement accidentelle, au même fait criminel ou délictueux.

Voici, par exemple, dans quelles circonstances se présentait l'affaire soumise en 1814 à la Cour Suprême :

Une discussion d'intérêt éclate entre : d'une part, Joseph et Ferdinand Pucci, et d'autre part, Marie Sangiovanni. Elle se termine par des coups dont cette dernière est frappée. La Cour, avec raison,

déclare les frères Pucci solidairement passibles de l'amende à eux infligée pour délit de coups et blessures. Mais voici comment elle motive son arrêt :

« La solidarité de l'article 55 n'est point subordonnée à la circonstance où les condamnés auraient commis le délit par suite d'un concert réfléchi et prémédité entre eux. Dans sa généralité, elle s'applique même au cas où la culpabilité s'est formée *accidentellement, et sans accord préalable.* »

C'est ce que nous contestons. Si la culpabilité s'était formée par pur accident, sans aucun accord, ni expresse, ni tacite, entre les délinquants, sans volonté commune à eux de participer à une même infraction, il y aurait, non pas délit unique, mais délits différents, connexes tout au plus.

Seulement, deux observations s'imposent. Tout d'abord, la solution adoptée par la Cour de Cassation était commandée par la jurisprudence admise en matière de quasi-délits. Si les simples dommages causés non intentionnellement donnent lieu à solidarité, à plus forte raison doit-il en être de même, quand les faits, accomplis sans que leurs auteurs aient été animés par une commune intention, constituent des crimes ou des délits.

En second lieu, dire que, dans certains cas, il y aura, non pas infraction unique, mais plusieurs infractions connexes, n'est pas résoudre le problème ; c'est simplement le déplacer. Quelle sera, en effet, la solution

admise au cas de connexité ? Telle est la question qu'il nous faut étudier.

Au même titre que l'unité d'intention, l'unité de temps et de lieu dans l'exécution, l'unité d'incrimination envers chacun, sont des éléments nécessaires pour qu'il y ait un même crime ou un même délit. Lorsque l'un d'eux manquera, il n'y aura plus infraction unique, mais peut-être, par la réunion des autres éléments, ou parfois même par l'existence d'un seul d'entre eux, crimes ou délits connexes. L'article 227 C. Inst. Cr. dispose en effet :

« Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis en même temps, par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes, même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité. »

Cette énumération n'est pas limitative ; elle n'a qu'un caractère énonciatif (1).

La solidarité des amendes s'étend-elle aux délits connexes ?

(1) Cass. 7 décembre 1860, Bull. n° 278. — 18 novembre 1887, Bull. n° 393.

La majorité de la doctrine le soutient. Nous citerons notamment Blanche (I, n° 419), Sourdat (I, n° 148); Labbe (p. 22); Vidal (p. 687, note 5); Garraud (II, n° 509). Voici les raisons qu'en donne ce dernier auteur :

« L'idée d'une faute commune, qui explique et justifie dans une certaine mesure, l'article 55, en commande l'application à ces crimes et délits, qui dépendent les uns des autres et ne forment, à vrai dire, que les parties d'un même tout. »

Tous s'expriment à peu près textuellement dans ces termes.

Nous ne partageons pas cette opinion.

Tout d'abord, la connexité ne nous paraît intéressante qu'à un point de vue, le seul envisagé par le législateur : elle permet de déroger à la compétence *ratione materiae* et *ratione loci*. *Ratione materiae* : si les faits connexes ressortissent de deux juridictions différentes, c'est la juridiction supérieure qui, pour toutes les infractions, sera compétente (1); la Cour d'Assises connaîtra donc des délits connexes à des crimes. *Ratione loci* : le tribunal compétent pour juger l'un des délits connexes, peut également les juger tous.

Et cela est rationnel. Eu égard aux rapports que ces infractions présentent entre elles, le juge, le plus

(1) Cass. 24 mars 1827, D. 27. 1. 396.

souvent, aura intérêt, pour une bonne administration de la justice, à les grouper dans une même instruction, à les soumettre aux mêmes débats, à les réprimer dans le même jugement. Elles s'éclaireront les unes les autres ; ainsi réunies, chacune prendra sa vraie place dans l'ensemble. Juxtaposées, les culpabilités se préciseront et se gradueront mieux. Mais cette considération permet-elle de conclure à la solidarité des amendes encourues pour délits connexes ?

D'autant que la jonction des procédures ne devra pas être effectuée si une bonne administration de la justice n'y doit pas trouver d'avantages. Obligatoires pour les délits indivisibles, cette jonction n'est que facultative au cas de connexité (1).

Alors que le législateur ne prévoit de la connexité que cet effet imprécis d'autoriser, sous certaines conditions, le juge à grouper les procédures, comment peut-on prétendre en tirer cette conséquence singulièrement rigoureuse d'une solidarité entre les délinquants ?

Il y a plus : Les crimes et les délits connexes ne constituent pas un même crime ou un même délit, mais bien des crimes et des délits distincts. Situés entre les délits indivisibles et ceux qui ne présentent, les uns envers les autres, aucune corrélation, il convient, avant d'accuser l'affinité qu'ils ont entre

(1) Cass. 8 février 1895, D. 99. 1. 609 ; — 17 janvier 1903, Bull. n° 28 ; — 3 juillet 1903, Bull. n° 239.

eux, de les rattacher au genre le plus prochain dont ils dépendent. Ce genre est bien celui des délits distincts.

A cet égard, il est curieux de rechercher quelle définition ont donnée de la connexité les auteurs qui lui étendent les dispositions de l'article 55. Garraud, nous l'avons vu, est du nombre, sous prétexte que les infractions connexes ne forment que les parties d'un même tout. Or, voici comment il s'exprime sur la connexité, dans son *Traité d'instruction criminelle* (II, n° 578) :

« Les délits sont connexes, lorsque chaque fait ou chaque groupe de faits a le caractère de délits *distincts*, reliés entre eux par un rapport qui ne les empêche pas de conserver *leur individualité propre*. »

La contradiction est flagrante ! Tantôt les délits connexes ne forment que les parties d'un même tout, tantôt, au contraire, ils sont des délits distincts, conservant leur individualité propre !

Parmi les auteurs qui, comme nous, se refusent à admettre l'extension de l'article 55 aux hypothèses de connexité, il faut mentionner Laborde (n° 408). Mais il énonce une réserve qu'il ne nous est pas possible d'accepter telle quelle. « Les délits connexes, dit-il, ne peuvent engendrer la solidarité que pour les dépens, et à la condition d'avoir été réunis dans la même poursuite. Les frais sont, en effet, occa-

sionnés par la recherche des circonstances de l'infraction ; or, la connexité entre deux délits étant une de ces circonstances, tous les faits relatifs à la preuve de l'un s'applique dans une certaine mesure à la preuve de l'autre ; dès lors, ils sont dus solidairement par les auteurs des deux délits. »

C'est donc sur une situation de fait et sur l'équité, et non pas sur le texte mêmes de l'article 55 que Laborde fonde cette solidarité. Or, nous le répétons une fois de plus, la solidarité ne peut pas résulter de l'obligation commune à plusieurs d'acquitter une même dette ; seule, l'obligation *in solidum* peut en découler. La confusion paraît d'autant plus étrange que Laborde est un des auteurs qui ont le plus judicieusement distingué la solidarité de l'obligation *in solidum*.

La jurisprudence déclare solidaires les individus condamnés pour crimes et délits connexes. De tous temps, mais plus encore à notre époque, la Cour de Cassation a formellement accusé sa volonté à cet égard. Les arrêts sont nombreux. Citons entre autres : Cass. 23 avril 1841, Bull. n° 115 ; — 7 janvier 1843, D. 43. 1. 41 ; Bull. n° 1. — 28 septembre 1849, Bull. n° 261 ; — 12 août 1859, Bull. n° 201 ; — 2 avril 1874, S. 74. 1. 230 ; — 1^{er} juillet 1880, S. 81. 1. 237 ; — 25 juin 1886, Bull. n° 224 ; — 18 mars 1889, S. 90, 1. 373.

Qu'il nous soit encore permis de mentionner et d'étudier un peu longuement un jugement du tribunal de la Seine, rendu le 13 janvier 1897 (1).

Par arrêt du 21 mars 1893, intervenu à l'occasion de l'entreprise du Canal de Panama, la Cour d'Assises de la Seine avait condamné :

M. Charles de Lesseps, à un an de prison, pour corruption de fonctionnaires, crime prévu et puni par l'article 179 C. P.

M. Baihaut, ancien ministre des travaux publics, à 5 ans de prison et 750.000 francs d'amendes ; ayant qualité de fonctionnaires, il s'était laissé corrompre, et avait ainsi commis le crime prévu par l'article 177 C. P.

M. Blondin, complice de M. Baihaut, à deux ans de prison.

En outre, statuant sur les conclusions du liquidateur de la Compagnie de Panama, qui s'était constitué partie civile, la Cour condamnait solidairement Baihaut, de Lesseps et Blondin à la restitution à cette Compagnie de la somme de 375.000 francs, remise par de Lesseps aux deux autres. Elle restait muette sur la solidarité de l'amende.

Bénéficiant tous deux de la libération conditionnelle,

(1) *Gazette des Tribunaux* : 18, 19, 31 décembre 1896, 14 janvier 1897 ; — *Le Droit* : 18, 19, 31 décembre 1896, 14 janvier 1897.

de Lesseps fut rendu à la liberté au bout de 7 mois, et Baihaut en mars 1896.

Le 11 novembre 1896, le Trésor faisait signifier à chacun des trois condamnés d'avoir à payer 891.000 fr., montant intégral des sommes à lui dues par Baihaut. Ce dernier était à nouveau incarcéré, en vertu de la loi sur la contrainte par corps.

Opposition était formée au commandement. Le débat s'engage entre : d'une part, le receveur des amendes, et d'autre part, de Lesseps et Blondin. Baihaut forme, à la fois, une demande principale tendant à la nullité du commandement, et une demande en intervention, afin de rendre commune à lui et aux deux autres la décision qui sera prise.

Les avocats étaient : pour Baihaut, M^e Pourquery de Boisserin, pour Blondin M^e Lallier ; pour de Lesseps, M^e Barboux ; pour le receveur des amendes, M^e Maurice Bernard.

Tous les quatre, à tour de rôle, discutent et analysent l'article 55. M^e Lallier et M^e Barboux demandent au tribunal de repousser la solidarité d'entre les condamnés, pour les motifs que voici :

1^o La Cour d'Assises, dans le dispositif de son arrêt, ne prononçait, quant à la condamnation d'amende, aucune solidarité. Elle se bornait à condamner solidairement à des restitutions.

2^o Un seul des trois condamnés avait encouru une peine d'amende. Or, juridiquement, nous l'avons

dit (1), il n'y a lieu à solidarité des amendes qu'entre les individus auxquels une amende a été infligée :

3^o Enfin, il n'y avait pas un même crime, mais deux crimes connexes. C'était là, on peut le dire, l'argument fondamental.

A l'appui de son raisonnement, M^e Barbox apportait une consultation qu'avait demandée la famille de Lesseps à MM. A. Le Poittevin et Lyon-Caen. Nettement ces deux auteurs concluaient :

D'abord, que la solidarité ne peut s'appliquer, lorsqu'un seul des condamnés a encouru une peine d'amende ;

Et ensuite — et surtout — que les crimes et les délits connexes ne sont pas visés par les termes restrictifs de l'article 55.

M^e Maurice Bernard, plaidant pour le receveur des amendes, déclare :

« Je préfère aborder le point délicat, véritablement intéressant du débat : l'article 55 du Code pénal. Les adversaires ont essayé, en s'appuyant sur une savante consultation de MM. Le Poittevin et Lyon-Caen, de le combattre, d'en repousser la portée et l'application ; mais qu'est-ce que prouvent tous les efforts combinés ? simplement que cet article 55 existe toujours. »

Puis il indique qu'une jurisprudence constante

(1) *Supra*, page 85.

étend l'article 55 aux infractions punies de peines qui diffèrent par leur nature et aux infractions connexes. « La solidarité, ajoute-t-il, toujours selon la jurisprudence, n'est pas une peine, mais un mode d'exécution » (audience du 18 décembre 1896, *Gazette des Tribunaux*, 19 décembre 1896).

Même son de cloche, à l'audience du 30 décembre, avec les conclusions de M. le Substitut Seligmann (*Gazette des Tribunaux*, 31 décembre 1896).

Le 13 janvier 1897, sous la présidence de M. Baudoin, le tribunal rend son jugement. En voici quelques passages :

« Attendu que de Lesseps et Blondin soutiennent qu'ils ne sauraient être tenus du paiement de l'amende de 750.000 francs que l'arrêt du 21 mars 1893 n'a prononcé que contre Baihaut seul...

« Mais attendu... que la solidarité légale qui résulte de l'article 55, C. P. découle virtuellement et de plein droit des condamnations et qu'elle produit dès lors tout son effet sans qu'elle ait été prononcée par le juge, que la seule condition que le législateur ait mise à son existence, c'est que les prévenus aient été condamnés pour un même crime ou pour un même délit ; mais que dès qu'elle est remplie elle est suffisante ; qu'il importe donc peu que les coauteurs ou complices aient été, comme dans l'espèce, condamnés à des peines de natures différentes, les uns à l'emprisonnement, les autres à l'emprisonnement et à l'amende ; que la solidarité ne dépend pas du degré de culpabilité de chacun, mais de la participation de tous à la perpétration de l'infraction ; que cette règle n'est pas en contradiction avec le principe de la personnalité des peines ; qu'en effet, la solidarité est, non point une peine, mais un mode d'exécution de la peine...

« Que de Lesseps et Blondin ne sont pas plus recevables à prétendre que la Cour d'Assises, en ne prononçant pas contre eux la solidarité du chef de l'amende qu'elle appliquait à Baihaut, a clairement manifesté sa volonté de les en dispenser... ;

« Attendu que les termes de l'article 55 C. P. sont absolus ; que

les juges ne peuvent affranchir de la solidarité qui en résulte les condamnés que cette disposition y soumet de plein droit ; qu'ainsi qu'il vient d'être dit précédemment, l'article 55 ne distingue pas entre les divers degrés de culpabilité et ne restreint pas la solidarité au taux de la moindre des amendes... ;

« Attendu que de Lesseps soutient à la vérité que le texte même de l'article du Code pénal résiste à l'interprétation que lui donne le receveur des amendes, que la solidarité n'existe qu'entre individus condamnés pour un même crime ou un même délit ; que les crimes retenus à sa charge et à la charge de Baihaut étaient distincts, l'un étant prévu par l'article 177 du Code pénal, l'autre, par l'article 179, et que d'autre part, la connexité de ces deux crimes n'avait pas été constatée par l'arrêt de condamnation.

« Attendu que si les deux infractions prévues et punies par les articles 177 et 179 du Code pénal constituent deux crimes différents, il est non moins certain qu'elles sont reliées l'une à l'autre par les liens de la plus étroite connexité ; *qu'il est de jurisprudence universellement admise que la règle de l'article 55 s'applique aux crimes et délits connexes* qui, enchaînés les uns aux autres, ne forment, au point de vue de la raison et du droit *que les parties d'un même tout* ; que, dans ce cas, aussi bien que lorsque les condamnations sont prononcées à raison d'un même crime ou d'un même délit, la solidarité conserve le même caractère de solidarité légale, opérant de plein droit et découlant virtuellement de la condamnation... »

Ce jugement, malheureusement un peu long pour être ici intégralement reproduit, est, sous bien des aspects, intéressant.

Tout d'abord, il nous apporte l'écho à peine affaibli de la célèbre affaire de Panama, où, au désastre financier, à l'échec d'une gigantesque entreprise scientifique, s'ajoutaient toute l'exaspération des haines de parti, l'indignation sincère des uns et l'ambitieuse convoitise des autres.

Il présente ensuite, au point de vue de cette étude, le rare avantage de résumer excellemment l'état de

la jurisprudence sur les principales questions soulevées par l'application de l'article 55 : la solidarité doit-elle nécessairement être prononcée par le juge ? Existe-t-elle, que les condamnés aient ou non tous été condamnés à l'amende ? S'étend-elle aux délits connexes ?

Mais c'est principalement en ce qui concerne ce dernier point, que les attendus du tribunal sont curieux. Alors que sur les autres il répond aux demandeurs par des arguments juridiques très admissibles, sinon tous convaincants, sur celui-ci, au contraire, il invoque, comme raison principale, *la jurisprudence* : « Il est de jurisprudence universellement admise que la règle de l'article 55 s'applique aux crimes et délits connexes. »

N'est-ce pas, au premier contact avec la difficulté, l'aveu d'une certaine gêne à justifier cette extension de l'article 55 ?

Pourtant le tribunal ne veut pas, et c'est tout à son honneur, s'en tenir là. Il cherche à rendre cette jurisprudence juridiquement acceptable ; seulement, dans ses motifs, perçoit un embarras bien visible.

Il invoque l'argument que nous avons énoncé, et qu'on trouve chez Garraud comme chez bon nombre d'auteurs : « Les crimes et délits connexes ne forment, au point de vue de la raison et du droit, que les parties d'un même tout ». Ainsi, les délits con-

nexes réalisent l'unité d'infraction ? Le tribunal lui-même se charge de répondre négativement : « Dans ce cas, *aussi bien que* lorsque les condamnations sont prononcées à raison d'un même crime ou d'un même délit, etc... »

Est-il possible de mettre plus brutalement la jurisprudence en contradiction avec la loi ? Celle-ci réserve la condamnation solidaire aux infractions qui constituent un même crime ou un même délit ; celle-là proclame expressément que les infractions connexes ne satisfont pas à cette condition ; puis elle leur étend la solidarité !

Enfin, aux arguments de MM. Le Poittevin et Lyon-Caen, le tribunal ne répond rien. Ce ne peut être qu'il les ignore, ni qu'il les néglige ; serait-ce donc que leur réfutation l'embarrasse ?

On pourrait citer des espèces où la jurisprudence a été plus loin encore dans cette extension de l'article 55 aux infractions qui ne sont pas un même crime ou un même délit. Nous mentionnerons particulièrement un arrêt de Cassation du 23 avril 1841 (D. 41. 1. 414).

Il s'agissait de créanciers qui, séparément, par des traités différents, avaient obtenu, au mépris de l'article 597 C. Comm., des avantages particuliers d'un commerçant déclaré en état de faillite. Le tribunal

correctionnel les avait condamnés solidairement aux frais. La Cour rejeta le pourvoi formé par les délinquants : « attendu qu'il s'agissait de faits identiques commis dans le même but ; qu'ainsi, il n'y avait eu aucune violation de la loi à condamner les demandeurs aux frais solidairement. »

Les décisions de cet ordre sont trop isolées et trop rares pour faire jurisprudence. Mais elles marquent à merveille comment les tribunaux se sont mépris sur la portée de cette condition d'un même crime ou d'un même délit.

L'expression est théoriquement ambiguë. Elle peut signifier d'abord une infraction unique à laquelle plusieurs délinquants ont participé ; bien évidemment, c'est le sens qu'elle prend dans l'article 55. Mais elle peut encore embrasser toutes les infractions constituées des mêmes éléments distinctifs, et punies du même texte de loi. Dans cette acception, tous les délits d'escroquerie prévus par l'article 405 C. P. forment un même délit.

Il serait déraisonnable de supposer, même un instant, que le législateur ait pris en cette part l'expression « un même crime ou un même délit ». Jamais, on n'a pu songer à réunir d'une même solidarité tous les voleurs, tous les faussaires, tous les escrocs.

Pourtant, si l'on ne veut pas perdre de vue le texte du code, nous défions les meilleures volontés

de donner de l'arrêt de Cassation ci-dessus reproduit, quelque autre interprétation !

La Cour de Cassation ne considère pas le fait que les prévenus ou accusés ont été englobés dans les mêmes poursuites comme suffisant pour justifier envers eux une condamnation solidaire. Cela va de soi ; sinon ce serait assez que le bon plaisir du Parquet ou des juridictions d'instruction et d'accusation pour créer, toujours ou à peu près, la solidarité.

Les décisions sont nombreuses. Voyez notamment 20 janvier 1843, S. 43. 1. 225 ; — 5 novembre 1846, Bull. n° 285 ; — 27 juillet 1850, S. 51. 1. 78 ; — 16 août 1861, Bull. 312 ; — 17 avril 1873, S. 73. 1. 429 ; — 12 avril 1884, D. 85. 1. 383 ; — 2 mai 1908, S. 1909. 1. 111 ; — 4 juin 1908, D. 1909. 1. 103.

Cette jurisprudence est unanimement approuvée (1).

En définitive, que subsiste-t-il pratiquement de cette exigence de la loi : un même crime ou un même délit ? Uniquement ceci : Le fait que tous les condamnés ont été groupés dans la même poursuite ne suffit pas ; il faut encore que, dans la perpétration de l'infraction, ils aient été rattachés les uns aux autres

(1) Massé et Vergé, III, p. 348, note 5 ; — Larombière, III, p. 412 ; Sourdât I n° 148 ; — Chauveau et Hélie, I, p. 263 et 308.

par un certain lien. Mais peu importe que ce lien ait été étroit ou très lâche. Si, pour l'exécution du délit, les coupables se sont reliés les uns aux autres par un fil de soie, pour la répression, c'est un câble d'acier qui viendra les accoler de son étreinte.

CHAPITRE VII

L'hypothèque judiciaire et la contrainte par corps dans leurs rapports avec la solidarité pénale. Part contributoire définitive des condamnés.

Hypothèque judiciaire. Conciliation des articles 2114, 1214, C. Civ. et 55, C. P.

Contrainte par corps. Son exercice au cas de révocation du sursis à l'exécution. Recours entre condamnés. Sur quoi il se fonde. S'il fut toujours admis : Rome, l'Ancien Droit. En 1821, un arrêt de la Cour de Lyon le refuse ; appréciation des motifs invoqués. Etat de la jurisprudence.

Exercice de l'action récursoire. Difficultés au cas de condamnation à des amendes inégales ; à l'amende et à l'emprisonnement, ou à l'emprisonnement seulement. Contributions aux réparations civiles ; aux frais. Particularités relatives à certaines amendes fiscales.

Action de gestion d'affaires ; — Subrogation, Son intérêt. Son principe. La subrogation porte sur toutes les garanties du Trésor, y compris la contrainte par corps.

Effets de la réhabilitation judiciaire et de la réhabilitation de droit.

La solidarité de l'article 55 n'a pas pour effet de donner ouverture, au profit du Trésor ou de la partie civile, à des modes spéciaux d'exécution. Mais du

moins amplifie-t-elle singulièrement ceux qui peuvent être utilisés. Nous le constaterons pour l'hypothèque judiciaire et pour la contrainte par corps.

L'hypothèque judiciaire, s'attachant au seul fait du jugement, pourra être inscrite sur les biens de l'un quelconque des condamnés en garantie du total des sommes dues, qu'elles le soient à titre de condamnation personnelle ou au titre de la solidarité. C'est l'effet indiscutable de la conjonction des articles 2123 C. Civ. et 55 C. P. Il n'en est pas moins curieux de voir deux institutions également critiquées, l'hypothèque judiciaire et la solidarité des amendes, se prêter main-forte en la circonstance, et, en quelque sorte, contracter alliance en vue d'écraser le coupable sous le poids de leurs dispositions surannées.

Supposons que le receveur des amendes ait pris inscription sur les immeubles de Primus pour le total de la dette, puisqu'il ait exigé de Secundus le paiement intégral. C'est vexatoire, certes, mais c'est licite. Secundus, subrogé dans les droits du Trésor (1), aura-t-il le droit d'exercer contre Primus l'action hypothécaire pour la créance inscrite ?

On pourrait, semble-t-il, le soutenir en se fondant sur le principe de l'indivisibilité de l'hypothèque, inscrit dans l'article 2114 C. Civ., al. 2 : « Elle est, de sa nature, indivisible, et subsiste en entier sur tous

(1) Voyez *infra*, page 188 et s.

les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles. »

Mais, d'autre part, l'article 1214 C. Civ. dispose : « Le codébiteur d'une dette solidaire qui l'a payée en entier ne peut répéter contre les autres que la part et portion de chacun d'eux. »

Comment concilier ces deux textes ?

La contradiction est plus apparente que réelle. Ce qui est indivisible, c'est l'hypothèque, et non la créance. Si Primus mourait, laissant quatre héritiers, et que ses immeubles fussent partagés en quatre lots, chacun de ces lots, par l'effet de l'indivisibilité, resterait grevé hypothécairement de la créance entière

Mais telle n'est pas la question. L'article 1214 C. Civ. ne réduit pas l'hypothèque ; il réduit la créance seulement. Primus, avant que Secundus eût payé, devait bien toutes les amendes, toutes les réparations civiles, tous les frais ; après, il n'est plus tenu que de sa part d'amendes, de réparations civiles et de frais.

Il s'ensuit que l'hypothèque, étant indivisible, subsistera sur tous les immeubles de Primus, mais elle ne garantira plus que sa dette proprement personnelle.

La contrainte par corps doit être fixée, pour chacun des condamnés, d'après le total des sommes qui

lui sont exigibles, et à quelque titre qu'elles le soient. La Cour de Cassation l'a toujours décidé (Cass. 20 mars 1835, D. 1. 253 ; — 16 juillet 1835, D. 1. 398 ; — 15 juin 1837, D. 37. 1. 47 ; — 3 février 1843, S. 43. 1. 655 ; D. 43. 1. 110 ; — 11 août 1864, Bull. n° 211 ; — 24 juin 1866, Bull. n° 189 ; — 27 août 1868, D. 69. 1. 161 ; Bull. n° 195).

La doctrine, unanimement, approuve cette jurisprudence (1).

En conséquence, au cas d'insolvabilité ou de refus de paiement, il pourra se produire, par l'effet de la solidarité, que tous, en même temps, soient détenus pour le total des condamnations pécuniaires.

Supposons que l'un des coupables ait bénéficié du sursis à l'exécution de la peine, et, plus tard, soit déchu de ce bénéfice. Quelle sera, sur la contrainte par corps, l'effet de cette déchéance ?

Tout d'abord ses cocondamnés qui ont déjà été contraints et qui, peut-être, ont obtenu leur élargissement, pourront-ils de nouveau être arrêtés et détenus ?

Oui, si la condamnation que la révocation du sursis a rendu définitive entraîne une contrainte plus longue que celle déjà subie par eux ; ils pourront

(1) Paringault, n° 28 ; — Larombière, III, art. 1202, n° 17 ; — Darbois, *Contrainte par corps*, n° 201 ; — Sourdat, I, n° 210 ; — Vidal, n° 583.

alors être incarcérés pour la différence entre les deux contraintes. Non, dans le cas contraire (Loi du 12 juillet 1867, art. 12).

En même temps, le condamné déchu du bénéfice de la loi de 1891 sera susceptible d'être contraint pour toutes les amendes, toutes les réparations civiles et tous les frais non acquittés, et dont personnellement ou solidairement il est redevable.

Si, de trois condamnés solidaires, l'un d'eux, *Pri-mus*, a payé toutes les dettes d'amendes, de réparations civiles et de frais, possède-t-il, pour se faire partiellement rembourser, un recours contre les deux autres, *Secundus* et *Tertius* ?

La solidarité des amendes est, avant tout, une solidarité. Or, aux termes de l'article 1213 C. Civ., l'obligation contractée solidairement envers le créancier, se divise de plein droit entre les débiteurs, qui n'en sont tenus entre eux que chacun pour sa part et portion. »

Il n'y a qu'une solidarité, nous l'avons vu. Par suite, chaque fois qu'on se trouve en présence d'une dette solidaire, le Code civil s'applique dans toutes ses conséquences.

Puis, ne serait-ce pas un véritable contrat de jeu qu'aurait institué la loi, si elle avait permis d'exiger tout à l'un, et, en même temps, couvert

les autres contre toute réclamation ? Avec cette particularité cependant que, dans ce contrat de jeu, le joueur — le créancier — demeurerait désintéressé, et qu'au hasard de son choix, les débiteurs, soumis à son bon plaisir, perdraient tout ou ne perdraient rien !

Enfin de quelle singulière moralité ce serait faire étal, que d'exiger de l'un le paiement définitif de dettes dont la cause réside dans le fait d'autrui, et de tenir quittes ceux qui sont directement responsables ; aussi coupables, aussi solvables peut-être, mais favorisés du hasard ou de la bienveillance de l'Administration !

Cependant, l'existence de ce recours a fait difficulté.

En droit romain, il était impossible, comme il ressort de plusieurs textes. Ainsi, la loi 3 D., *si mentor falsum modum dixerit*, dispose : « *Si duobus mandavero et ambo dolose fecerint, adversus singulos in solidum agi poterit, sed altero convento, si satisfecerit, in alterum actionem denegari oportebit* ».

Ainsi encore, la loi 1, § 14., D., *de tutela et rationibus distrahendis*, édicte : « *Plane si ex dolo communi conventus praestiterit tutor, neque mandandæ sunt actiones, neque utilis competit, quia proprii delicti pœnam subit, quæ res indignum eum fecit ut a caeteris quid consequatur doli participibus ; nec*

enim ulla societas maleficiorum, nec communicatio justa damni ex maleficio est... » (1).

L'ancien droit français fut à la fois plus logique et moins rigoureux (2). Il accorda au condamné cette action récursoire.

Ainsi on lit dans Papon (L. XXIV, titre 12, n° 4) : « Si celui qui a payé s'adresse à son consort condamné comme lui pour avoir indemnité, tel consort doit être condamné à rendre la moitié de l'amende payée ». Voyez encore, dans le même ouvrage, l'arrêt du 26 juin 1546 (L. XXIV, titre 10, n° 15). Serpillon (3) (1^{re} par-

(1) Sourdat (I, n° 158), conteste l'interprétation que nous donnons de ces lois latines. Elles supposent, dit-il, une condamnation unique contre un coupable ; puis le condamné essaie de mettre à la charge d'un complice découvert postérieurement une part de sa condamnation. Il ne le peut pas, car il supporte la responsabilité de son propre délit : *proprii delicti pœnam subit*.

Les situations, évidemment, ne sont pas identiques, mais nul doute que les principes romains, s'ils étaient adoptés, dussent conduire, en droit actuel, à refuser tout recours. Les motifs allégués s'appliqueraient exactement à la solidarité des amendes. Voyez d'ailleurs *Supra*, page 20.

Puis, prenons, telles qu'elles se présentent, les hypothèses des textes romains. Sourdat comprendrait-il que celui des délinquants condamné le premier ne possédât, envers son complice découvert postérieurement, aucune action en remboursement d'une partie de la dette née du délit commun ?

(2) Il semble bien d'ailleurs que le dernier état de droit romain se soit montré plus conforme à la vérité juridique. Voyez Nouvelle 99, ch. 1^{er}.

(3) « Quant à l'action solidaire, nous ne suivons pas ce que dit Ulpien sur la loi *si duobus...* que l'un des condamnés en matière criminelle étant contraint à payer par la force de la solidité, il n'y a pas de recours contre les autres ; cette opinion est contraire à l'usage ; le délit de l'autre condamné resterait impuni par la connivence de l'instigant qui aurait la liberté de choisir entre plusieurs condamnés celui qu'il voudrait vexer, ce que la loi ne peut souffrir... »

tie, XVII, art. 29, n° 2) et Bacquet (1) (ch. XVII, nombre 20) proclament, eux aussi, le droit à ce recours.

Pothier (*Traité des Obligations*, n° 282) marque avec beaucoup de netteté la différence entre le droit romain et le droit français : « Lorsque la dette solidaire procède d'un délit... selon les principes rigoureux des jurisconsultes romains, le débiteur qui a payé le total n'a, en ce cas, aucun recours contre ses codébiteurs.

« Notre pratique française, plus indulgente, accorde, en ce cas, une action à celui qui a payé le total, contre chacun de ses codébiteurs, pour répéter de lui sa part. »

On aurait pu croire que, sauf désaccord en ce qui touche l'étendue du recours et ses conditions d'application, tout au moins le principe de son existence ne serait plus jamais contesté.

Il n'en fut rien.

La Cour de Lyon, par arrêt du 5 janvier 1821, en revint au système romain. Les motifs par elle invoqués sont curieux :

« Attendu que si la condamnation solidaire rendait

(1) « Et combien qu'ordinairement on tienne qu'en délit il n'y ait point de recours l'un à l'encontre de l'autre... toutefois, d'autant que l'un des délinquants a payé non seulement la portion de la peine en laquelle tant lui que ses consorts ont été solidairement condamnés, mais a entièrement acquitté ladite peine ; ordinairement on dit que celui qui a entièrement payé l'amende ou bien la réparation adjugée à la partie civile peut valablement agir contre ses consorts et adhérens à ce que chacun d'eux soit condamné lui rendre, et payer ce qu'il a payé pour chacun d'eux. »

tous ces condamnés coobligés de l'Administration, il ne s'ensuit pas que L***, contre lequel les condamnations ont été exécutées, puisse exercer son recours contre ses coaccusés, parce qu'il serait contraire à la saine raison, à la morale, de fonder sur une action honteuse, sur une cause illicite, prohibée et criminelle, une obligation civile ;

« Attendu que telle a été la législation de presque tous les peuples, et entre autres celle des Romains... comme on le voit par la loi 3 ff. *si mentor falsum modum dixerit*... et dans la loi, 1, § 14, *de tutela et rationibus distrahendis*... »

La Cour de Lyon réveillait de leur long sommeil ces vieux textes de droit romain. Pour un temps; ils reprirent en France une vigueur nouvelle, ils revécurent une seconde vie. Et les articles 1213 et 1214 C. Civ. s'effaçaient, se taisaient, devant ces morts ressuscités...

Sans doute, la loi du 30 ventôse an XII qui contient la réunion des lois civiles en un seul corps de lois, sous le titre de *Code Civil des Français* dispose, dans son article 5, que les lois romaines cessent d'avoir force de loi générale ou particulière (1). Mais, entre le Digeste et une loi révolutionnaire, la Cour de Lyon ne croit pas devoir hésiter. Fait-elle seulement à cette dernière l'honneur de la connaître ?

(1) « Que de fois on doit rappeler la loi du 30 ventôse an XII, aux plus savants interprètes du Code ! » (Laurent, XVII, n° 319).

Cette résurrection devait rester de courte durée. La jurisprudence ne suivit pas la Cour de Lyon. (Voyez Cass. 14 novembre 1865, 1^{er} arrêt cité, D. 79. 1. 73, — Aix, 7 août 1879, S. 1881. 2. 64 ; — Cass. 14 novembre 1898, D. 99. 1. 65, 1^{er} arrêt, p. 72). L'existence d'un recours ne fut plus sérieusement contestée ; et les lois *si mensor falsum* et *de tutela et rationibus distrahendis*, retombèrent dans leur léthargie première. Enfouies dans cette brocante législative où finissent tous les efforts en vue d'améliorer les rapports humains, elles y reposeront à jamais ; à moins pourtant qu'un jour, quelque Cour ou quelque tribunal, évoquant à nouveauce passé, le connaissant trop bien et succombant à la tentation de le rajeunir, ne vienne, une fois encore, secouer la poussière des siècles dans des attendus savamment inspirés du Digeste et d'Ulpien.

A dire vrai, la question ne pouvait faire doute. Aux arguments mis en avant par la Cour de Lyon, il faut répondre : « Le recours a pour cause, lorsqu'il s'agit de la solidarité légale de l'article 55 C. P., non l'infraction commise en commun, mais bien le paiement fait par un condamné d'une dette qui était aussi celle d'un autre condamné. » (Arrêt de Cassation de 1865, cité plus haut). Avec des variantes dans les termes, c'est ainsi que s'expriment Pothier (*Tr. des Obl.*, n° 282) ; — Molinier (n° 30, p. 169) ; — Mar-

cadé (IV, n° 623) ; — Demolombe (*Contrats*, III, n° 305) ; — Sourdat (I, n° 158).

La cause de l'obligation solidaire n'est pas illicite puisqu'elle réside, non dans le délit, mais dans un paiement imposé par la loi et par le jugement ; on ne saurait donc faire appel au principe énoncé à l'article 1131 C. Civ., que l'obligation fondée sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet (1).

Si les amendes sont égales, et si aucune peine d'emprisonnement n'a été infligée ; si tous les condamnés sont solvables ; si le délit a été commis de telle sorte que le dommage causé apparaisse comme également imputable à chacun, aucune difficulté ne se présentera pour l'exercice de l'action récursoire. Celui qui aura acquitté la dette commune exigera une même somme de chacun de ses coobligés ; ainsi il rentrera dans tous ses débours, moins la quote-part qui doit définitivement lui incomber.

Y a-t-il, parmi les codébiteurs, un ou plusieurs insolubles ? La perte occasionnée par cette insolvabilité

(1) Il serait au contraire immoral que l'auteur d'un délit puisse, au moyen d'un recours en garanti dirigé contre ses prétendus coauteurs ou complices, s'exonérer, en tout ou en partie, des conséquences de sa faute (Cass., 20 février 1882, D. 82. 1. 232). C'est à des hypothèses de cette nature que s'applique l'adage : *nemo ex delicto consequi potest actionem*. Mais nous sommes loin d'approuver toutes les applications que la jurisprudence a tirées de cette idée.

se répartira contributoirement entre tous les autres (Art. 1214 C. Civ., al. 2).

Partant de cette hypothèse, aussi simplifiée qu'il se peut, nous examinerons, dans un ordre de complexité croissante, les points embarrassants qui peuvent surgir.

Si les amendes sont d'inégale valeur, le condamné qui a payé pour tous exigera de chacun des autres sa part respective. Cela va de soi : La solidarité ne peut engendrer cette conséquence de substituer, aux amendes prononcées par le juge, de nouvelles amendes obtenues en faisant la moyenne des premières.

Mais alors, comment se répartiront les parts d'insolvables ?

Soient Primus condamné à 100 francs d'amendes, Secundus à 200 francs, Tertius à 300 francs et Quartus à 1.200 francs. Quartus est insolvable, et Primus a payé le tout, c'est-à-dire 1800 francs. Dans quelle proportions les codébiteurs solvables supporteront-ils la charge de l'amende de Quartus ? Par parts égales, ou au *pro rata* des amendes encourues ?

Dans le premier cas, chacun y participera pour 400 francs ; dans le second, en plus de leur amende propre, ils devront : Primus 200 francs, Secundus 400 francs, et Tertius 600 francs.

C'est à cette deuxième solution qu'il faut se rallier.

Les expressions « part et portion » dont se sert l'article 1213 C. Civ. ne signifient pas « *part virile* », mais bien « *part d'intérêt que chacun a dans l'affaire* ». — L'article 1216 constitue une application de cette vérité.

Un ou plusieurs des délinquants ont pu être condamnés à la fois à l'amende et à l'emprisonnement, ou à l'emprisonnement seulement. Dans quelle mesure, suivant quelles règles, les débiteurs contribueront-ils aux parts d'insolvables ?

Pour nous, qui estimons que, seuls, sont solidaires les coupables auxquels une amende a été infligée, la solution à donner est aisée ; c'est dans la mesure de leur condamnation à l'amende que les débiteurs sont passibles solidairement. Il convient donc de faire entièrement abstraction de la peine d'emprisonnement

Mais, comme nous l'avons vu (1), cette façon de comprendre la solidarité des amendes est loin d'avoir recueilli l'approbation unanime de la doctrine et n'a pas été admise en jurisprudence.

Quelle sera donc, dans le système que nous avons combattu, la base de contribution ?

L'amende à elle seule ? Ce serait inique ; par hypothèse, la solidarité procède du fait de la condamnation, quelle que soit la peine infligée. Il est donc inadmissible, quant aux conséquences de la solidarité,

(1) Voir *Supra*, page 81.

de n'envisager qu'une des peines. Ce serait contradictoire ; en cas de condamnation à l'emprisonnement sans amende, la part contributoire définitive serait zéro ; cette condamnation engendrerait donc une obligation solidaire purement illusoire ?

Il faut donc tenir compte à la fois de la durée de l'emprisonnement et du montant de l'amende, et pour cela, ramener les deux termes du problème, emprisonnement et amende, à un même facteur commun. Autrement dit, il faut convertir en chiffres la peine d'emprisonnement.

Mais comment ? Toute la difficulté est là, et, en droit français, elle est insurmontable. L'amende et l'emprisonnement sont deux peines qui diffèrent radicalement de nature ; autant, par exemple, que l'unité de mesure et l'unité de poids.

Il importe cependant d'indiquer une solution pratique. La moins mauvaise, à notre avis, consisterait à exiger des condamnés à l'emprisonnement une participation égale à celle du délinquant qui encourt la plus forte amende.

Ce n'est certes pas d'une équité parfaite. Ne faudrait-il point graduer la participation, quand les peines d'emprisonnement sont inégales ? Puis, l'emprisonnement, étant une peine toujours plus grave que l'amende, ne devrait-il pas entraîner une contribution plus élevée ?

Malheureusement, on ne peut s'efforcer de satis-

faire à ces exigences de l'équité et de la raison sans aussitôt verser dans l'arbitraire.

Chacun doit contribuer aux réparations civiles pour la part qu'il a prise au fait préjudiciable. Mais, cette part, comment se révèle-t-elle à nous ? Quels indices nous serviront à l'apprécier ? Le chiffre d'amendes — ou le nombre des délinquants ?

Il faut bien observer que le *quantum* des condamnations pénales n'est pas nécessairement proportionné à la part prise au dommage. La faute civile et la faute pénale demeurent distinctes, même quand elles vont de concert, même quand elles ont toutes deux leur cause dans un même fait.

Le dommage généralement apparaîtra comme étant l'œuvre collective de tous les délinquants, sans qu'il soit possible d'établir par quelle somme de participations individuelles on aboutit à cette responsabilité commune. Quelles que soient alors les peines et leur *quantum*, chacun contribuera aux réparations pour sa part virile.

Du silence du juge à l'égard de cette contribution, il faudra déduire, ou que le dommage est, sans distinction possible, imputable à tous communément, ou qu'en l'absence d'éléments d'appréciation suffisants, le juge n'a pas entendu écarter cette règle de la division de la dette en autant de parts égales qu'il y a de condamnés.

Mais pourra-t-il arbitrer la part de chacun, s'il aperçoit une inégalité de responsabilité dans la faute commune ?

Il n'y a aucune raison de lui refuser ce droit. La solidarité n'implique nullement la nécessité de condamner tous les coupables à un même chiffre de dommages-intérêts (1).

Cette répartition pourrait-elle être faite après coup, une fois le jugement de condamnation prononcé et devenu définitif ?

Rodière l'admet (n° 315), en conseillant la prudence : « Il ne faut pas, sans de graves motifs, réveiller tous les détails d'un crime oublié, et remuer peut-être la cendre des morts. »

Nous ne pensons pas que des motifs, même de la plus haute gravité, puissent, en une hypothèse quelconque, sauf celle de réhabilitation judiciaire, prévue

(1) En ce sens, Rodière, n° 315, — Molinier, n° 31, — Laborde, p. 261. En sens contraire, Rodière cite Pothier. C'est à tort, croyons-nous. Voici comment Pothier s'exprime : « Si la dette procède d'un délit commis par quatre particuliers, chacun est bien débiteur solidaire vis-à-vis de la personne contre qui le délit a été commis, mais entre eux, chacun est débiteur pour la part qu'il a eue au délit, c'est-à-dire chacun pour son quart ».

Ce dernier petit membre de phrase ne peut signifier autre chose que ceci : il y a présomption que tous ont également participé à fait délictueux et dommageable : « Rien de plus faux que cette présomption », s'écrie Rodière. Tout dépend du sens que l'on donne à ce mot. Si Rodière entend qu'il désigne une présomption irréfutable, encore appelée *juris et de jure*, nous partageons son avis. Mais nous admettons très volontiers l'existence d'une présomption *juris tantum*, découlant du silence du juge à l'égard de la contribution due par chacun.

par la loi (*infra*, p. 193), justifier cette répartition *a posteriori* (2). La permettre, ce serait méconnaître l'autorité de la chose jugée, et comme les condamnés ont droit à ce qu'on ne vienne pas, après un jugement définitif, aggraver la situation qui en résulte pour eux, ils seraient fondés à opposer l'exception *rei judicatae*.

La question se pose, pour les frais, dans les mêmes termes que pour les réparations civiles. Par conséquent, *mutatis mutandis*, les solutions étudiées ci-dessus trouveront leur application en ce qui les concerne.

Certaines particularités sont relatives aux amendes fiscales.

Supposons trois contrebandiers opérant de concert, non pour se partager également les bénéfices, mais simplement pour se prêter main-forte, et portant, Primus 10 litres, Secundus 25 litres, Tertius 50 litres d'alcool. Le tribunal auquel ils seront déférés les condamnera tous les trois à une amende unique, déterminée à la fois par la quantité d'alcool transportée et par l'aggravation résultant pour les prévenus de leur état de réunion.

Mais, dans le silence du juge, la dette commune, à la fois peine et réparation, ne se divisera pas en trois

(2) En ce sens, Sourdat, I, n° 159.

parts égales ; chacun des coupables y contribuera en proportion de la quantité d'alcool dont il aura été trouvé porteur (1).

C'est que la somme de ces quantités individuelles a été un des éléments nécessaires de l'évaluation de l'amende, et cette évaluation n'était en aucune façon soumise à la libre appréciation du tribunal. Dans la connaissance que l'on a de l'intérêt que chacun avait à l'affaire ; devant la corrélation étroite de cet intérêt et de l'amende infligée, la présomption que nous avons admise et qui est tirée du silence gardé par le juge, perd toute raison d'être et porterait à faux.

Il en sera de même dans toutes les hypothèses où l'amende est à la fois fixe et unique.

Autre particularité :

Deux individus, Primus et Secundus, sont coupables d'un même délit de douane. Primus transige avant tout jugement ; Secundus se laisse poursuivre et condamner.

Le juge doit prononcer une amende fixe ; il ne peut donc tenir compte de ce que Secundus n'a commis le délit que pour moitié. Secundus encourra une amende aussi élevée que si Primus figurait à ses côtés au banc des prévenus.

Mais en percevant intégralement cette amende, l'Administration réaliserait un bénéfice indû, et ce

(1) Voyez Thibault, p. 507.

bénéfice serait de toute la somme à elle versée par Primus à titre transactionnel ; ou même, plus exactement, comme on verra, il serait de la moitié de l'amende mise à la charge de Secundus. L'Administration est très sensiblement placée dans la situation du créancier qui a consenti, à l'égard d'un de ses débiteurs, à la division de la dette. Dans ce cas, selon l'article 1210 C. Civ., le créancier conserve son action solidaire contre les autres codébiteurs « mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité. »

Or, cette part est la moitié de l'amende infligée à Secundus. Celui-ci s'acquittera donc valablement en payant seulement la moitié de son amende (Trib. Chambéry, 27 septembre 1878, cité par Thibault, p. 506).

Mais, dira-t-on, la part de Primus, ce n'est pas la moitié de l'amende de Secundus, c'est le chiffre de la transaction ?

Non pas ! Analysons, en effet, le phénomène juridique qui s'est produit :

Si Primus transige, c'est afin de s'éviter la condamnation, la part qu'il lui faudrait prendre au paiement, l'obligation solidaire qui pèserait sur lui. Si l'Administration transige, c'est pour s'épargner la charge du procès, et aussi en vertu de cette vérité : « Un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Tous deux, en quelque sorte, s'assurent mutuellement sur les

bonnes et les mauvaises chances du litige et de son exécution.

Mais là s'arrête l'effet de la transaction. Elle n'empêche d'aucune sorte que la part véritable de Primus soit la moitié de l'amende encourue par son complice. C'est pour lui tant pis ou tant mieux si l'effort pécuniaire nécessité par la transaction est plus lourd ou plus léger que la part d'amende qui, normalement, eût dû lui incomber. Secundus ne peut ni en bénéficier, ni en pâtir. A son égard, le contrat intervenu entre Primus et l'Administration demeure *res inter alios acta*.

Comme on le voit, seules les hypothèses dans lesquelles l'amende doit être fixe et unique engendrent ces particularités. Dans toutes les autres, les notions générales que nous avons dégagées trouveront leur application.

Le condamné qui a payé toutes les amendes, toutes les réparations civiles, tous les frais, peut exercer envers ses codébiteurs une action née de la gestion d'affaires.

Mais n'en possède-t-il pas une autre, dont l'origine serait dans une subrogation aux droits de l'Administration ?

L'intérêt pour lui de la posséder réside dans les garanties accessoires que la subrogation lui fera acquérir. L'action de gestion d'affaires, au contraire,

lui accorde seulement un droit de créance dépourvu de titre exécutoire.

Ces garanties accessoires sont notamment :

- 1^o Le privilège général du Trésor pour le remboursement des frais dus en matière criminelle, correctionnelle et de simple police (loi du 5 septembre 1807) ;
- 2^o L'hypothèque judiciaire ;
- 3^o La contrainte par corps.

Labbe (p. 25) ne croit pas que cette subrogation soit possible. Il en donne pour raison « qu'elle serait contraire au principe que l'amende est une peine. »

Rien n'est moins concluant. On n'aperçoit pas bien pourquoi le fait que l'amende est une peine empêcherait la subrogation de s'exercer. D'autant plus que l'action en exécution du jugement qui condamne à l'amende est une action civile, de la compétence civile.

Labbe invoque, à l'appui de son opinion, un arrêt de la Cour supérieure de Bruxelles du 14 mai 1821 (Pasicrisie Belge, 1820-1821, p. 328) et aussi un arrêt de la Cour d'Aix du 7 août 1879 (S. 81. 2. 64). Voici les termes de cette dernière décision :

« Attendu que sieur O***, en payant l'intégralité des sommes dues à l'Administration des Douanes, n'a pas été substitué à lui tout seul dans tous ses droits, qu'il ne peut agir solidairement contre tous ses coprévenus ; qu'il est fondé à réclamer seulement

à chacun d'eux la quote-part revenant personnellement à chacun. »

La solution finale admise par cet arrêt est indubitablement juridique (Voyez *infra*, même page). Seuls les mots « le sieur O... *n'a pas été substitué à lui tout seul aux droits de l'Administration* » pourraient prêter à controverse. Mais quel sens la Cour entend-elle leur donner ? L'arrêt, selon nous, est trop peu explicite pour qu'on puisse en tirer argument (1).

A l'analyse, la question se dédouble ainsi :

1^o De droit commun, le débiteur solidaire qui a acquitté la dette entière est-il, à l'égard de ses codébiteurs, subrogé aux droits du créancier ?

2^o Existe-t-il, à l'égard des condamnés solidaires de l'article 55, la raison d'une exception au droit commun ?

3^o Les garanties du Trésor que nous avons mentionnées sont-elles bien toutes de simples garanties de paiement qui puissent être transmises au moyen d'une subrogation ?

Une remarque préliminaire s'impose : La subrogation, même si elle s'opère, ne fera pas obstacle à la division de la dette, qui est l'effet normal de la solidarité (art. 1214, C. Civ.) (2).

(1) Comp. Thibault, p. 410.

(2) En ce sens Pothier, n^o 281 ; — Massé et Vergé, III, p. 360, note 16 ;

Mais, sous cette réserve, nous n'apercevons aucun motif de refuser le droit à ces subrogations ; même elles pourront être successives. Le codébiteur solidaire qui a payé toute la dette était tenu *avec d'autres*, et est fondé à invoquer l'article 1251, 3^e C. Civ. La question n'est plus discutée en doctrine (1).

Peut-on trouver, dans la solidarité de l'article 55, la raison d'une exception au droit commun ? D'un mot, nous avons déjà répondu à cette question, à propos de l'opinion soutenue par Labbe (*supra*, p. 187). Rappelons ici encore :

1^o Que, par ses effets, la solidarité est unique ;

2^o Que le débiteur qui a acquitté la dette commune tire toutes ses actions récursoires du fait du paiement, et non pas du délit ;

3^o Qu'au surplus, l'amende, aussitôt définitive, perd son caractère pénal pour devenir une dette civile, dont le contentieux relèvera des tribunaux civils (2).

Reste la dernière face du problème : Les garanties du Trésor sont-elles toutes transmissibles à des particuliers ?

— Rodière, n^o 133 ; — Duranton, 11, n^o 244 et 12, n^o 268 ; — Larombière, III, art. 1251, n^o 48 ; — Thibault p. 410. — *Contra* Toullier, VII, n^o 163.

(1) Toullier, VII, n^o 163 ; — Larombière, III, art. 1251, n^o 48 ; — Planiol, II, n^o 501 et n^o 769. 2^o. — Dans l'ancien droit, Pothier (*Traité des Obligations*, n^o 281) était en sens contraire.

(2) Cass. 25 mars 1892, D. 92. 1. 493.

Aucune difficulté n'existe en ce qui concerne l'hypothèque judiciaire et le privilège du Fisc pour le remboursement des frais. L'hypothèque judiciaire n'est pas, loin de là, un droit réservé à la Puissance Publique; elle s'attache à tout jugement de condamnation, quelle que soit la personnalité du demandeur. Rien ne s'oppose donc à ce que, par l'effet de la subrogation, le droit de prendre une inscription hypothécaire ou de profiter d'une inscription déjà prise passe à l'un des codébiteurs.

De même pour le privilège créé par la loi du 3 septembre 1807, relative au recouvrement des frais en matière pénale (1). Il n'est qu'un privilège général au même titre que ceux de l'article 2101 C. Civ. Encore, au cas de conflit, se classerait-il après eux tous (2).

Le seul point un peu délicat est de savoir si l'un des codébiteurs peut exercer envers les autres la contrainte par corps. N'est-elle pas une de ces armes redoutables, réservées, sauf disposition expresse, à la Puissance Publique? Elle n'est pas une peine, il est vrai; mais, à raison de la privation de liberté qu'elle entraîne, elle est, comme dit Sourdat (I, n° 212, *septies*) « un complément de répression. » En tout cas, elle constitue une voie d'exécution nettement exceptionnelle.

(1) Il faut bien se garder de confondre cette loi avec une autre de la même date et qui crée, sur les biens des comptables, une hypothèque privilégiée au profit de l'Etat.

(2) Planiol, II, n° 2643.

Nous ne dissimulons pas qu'il apparaisse un peu choquant qu'un condamné soit substitué à l'Etat dans l'exercice de ce mode de contrainte si énergique, et en use envers ses codélinquants. Mais cela ne peut pas nous arrêter ; c'est en qualité de subrogé, et non comme condamné, que le débiteur peut revendiquer ce droit.

Voici alors à quoi se ramène le problème : Un individu, condamné ou non, subrogé aux droits que possédait le Trésor envers des délinquants condamnés à des amendes et à des réparations civiles, est-il recevable à exercer contre eux la contrainte par corps ?

Nous le croyons (1). Les lois des 22 juillet 1867 et 19 décembre 1871 limitent les cas d'exercice de la contrainte, mais n'apportent aucune restriction quant aux créanciers qui pourront en user. Ils auront seulement, si ce sont des particuliers, la charge de pourvoir aux aliments des détenus (loi de 1867, art. 6).

En d'autres termes, pour l'exercice de la contrainte par corps, c'est la créance et non le créancier qu'il importe d'examiner. L'équité elle-même ordonne qu'il en soit ainsi. La solidarité des amendes, en effet, ne saurait avoir cette double conséquence d'autoriser contre un seul la contrainte par corps pour le total des sommes dues et, une fois le paiement effectué par l'un des condamnés, d'interdire la contrainte envers

(1) En ce sens, Darbois, n° 320 — Thibault, p. 411. — Comp.; Paris, 20 juillet, 1861, D. 61. 5. 109.

tous les autres. Ce serait améliorer singulièrement la situation de ceux sur lesquels le Fisc n'a pas tout d'abord jeté son dévolu.

Le condamné qui sollicite judiciairement sa réhabilitation doit justifier du paiement de l'amende, des dommages-intérêts et des frais de justice (art. 623, al. 1, C. Inst. Cr.).

La prescription acquise, la contrainte par corps subie ou la remise consentie tiennent lieu de paiement.

Au cas de condamnation solidaire que devient cette exigence ?

La réhabilitation ne peut pas être accordée tant que le postulant n'a pas justifié de sa libération de toutes les amendes qui, à un titre quelconque, peuvent être exigées de lui.

La solution est logique : la solidarité des amendes est une peine et la réhabilitation suppose l'exécution des peines. Sans doute, elle apparaît comme inique, mais c'est l'effet de l'iniquité fondamentale de l'article 55.

Avant la loi du 14 août 1885, qui a modifié l'article 623 C. Inst. Cr., il en était de même pour les dommages-intérêts et les frais que pour les amendes.

La loi de 1885 a changé cela.

Dorénavant, dispose l'article 623, al. 5 : « En cas

de condamnation solidaire, la Cour (1) fixe la part des frais de justice, des dommages-intérêts et du passif qui doit être payée par le demandeur. »

Cette disposition peut faire naître une difficulté.

Supposons qu'en vue de sa réhabilitation, le condamné acquitte la somme que la Cour a fixée. Doit-il être définitivement considéré comme libéré de toute obligation envers la partie civile ou envers ses codélinquants solidaires ?

Primus, Secundus et Tertius ont été condamnés, pour un même délit, à 300, 200 et 100 francs d'amendes, et à 6.000 francs de dommages-intérêts. La Cour arrête à 2.000 francs la contribution de Primus aux dommages-intérêts, Primus les paie.

Ultérieurement, par suite de l'insolvabilité de Secundus, la partie civile réclame à Tertius le restant dû, soit 4.000 francs. Tertius, après paiement, est-il fondé à recourir contre Primus pour une part de la dette ? En d'autres termes, la solidarité survit-elle à la réhabilitation ?

Il est impossible de ne pas l'admettre. Les droits de la partie civile ou des cocondamnés de Primus ne peuvent être lésés par le fait d'un arrêt auxquels ils sont demeurés étrangers.

Seulement, nous aboutissons à un résultat invraisemblable. La partie civile possède le droit d'exercer

(1) C'est la Chambre des mises en accusation qui a qualité pour statuer sur la demande.

la contrainte par corps pour les dettes nées du délit sur le condamné qui ne se libère pas. Sans doute, l'article 623, al. 2, C. Inst. Cr. dispose: « A défaut de cette justification (le condamné) doit établir qu'il a subi le temps de contrainte par corps déterminé par la loi, ou que la partie lésée a renoncé a ce moyen d'exécution. » Mais la bizarrerie à laquelle le législateur a voulu parer renaît par l'effet de la solidarité.

De telle sorte que le condamné peut être contraint par corps pour les conséquences d'un délit dont la Cour l'a réhabilité !

Les lois du 5 août 1899 et du 11 juillet 1900, qui organisent la réhabilitation de droit, ne contiennent aucune disposition spéciale relative à la solidarité. Cela se conçoit : la réhabilitation de droit n'est pas subordonnée à l'acquittement des dommages-intérêts et des frais du procès.

Mais comme pour la réhabilitation judiciaire, le paiement de l'amende (1) demeure une condition essentielle ; il fixe même le point de départ du délai d'épreuve de 10 ans, 15 ans ou 20 ans.

Toutefois, le demandeur qui justifie de son indigence dans la forme prescrite par l'article 420, C. Inst. Cr. (2) peut obtenir que la condamnation cesse d'être

(1) Ou ce qui en tient lieu : prescription, remise, contrainte par corps.

(2) Ces formes consistent en la délivrance : 1^o d'un extrait du rôle des contributions, constatant que le demandeur paie moins

inscrite au bulletin n° 3 du casier judiciaire (1). Ce faisant — et en raison de l'étroite corrélation qu'établit la loi entre le casier judiciaire et la réhabilitation de droit, — il détermine le point de départ du délai d'épreuve.

La situation que nous avons exposée d'un individu contraint par corps à l'occasion de l'infraction dont il est réhabilité reste possible pour deux chefs :

1° A raison de l'amende et des frais qui restent dus. La contrainte par corps pourra être exercée, par exemple, à la requête de celui des débiteurs solidaires qui a acquitté la dette commune et qui, par suite, est subrogé aux droits du Trésor. Dans ce cas, il est vrai, l'Etat, en accordant remise de la dette, aura le moyen de mettre fin à l'anomalie ;

2° A raison des dommages-intérêts dus à la partie civile.

Cependant le délai d'épreuve, étant plus long, rendra cet état de choses moins fréquent dans la pratique.

de 6 francs, ou d'un certificat du percepteur, portant qu'il n'y a pas imposition ; 2° d'un certificat délivré par le maire et dûment approuvé par le sous-préfet ou le préfet, établissant l'impossibilité de payer l'amende.

(1) Loi de 1899, modifiée par la loi du 23 mars 1908, art. 8.

CHAPITRE VIII

Examen critique de la jurisprudence et de la loi.

Les législations étrangères.

La jurisprudence. L'extension qu'elle a donnée à l'article 55. Son point de départ : la solidarité des amendes est un mode d'exécution de la peine. La solidarité des amendes ne peut pas être un mode d'exécution. Elle est une peine accessoire.

Législativement, la solidarité ne peut se justifier que pour les amendes fiscales, les réparations civiles et les frais. Par quel texte de loi l'article 55 devrait être remplacé. Rôle que pourrait jouer la notion d'obligation *in solidum*.

Les législations étrangères : Belgique, Italie, Espagne, Suède, Allemagne, Autriche, Haïti, Siam.

Nous avons étudié les origines, le caractère, les conditions d'application, les effets de la solidarité des amendes. Dans un but de cohésion, il nous paraît désirable de dégager la part que la jurisprudence a prise à son extension. Telle disposition malheureuse de nos codes, savamment interprétée, habilement circonscrite par les tribunaux, devient pratiquement lettre morte. Telle autre, au contraire, non moins regrettable, reçoit de la jurisprudence un développement injustifié. Le mal s'aggrave d'autant, les critiques se font plus acerbes, heureux quand un jour elles

parviennent aux oreilles du juge ou du législateur, et que l'un ou l'autre en tiennent compte !

Donc, dans son œuvre prétorienne, la jurisprudence n'est pas toujours heureuse. Plus peut-être que tout autre chose, la solidarité des amendes en fournit la preuve.

A double titre, elle devait demeurer exceptionnelle, et, par suite, être strictement interprétée : elle se rattache à la solidarité et son domaine est le droit pénal. Pourtant, la jurisprudence étend l'article 55 aux individus condamnés par des jugements différents, par des jugements civils ; à ceux qui ont encouru d'autres peines que celles d'amendes ; elle l'applique aux délits commis sans unité d'intention, et aux délits connexes ! L'article 55 devient même le fondement juridique de la solidarité des délits civils et des quasi-délits !

Ces solutions, une à une nous les avons examinées, analysées, critiquées. N'est-il pas évident que, par leur ensemble, elles rendent plus lourde encore que le législateur ne l'avait voulue la situation du condamné ?

C'est que la jurisprudence prend son point de départ dans une inexacte compréhension de l'article 55. D'après elle, la solidarité n'est pas une peine, mais *un mode d'exécution de la peine*.

La solidarité ne peut pas être un mode d'exécution. Le simple rapprochement des deux expressions jure.

La solidarité est une modalité de l'obligation ; les modes d'exécution sont des moyens de contrainte mis à la disposition du créancier, et qui lui permettent d'exercer un certain pouvoir sur la personne ou sur les biens du débiteur.

La solidarité des amendes ne saurait rentrer dans cette définition, puisque, par sa nature, elle porte sur d'autres personnes que le débiteur direct.

De plus, les véritables modes d'exécution se suffisent à eux-mêmes. On aperçoit bien l'effet immédiat que la saisie des biens ou la contrainte par corps auront sur le débiteur. La solidarité, à elle toute seule, n'est rien. Elle ne peut rien, tant qu'elle ne reçoit pas l'assistance d'un mode d'exécution. Nous dirons d'elle qu'elle est une disposition de la loi autorisant, sur certaines personnes, les modes d'exécution du droit pénal pour le recouvrement de créances auxquelles autrui est directement obligé (1).

Une telle disposition ne peut constituer qu'une peine. Elle en réunit tous les caractères, ainsi que la connaissance des conditions d'application de l'article 55 nous permet de le constater. N'y a-t-il pas condamnation pour fait prévu et qualifié par la loi pénale ? La peine n'est-elle pas créée par le Code pénal lui-même ?

(1) Garraud (II, n° 508, p. 342) commet la même confusion que la jurisprudence : « La solidarité est un moyen de recouvrement, puisqu'elle rend la poursuite plus facile et plus prompte. »

Voyez encore Blanche, I, n° 428.

Seulement, encourue de plein droit, s'ajoutant à la peine principale pour en assurer une exécution efficace, la solidarité des amendes rentre dans la subdivision des peines *accessaires*, au même titre que l'interdiction légale ou l'incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit, par exemple.

Entre autres conséquences, c'est, rappelons-le, parce que la solidarité des amendes est une peine, qu'elle peut faire l'objet d'une mesure de grâce, conformément à la décision prise, en 1855, par le Conseil d'Administration du Ministère de la Justice.

La jurisprudence que nous critiquons est d'autant plus extraordinaire qu'on lit dans un arrêt de Cassation du 12 janvier 1863 (D. 63. 1. 303) : « La solidarité, dans le cas de dommage causé par fraude et dol, est *la peine du quasi-délit* qui a été commis. » La qualification est inexacte; ce n'est pas quasi-délit qu'il faut dire, mais délit civil. Peu importe, au reste. Ce qui est intéressant à retenir, c'est la contradiction stupéfiante à laquelle on aboutit : La solidarité est une peine en matière civile; en matière pénale, elle n'est qu'un mode d'exécution !

Si cette extension jurisprudentielle est regrettable, l'institution en elle-même, telle que le législateur l'a forgée, l'est encore bien plus. Il n'est pas un auteur qui ne condamne la solidarité des amendes. Or en

explique à grand'peine l'origine historique, mais on ne la justifie pas. A quoi bon alors proclamer le principe de la personnalité des peines, si c'est pour y déroger aussitôt par une aussi grave exception ?

Pourtant la raison dit bien que, dans certaines espèces, la solidarité des amendes apparaît comme plus acceptable que dans d'autres. Par exemple, elle choque infiniment moins pour l'amende unique infligée à un groupe de contrebandiers, que pour les diverses amendes prononcées à l'occasion d'un délit de presse. Pourquoi ?

C'est que, dans le premier cas, l'amende a moins nettement le caractère de peine que dans le second ; pour partie, elle est une réparation. Or, pour les réparations — et ceci doit s'entendre aussi bien des amendes fiscales et des frais que des dommages-intérêts et des restitutions — la solidarité est plus facile à justifier que pour les amendes répressives. Cela, grâce à la notion, bien souvent déjà analysée ou indiquée, d'obligation *in solidum*.

Sans doute, l'obligation *in solidum* n'est pas la solidarité, mais elle y ressemble beaucoup. Théoriquement, la différence entre elles deux est très marquée ; en fait, elle n'est pas bien grande, par suite de l'importance restreinte des effets secondaires de la solidarité.

En conséquence, chaque fois que les circonstances

de fait réalisent les conditions que doit réunir l'obligation *in solidum*, la solidarité pourra se concevoir en législation. Il en sera ainsi, en cas d'infraction unique et d'unité de poursuite, toujours pour les frais, souvent pour les restitutions et les dommages-intérêts, presque toujours pour les amendes fiscales. Jamais les amendes répressives ne devront faire l'objet d'une obligation solidaire.

L'article 55 supprimé, par quoi devrait-il être remplacé ?

Aucun texte nouveau ne nous semble nécessaire. L'article 1382 C. Civ. suffit, si, se conformant plus étroitement aux principes, la jurisprudence veut bien en déduire l'existence, non d'une solidarité véritable, mais d'une simple obligation *in solidum*.

D'une part, les intérêts de la partie civile, en tant qu'ils sont légitimes, seraient respectés ; le Trésor conserverait envers les condamnés pour amendes fiscales, à peu près tous les droits qu'il possède actuellement et l'Etat pourrait exiger de chacun des condamnés le paiement de tous les frais de l'instance. D'autre part, la règle fondamentale de la personnalité des peines resplendirait d'un éclat que jamais encore elle n'a connu en droit français.

Si l'on ne croit pas pouvoir imposer aux tribunaux cette interprétation de l'article 1382, nous admettrons volontiers une solidarité portant sur les amendes

fiscales, les restitutions, les dommages-intérêts et les frais. Encore faudrait-il qu'elle fût corrigée par le droit accordé au juge d'en écarter les effets dans les espèces où son application contreviendrait à l'équité.

Les législations étrangères ignorent, pour la plupart, la solidarité des amendes ; soit qu'elles ne l'aient jamais connue, soit encore qu'après l'avoir adoptée, elles l'aient, un jour, exclu de leurs codes.

L'ancien Code pénal belge reproduisait littéralement l'article 55 du Code français. Le nouveau Code pénal, promulgué le 8 juin 1867, limite la solidarité aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais (art. 50). Encore faut-il, pour ces derniers, que la condamnation ait été prononcée par un même jugement ou arrêt ; sinon il n'y aura lieu à solidarité qu'à raison des actes de poursuite communs à tous les délinquants.

Le nouvel article 50 s'applique indistinctement aux crimes, aux délits et aux contraventions.

Seulement, si la solidarité des amendes est en principe supprimée, elle est pour certaines matières, rétablie par des lois spéciales. Telle est la loi du 6 avril 1843, (art. 28), sur la répression des fraudes en matière de douanes, et celle du 20 mai 1846 (art. 9), sur les ventes publiques en détail de marchandises neuves.

Réserve faite pour les amendes fiscales — et à leur égard toutes les dérogations au nouvel article 50 peuvent se justifier — le rétablissement de la solidarité des amendes pour certaines matières spéciales et par quelques textes épars n'offre qu'un intérêt très secondaire.

Enfin, le Code belge autorise le juge à exempter tous ou quelques-uns des condamnés de la solidarité, à charge d'en indiquer les motifs et de déterminer la proportion individuelle des frais à supporter par chacun.

Le Code pénal italien, promulgué le 1^{er} janvier 1890, présente au point de vue qui nous intéresse, de frappantes analogies avec le Code belge. Son article 39, après avoir posé le principe que le condamné est tenu des frais de la justice, dispose :

« Les individus condamnés pour une même infraction seront tenus *solidairement* des restitutions, des réparations de dommages, des indemnités allouées et des frais de la poursuite.

« Les individus condamnés par un même jugement pour des infractions diverses ne seront tenus solidairement que des frais communs aux infractions pour lesquelles, il y aura eu condamnation commune. »

Le nouveau Code pénal espagnol, qui date du 1^{er} janvier 1871, ignore la solidarité des amendes.

Il institue, en ce qui concerne la solidarité des réparations civiles et des frais, un système curieux. Voici comment il s'exprime à l'article 127, al. 1 :

«...Les auteurs, complices et recéleurs, chacun dans leur classe respective, seront responsables solidairement entre eux pour leur quote-part, et subsidiairement pour les quotes-parts, correspondant aux autres responsables. »

Ainsi la solidarité n'existe qu'entre tous les auteurs, ou tous les complices, ou tous les recéleurs. Mais au cas où l'une de ces catégories ne s'acquitte pas de ce qu'elle doit, il est fait appel, à titre subsidiaire, à la responsabilité solidaire des autres catégories.

L'alinéa 3 de l'article 127 proclame le droit, pour celui qui a payé la dette commune, d'exercer envers ses cocondamnés une action récursoire.

Le système du Code pénal suédois du 16 février 1864 ressemble quelque peu à celui du Code espagnol. On lit, au chapitre VI, § 5 :

« Si plusieurs personnes ont coopéré à l'infraction comme il est dit au chapitre 3, § 1, 3, 4, 5, 6 et 7, elles sont *solidaires* et responsables du dommage causé ; ceux qui, suivant le § 9 du même chapitre, ont participé à l'infraction en recélant achetant, ou vendant ce qu'ils savaient en être le produit, ou ont pris soin de le transformer, sont tenus *chacun solidairement avec l'auteur principal*. »

Par suite, les recéleurs ou complices par achat, vente ou transformation du produit du délit, ne sont pas solidaires entre eux, mais le sont seulement avec l'auteur principal de l'infraction.

En Allemagne, les frais seuls font l'objet de la solidarité (Code de procédure pénale, promulgué le 1^{er} février 1877, art. 503, al. 3). Ils comprennent, outre les frais généraux de la procédure, les déboursés de la partie adverse (art. 503, al. 1 et 2). Mais — c'est là le point typique de cette législation — les accusateurs privés sont solidairement passibles des frais, tout aussi bien que les accusés.

L'article 389 du Code de procédure criminelle autrichien, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1874, laissant, lui aussi, à l'écart les réparations civiles, pose, avec des précisions peut-être exagérées, le principe, quant aux frais, d'une simple obligation *in solidum* :

«...Le tribunal devra, quand la procédure aura compris plusieurs faits punissables, distinguer, autant que cela sera possible, les frais relatifs aux frais dont l'accusé n'aura pas été reconnu coupable.

«...Quand il y aura plusieurs condamnés ayant pris part au même fait, chacun d'eux sera condamné à supporter les frais qui sont provenus des soins qui lui ont été donnés durant sa détention préventive, qui

ont été occasionnés par sa défense, par l'exécution de la condamnation contre lui, par des circonstances spéciales le concernant ou par une faute personnelle. Pour le paiement de tous les autres faits du procès, tous les complices et coauteurs seront condamnés *pour le tout* (zúr ungetheilten Hand) en tant que le tribunal ne trouvera pas qu'il y a des raisons spéciales pour limiter cette obligation. »

C'est ce Code qui nous paraît se rapprocher le plus de la vérité juridique. Il est vrai, qu'il est le quatrième qui, en Autriche, ait été promulgué depuis le commencement du XIX^e siècle, concernant la procédure pénale (1).

Si l'on désire trouver des législations qui maintiennent la solidarité des amendes, il faut sortir d'Europe (2). Du nombre est la législation d'Haïti. Mais le Code pénal haïtien de 1835 ressemble de trop près au Code pénal français pour qu'on puisse s'en étonner. Son article 39 est la reproduction textuelle de notre article 55, à un mot près : au lieu de *seront tenus*, il porte *sont tenus*... Il est sincèrement regrettable qu'on n'ait cru pouvoir apporter au texte français qu'un changement d'ordre grammatical !

(1) Les codes précédents avaient pour date 1803, 1850 et 1853.

(2) Le Code pénal portugais de 1852 (révisé en 1867 et en 1884) établit bien la solidarité des amendes (art. 101, § 1), mais seulement au cas d'amende unique et quand le juge n'a pas attribué à chacun des condamnés la part qui lui incombe.

Très visiblement inspiré du nôtre, le Code pénal du royaume de Siam, qui fut promulgué le 1^{er} juin 1908, consacre, lui aussi, la règle de la solidarité des amendes (art. 22). Encore réalise-t-il, sur le Code français, quelques petits progrès. Ainsi il dispose (art. 22, al. 2) : « Cette solidarité ne s'applique qu'au paiement, et ne s'étend pas à l'emprisonnement à son lieu et place. »

Sans doute, l'emprisonnement dont il est ici question étant une peine qui se substitue à celle d'amende, n'a pas le même caractère que la contrainte par corps. Il y ressemble pourtant : Tous deux ne consistent-ils pas en une incarcération du condamné qui n'a pas acquitté son amende ? Or, en France, nous l'avons vu, la durée de la contrainte par corps se calcule d'après l'ensemble des condamnations pécuniaires encourues pour un même délit.

On lit encore, à l'article 93 : « *A moins qu'il n'en soit disposé autrement*, toutes les personnes condamnées pour un même délit sont solidairement responsables des restitutions et des dommages... »

Le juge est donc autorisé, au Siam, à exempter de la solidarité un ou plusieurs des délinquants, du moins pour ce qui touche aux réparations civiles. En France, il ne le peut pas.

CONCLUSION

La Commission de révision du Code pénal, instituée par décret en date du 27 mars 1887, a proposé de substituer à l'article 55 C. P. un texte ainsi conçu :

« Tous les individus condamnés pour une même infraction seront tenus solidairement des restitutions, des dommages-intérêts et des frais » (art. 49 du projet).

Voici comment, à ce propos, s'exprime le secrétaire de la commission, M. Bomboy, dans son rapport :

« La législation actuelle est maintenue, sauf sur un point. Contrairement à l'article 55 du Code pénal, le projet ne rend pas solidaires du paiement des amendes les auteurs d'une même infraction.

« L'amende est une peine; elle est absolument personnelle à celui qui l'a encourue. On conçoit difficilement qu'un autre que le condamné en subisse les effets. S'il en est autrement des condamnations aux restitutions, dommages-intérêts et frais, c'est que ces réparations ont un caractère exclusivement civil. »

Nous eussions préféré que le projet se fût montré

moins absolu en ce qui a trait aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais ; qu'il eût permis au juge de prononcer ou d'exclure la solidarité, suivant les circonstances. Mieux encore, il nous aurait paru désirable de ne consacrer que le simple droit pour le tribunal de déclarer les condamnés tenus *in solidum* des réparations civiles et des frais.

Tel quel, le projet réalisait sur le Code de 1810 un incontestable progrès.

Depuis, dix-neuf ans ont passé⁽¹⁾.

La vie intellectuelle chaque jour s'intensifie, la science se fait plus complexe, le droit s'essoufle à suivre l'évolution sociale. Propositions et projet de lois se multiplient ; on réforme les institutions et, bien plus encore, on parle de tout réformer. La solidarité des amendes subsiste, quelque peu oubliée au milieu de toute cette agitation, de ce flot d'écrits et de paroles, de cette cohue d'idées nouvelles, de cet amoncellement de systèmes. Défi au législateur, ou dédain ironique de ses efforts, elle demeure debout, comme pour bien prouver qu'en France il ne suffit pas qu'une institution soit universellement condamnée pour qu'on la supprime.

Les raisons de son maintien sont multiples : lenteur du travail parlementaire, indifférence de la masse pour tout ce qui n'intéresse pas la politique, et combien

(1) Le rapport de M. Bomboy est daté du 13 juillet 1892.

d'autres ! Une, cependant, mérite d'être retenue : Le Fisc ne renonce jamais, à moins d'une poussée d'opinion irrésistible, à un droit qui lui est concédé, ce droit fut-il, par tous et par lui-même, reconnu la consécration de l'illogisme et de l'iniquité. Dans la pensée de l'Administration financière, l'amende étant une créance pour l'Etat, ne saurait être garantie par des sûretés trop nombreuses.

Toutes considérations d'équité mises à l'écart, c'est partir d'un principe faux.

L'amende est, avant tout, une peine, et elle est admissible à raison seulement de la privation de jouissances qu'elle inflige au condamné. Sans doute, il faut bien que quelqu'un encaisse l'argent déboursé et personne mieux que l'Etat n'est désigné pour remplir cette fructueuse formalité. Mais, ce n'est là qu'un des effets très secondaires de l'amende. L'argent, au lieu de grossir les caisses publiques, serait jeté à la mer, ou, comme des dragées à un baptême, lancé à pleine volée dans la bousculade des gamins, que l'amende conserverait toute sa valeur pénale. Et cela plus que tout importe.

En établissant pour les amendes la solidarité, le législateur a subordonné leur caractère de peine à celui de bénéfice pécuniaire.

Certes, il est bon de rechercher une meilleure répartition des charges budgétaires ; certes, une démocratie

consciente du mouvement social a le devoir, même en s'imposant lourdement, de consacrer tous ses efforts à l'amélioration des classes pauvres. Dans cette lutte inévitable de l'employeur et de l'employé, elle a le droit, en bonne déesse, d'arrêter le bras du vainqueur, lorsque ce bras est armé par la mort, de tendre la main au vaincu, lorsque ce vaincu est à terre et qu'il se sent trop faible pour engager de nouvelles luttes.

Mais on risque de tuer le malade, à vouloir trop vite améliorer le fonctionnement de ses organes. Avant donc de réaliser, avec d'innombrables délicatesses, au milieu des mille précautions nécessaires, cette justice sociale sur laquelle il est si malaisé de se mettre d'accord, ne conviendrait-il pas de donner à tous la justice équitable à laquelle on répète que chacun a droit — le Trésor dût-il y perdre une garantie ?

Cette étude, nous voudrions la terminer par un cri d'espoir en un temps prochain de législation meilleure, plus conforme à notre esprit d'hommes du ^{xx}^e siècle. C'est, hélas ! le doute qui nous assaille et la tristesse qui nous empoigne. Tant de civilistes, tant de criminalistes déjà, bien autrement autorisés que nous, se sont efforcés de se faire entendre, et n'y ont pu parvenir !

Ce qui désespère surtout, c'est l'indifférence où viennent se briser tous les efforts. Discuter, contredire,

c'est agir et c'est vivre. Mais à se débattre contre le silence, les meilleures volontés s'épuisent et les patientes les plus tenaces se lassent enfin.

BIBLIOGRAPHIE

DROIT ROMAIN ET ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

CUQ. — *Les institutions juridiques des Romains*, t. I et II, 1891.

Corpus juris civilis. — Cura Galisset, 1871.

DEMANGEAT. — *Des obligations solidaires en droit romain*, 1858.

PETIT. — *Traité élémentaire de droit romain*, 1903.

PAPON. — *Recueil d'arrests notables*, 1616.

BRUNEAU. — *Observations et maximes sur les matières criminelles*, 1716.

DENISART. — *Collection de décisions*.

BACQUET. — (*Les œuvres de Jean...*) augmentées par M^e CLAUDE DE FERRIÈRE, 1744.

GUY DE ROUSSEAUD DE LA COMBE. — *Traité des matières criminelles*, 1757.

SERPILLON. — *Code criminel*, t. II et III, 1767.

JOUSSE. — *Traité de la Justice criminelle de France*, t. I et II, 1771.

Encyclopédie de Jurisprudence, t. V, 1779.

MUYARD DE VOUGLANS. — *Institutes au droit criminel*, 1757, et *Les lois criminelles de France*, 1780.

GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, v^o Amende, 1784.

POTHIER. — (*Œuvres de...*, annotées par Bugnet), 1848.

DROIT MODERNE

DALLOZ. — *Jurisprudence générale*. — *Répertoire de Législation et Supplément* — *Codes annotés*.

SIREY. — *Recueil générale des Lois et des Arrêts*. — *Codes annotés*.

Journal du Palais. — *Recueil de la Jurisprudence.*

Bulletin des Arrêts de la Cour de Cassation.

GARÇON. — *Code pénal annoté*, t. I.

FUZIER-HERMAN. — *Code civil annoté*, t. III.

AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil*, t. IV, 1902.

BABUEL-PEYRISSAC. — *De l'amende en matière pénale*, thèse de doctorat, Cahors, 1885.

BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de droit civil*, II, 1909.

BLANCHE (Antoine). — *Etudes pratiques sur le Code pénal*, t. I, 1861.

CHAUVEAU (Adolphe) et FAUSTIN (Hélie). — *Théorie du Code pénal*, t. I, 1887.

DARBOIS. — *Traité théorique et pratique de la contrainte par corps*, 1880.

DEMOLOMBE. — *Traité des Contrats*, t. III, 1870.

DURANTON. — *Cours de droit français*, t. XI, 1830.

ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 1908.

GARRAUD. — *Traité de droit pénal*, t. II, 1898.

LABBE (Ed.). — *Amende pénale et amende fiscale*, Thèse de doctorat, Lille, 1894.

LABORDE. — *Cours de droit criminel*, 1898.

LAFAY. — *Etude sur la responsabilité des co-auteurs de délits ou quasi-délits civils*. Thèse de doctorat. Lyon, 1902.

LAROMBIÈRE. — *Théorie et pratique des obligations*, t. III, 1885.

LAURENT. — *Principes de droit civil*, t. XVII, 1878, et *Supplément*, par SIVILLE (Léon), t. V, 1902.

LE GRAVEREND. — *Traité de la législation criminelle en France*, t. I et II, 1830.

LE SELLYER. — *Traité de la criminalité, de la pénalité et de la responsabilité*, t. II, 1874.

LETOURNEAU. — *L'évolution juridique dans les diverses races humaines*, 1891.

MARCADÉ. — *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, t. IV, 1855.

MOLINIER. — *De la solidarité et de l'indivisibilité*. — *Revue critique de législation*, 1853.

ORTOLAN. — *Eléments de droit pénal*, 5^e éd., 1886.

PALLAIN. — *Les douanes françaises*, t. II, 1896 ;
Pandectes françaises, v^o Amendes, 1889.

PARINGAULT. — *De la solidarité des amendes dans la législation criminelle*. — *Revue historique de droit*, 1857.

RAUTER. — *Traité théorique et pratique du droit criminel*, 1836.

Répertoire général de droit français, v^o Amende, 1888.

RODIÈRE. — *De la solidarité et de l'indivisibilité*, 1852.

SOURDAT. — *Traité général de la responsabilité*, t. I et II, 1902.

THIBAUT (Fabien). — *De la solidarité en matière d'amendes*. Revue générale de la législation, 1898.

TOULLIER. — *Droit civil français*, t. XI, 1830.

VIDAL. — *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 1906.

ZACHARIE. — *Le droit civil français*, traduit et annoté par MASSÉ et VERGÉ, t. III, 1857.

Pandectes belges, v^o Amende 1882.

Codes belges, par Jules DE LE COURT, 1898.

Code pénal italien, traduit par Ed. TURREL, 1890.

Code pénal espagnol, par la rédaction de la *Revista de los tribunales*, 1900.

Les codes suédois, traduits et annotés par R. DE LA GRASSERIE, 1895.

Code de procédure pénale allemand, traduit par DAGUIN.

Code d'instruction criminelle autrichien, traduit et annoté par BERTRAND et Ch. LYON-CAEN, 1875.

Les codes haitiens, code pénal annoté par Léon NAY, 1909.

Code pénal du Royaume de Siam, version française, par G. PADOUX, 1909.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<i>Section I. — L'AMENDE. — GÉNÉRALITÉS</i>	
L'amende. Son importance pratique. L'amende est une peine ; conséquences. — Les amendes fiscales. En quoi elles se distinguent des amendes répressives. Caractères communs aux deux catégories. — Recouvrement des amendes ; garanties qui l'accompagnent.....	1
<i>Section II. — RAPPEL DES NOTIONS ESSENTIELLES SUR LA SOLIDARITÉ.</i>	
Solidarité active et passive. Caractère exceptionnel de la solidarité. — Solidarité passive. Rapport du créancier et des débiteurs. Effet principal de la solidarité. Effets secondaires. — Rapports des débiteurs entre eux. Exercice du recours par le débiteur qui a acquitté la dette. — Causes de la solidarité : la convention. La loi.....	6

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA SOLIDARITÉ DES AMENDES.

Les compositions pécuniaires : Leur importance et leur rôle. Elles constituent, non une réparation du préjudice, mais le dédommagement du non-exercice de la vengeance. Conséquence au cas de pluralité de délinquants. Les Germain ; le *fredum*.
La solidarité entre membres d'une même famille, d'une même centène, d'une même commune. Son principe. Ce qu'il en subsiste.
A l'époque féodale l'amende devient une peine. De quelles

sources elle découle ; qui l'inflige ? Les amendes sont solidairement dues. C'est qu'elles indemnisent le roi ou le seigneur des frais de justice criminelle.	
Selon Thibault, l'origine de la solidarité des amendes est dans une sûreté accordée à l'Etat. Réfutation.	
Lois des 19-22 juillet et des 20-27 septembre 1790. Loi du 18 Germinal an VII. Loi du 1 ^{er} Germinal an XIII. Le Code pénal	13

CHAPITRE II.

CARACTÈRE DE LA SOLIDARITÉ DES AMENDES

L'obligation de réparer le dommage indûment causé. Comment elle peut conduire à l'idée d'obligation <i>in solidum</i> . Principe et effets de l'obligation <i>in solidum</i> . Réponse aux critiques qui lui furent adressées. Sa distinction d'avec la solidarité.	
La théorie suivant laquelle la solidarité des amendes est une solidarité imparfaite. Arguments invoqués. — La solidarité est unique. Conséquences. — Tableau résumé des systèmes en présence	41

CHAPITRE III.

OBJET DE LA SOLIDARITÉ PÉNALE.

Les amendes. Amendes répressives. Amendes fiscales. Décimes. Amendes civiles. — Les réparations civiles : Restitutions et dommages-intérêts. — Les frais.....	55
---	----

CHAPITRE IV.

PREMIÈRE CONDITION DE LA SOLIDARITÉ DES AMENDES : UNE CONDAMNATION.

A quelles conditions il y a solidarité des amendes : 1 ^o une condamnation ; 2 ^o pour crime ou délit ; 3 ^o pour un même crime ou un même délit.	
Une condamnation. Pourquoi elle est nécessaire. Peut-elle émaner d'une juridiction civile ? Peu importe que le juge-ment prononce expressément la solidarité. Le juge ne	

peut pas en exempter les condamnés. Faut-il qu'il y ait un seul et même jugement ?	
La solidarité s'applique, même si les peines sont différentes quant à leur taux, ou, selon la jurisprudence, quant à leur nature. Le maximum de la peine peut être dépassé. Aggravation résultant de l'état de récidive. L'article 365 C. Inst. Cr., difficultés auxquelles il donne lieu. Sursis à l'exécution de la peine.....	65

CHAPITRE V.

DEUXIÈME CONDITION : UN CRIME OU UN DÉLIT.

L'article 1 ^{er} C. P. infractions prévues par des lois spéciales. Contraventions. Délits contraventionnels. Délits civils et quasi-délits ; comment la jurisprudence a été amenée à leur étendre, par analogie, l'article 55 C. P.	
Délits amnistiés. Remise de l'amende, remise de la solidarité. L'absolution. L'acquittement en vertu de l'article 66 C. P. Dans quelle mesure la solidarité s'applique aux civilement responsables. L'accusé ou le prévenu acquitté peuvent-ils obtenir ou encourir une condamnation solidaire ?	101

CHAPITRE VI.

TROISIÈME ET DERNIÈRE CONDITION :
UN MÊME CRIME OU UN MÊME DÉLIT.

1 ^o Pluralité de délinquants : Coauteurs. Complices.	
2 ^o Unité d'infraction. Eléments qui la constituent. — L'unité d'intention. Pourquoi elle est nécessaire ? Comment il faut l'entendre ? Faut-il qu'il y ait concert prémédité et réfléchi ? — La connexité ; elle résulte de l'absence d'un ou de plusieurs des éléments qui constituent l'unité d'infraction. L'article 55 s'applique-t-il aux délits connexes ? La doctrine. Appréciation des arguments invoqués. Pourquoi les infractions connexes ne doivent pas donner lieu à solidarité. La jurisprudence. Etude de l'affaire Baihaut-Blondin de Lesseps. Examen d'espèces isolées. — L'unité de poursuite n'est pas suffisante.....	145

CHAPITRE VII.

L'HYPOTHÈSE JUDICIAIRE ET LA CONTRAINTE PAR CORPS DANS
LEURS RAPPORTS AVEC LA SOLIDARITÉ PÉNALE. PART CONTRI-
BUTOIRE DÉFINITIVE DES CONDAMNÉS.

Hypothèque judiciaire. Conciliation des articles 2114, 1214, C. Civ. et 55 C. P.	
Contrainte par corps. Son exercice au cas de révocation du sursis à l'exécution.	
Recours entre cocondamnés. Sur quoi il se fonde. S'il fut toujours admis : Rome, l'Ancien Droit. En 1821, un arrêt de la Cour de Lyon le refusa ; appréciation des motifs invoqués. Etat de la jurisprudence.	
Exercice de l'action récursoire. Difficultés au cas de condam- nation à des amendes inégales, à l'amende et à l'emprison- nement, ou à l'emprisonnement seulement. Contri- bution aux réparations civiles ; aux frais. Particularités relatives à certaines amendes fiscales.	
Action de gestion d'affaires. — Subrogation. Son intérêt, son principe. La subrogation porte sur toutes les garanties du Trésor, y compris la contrainte par corps.	
Effets de la réhabilitation judiciaire et de la réhabilitation de droit.....	167

CHAPITRE VIII.

EXAMEN CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE ET DE LA LOI.
LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

La jurisprudence. L'extension qu'elle a donnée à l'article 55. Son point de départ : la solidarité des amendes est un mode d'exécution de la peine. La solidarité des amendes ne peut pas être un mode d'exécution. Elle est une peine accessoire.	
Législativement, la solidarité ne peut se justifier que pour les amendes fiscales, les réparations civiles et les frais. — Par quel texte de loi l'article 55 devrait être remplacé. Rôle que pourrait jouer la notion d'obligation <i>in solidum</i> .	
Les législations étrangères : Belgique, Italie, Espagne, Suède, Allemagne, Autriche, Haïti, Siam.....	197
CONCLUSION	209
BIBLIOGRAPHIE	215

